

Terrorisme aveugle en Algérie

L'ALGÉRIE aurait-elle franchi un nouveau pas dans l'escalade de la violence qui pourrait la conduire au pire des scénarios ? L'attentat à la bombe qui, mercredi 26 août, a frappé l'aéroport d'Alger, a coûté la vie à neuf personnes, le fait crève-cœur. Jusqu'à présent, les actions terroristes visaient essentiellement les membres des forces de l'ordre : quelques 130 policiers, gendarmes et militaires ont ainsi été assassinés depuis le mois de février. Ces opérations étaient accompagnées, ces derniers temps, de sabotages de bâtiments et d'équipements publics.

Le triomphalisme des autorités, qui avaient, récemment encore, annoncé le démantèlement de plusieurs « groupes armés », ne pouvait dissimuler le fait qu'une violence traditionnelle était en train de gagner dangereusement du terrain. Le soin que prend le nouveau gouvernement de M. Belaid Abdesslam à afficher son souci de restaurer toutes affaires cessantes, l'autorité de l'État ne paraît hélas, pour le moment, qu'un vœu pieux, qu'une tentative presque incertaine de chercher à conjurer le mauvais sort.

La tentation est grande - mais le pouvoir, dans ses premières réactions, n'y a pas succombé, évitant une « malédiction » - de soupçonner les plus durs des islamistes, qui ont abandonné la mosquée pour le maquis, le GICAT pour l'armée à feu. Mais si bon nombre d'actions peuvent être attribuées à ces groupes, il n'est pas sûr, jamais, dans leurs manifestes clandestins, exprimés l'intention de frapper aveuglément. Surtout à imaginer que, poussés dans ses derniers retranchements, l'ultime camp de récalcitrants se soit résigné à semer la terreur.

Hâtivement avancée par certains, la thèse de l'assassinat de Mohamed Boudiaf, à la fin du mois de juin, par un illuminé a été écartée. La commission nationale d'enquête a très vite conclu que le meurtre de l'ancien chef de l'État relevait d'un complot, sans pouvoir - ou sans vouloir - en désigner les commanditaires. Il est vrai que, dans la tourmente qui emporta aujourd'hui l'Algérie, les islamistes ne sont pas les seuls à profiter des faiblesses de l'État, que toutes sortes de groupes d'intérêt financiers et les clans politico-militaires tentent eux aussi de sauver des privilèges ou de gagner des positions. Le slogan « L'Algérie avant tout » paraît bien dérisoire.

DANS cette confusion, la population semble de plus en plus désemparée et désemparée. Elle commence à réaliser qu'elle n'est plus à l'abri de violences aveugles. Elle ignore pas non plus, comme le lui a déjà brutalement annoncé M. Abdesslam, que la déconfiture économique du pays va le conduire à de nouvelles souffrances. Dans ces conditions, qui peut rêver à regagner sa confiance, à la mobiliser ?

La prochaine présentation par M. Abdesslam d'un plan de guerre économique sera du mal à dissiper les vicissitudes politiques du moment. La marge de manœuvre du pouvoir se rétrécit. Ne va-t-il pas être obligé de se résigner devant ? Toujours est-il que les islamistes tiennent sur ses nerfs pour avancer leurs pions. La très récente, et inédite, démolition d'une mosquée qui résonnait de prêches incendiaires montre à quel point de gravité les choses sont arrivées dans un pays où paraît d'imposer de jour en jour la loi du plus intense et du plus rusé.

Lire nos informations page 5

M0147 - 0828 0 - 7.00 F



La création d'une zone d'exclusion

L'Irak « fera face » à la menace des alliés

L'Irak a réagi à la décision des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne de lui interdire le survol de la partie du pays au sud du 32° parallèle en affirmant, jeudi 27 août, qu'il y « fera face avec les moyens appropriés et au moment opportun ». Les alliés et l'opposition irakienne, qui se félicitent de leur initiative, se défendent de vouloir démanteler l'Irak, et espèrent que M. Saddam Hussein, affaibli, finira par être renversé.

L'étau se resserme...

par Mouna Najm

Si l'objectif déclaré de l'opération des trois alliés occidentaux est la protection des populations, en grande majorité chiites, de cette région, le but à long terme est éminemment politique. Entre le havre de sécurité créé pour les Kurdes au nord du 36° parallèle en vertu de la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies et la nouvelle zone d'exclusion qui va être instaurée au sud du 32° parallèle, le président Saddam Hussein n'exerce plus pleinement son pouvoir que sur le centre du pays.

Les porte-parole américain, britannique et français ont multiplié les déclarations affirmant que l'objectif n'était pas le démantèlement de l'Irak. L'opposition

chiste aussi. Le président Bush l'a redit mercredi encore. L'espoir que carressent la France, la Grande-Bretagne et surtout les États-Unis, c'est que, pris ainsi en étau, le régime de M. Saddam Hussein s'affaiblisse et que l'armée et le peuple irakiens cherchent à se débarrasser d'un dirigeant responsable de tous leurs maux.

Un espoir que met en doute un membre de l'opposition irakienne, M. Ali al Jader, ancien ministre de l'Industrie, pour qui « le régime peut au contraire jouer sur la fibre nationaliste en alléguant, comme il le fait déjà, qu'il s'agit d'une atteinte à la souveraineté irakienne ».

Lire la suite, ainsi que l'article de DOMINIQUE DUBREUIL et nos informations page 5

La conférence de Londres

L'ONU renforcerait son action en Bosnie

La conférence de Londres a poursuivi jeudi 27 août l'audition des principaux protagonistes du conflit yougoslave et des responsables européens, qui ont été nombreux à critiquer très vivement la Serbie. Un des documents qui pourraient être adoptés en conclusion appelle à l'extension des opérations des « casques bleus » déjà présents sur place dans le cadre de la FORPRONU, ainsi qu'à un renforcement de ce contingent.



Lire page 3 les articles de FRANÇOISE CHIPAUX, ALAIN DEBOVE et BERTRAND POIROT-DELPECH

« Les banques centrales vont enrayer la chute du dollar » déclare M. Sapin

La coopération des banques centrales va réussir et mettre un terme à la chute du dollar qui est un phénomène anormal, a déclaré, jeudi 27 août, M. Michel Sapin. Le ministre de l'économie a ajouté qu'au sein du SME, les parties de changes seraient maintenues. Les taux allemands ne seront pas relevés, a précisé M. Sapin.

Lire page 24

Accord sur la partition de la Tchécoslovaquie

La Fédération cessera d'exister le 31 décembre.

Lire page 4

Le scandale du sang contaminé

Les initiatives se multiplient pour obtenir la comparution de M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufoux et M. Edmond Hervé devant la Haute Cour de justice.

Lire l'entretien avec le président de l'Association française des hépatites page 9

Un projet de loi pour la publicité

Les professionnels réagissent vivement.

Lire page 24

La sommaire complet se trouve page 24

Les Verts divisés par Maastricht

« Je voterai non », nous déclare M^{me} Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais

Les Verts, réunis à Saint-Nazaire pour leurs journées d'été, doivent accueillir, vendredi 28 août, le président de la Commission des Communautés européennes, M. Jacques Delors, qui viendra plaider devant eux la cause de Maastricht. Toutefois, M^{me} Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, affirme, dans l'entretien qu'elle nous a accordé, son intention de voter « non » lors du référendum du 20 septembre prochain.

« Quelle est votre réponse personnelle à la question soumise au référendum du 20 septembre prochain ?

« Il est évident que c'est « non ». Peut-être suis-je influencée par mon métier d'enseignante, mais lorsqu'un élève rend une mauvaise copie, il est plus pédagogique de lui dire « ce n'est pas du travail, tu recommences »

que d'espérer qu'il s'amende de lui-même dans le futur. Dans l'état actuel de la rédaction du traité de Maastricht - je pense au déficit démocratique, à la prédominance de l'économie, au trafic des déchets -, la copie est mauvaise. Je voterai donc « non ».

La position officielle des Verts ne sera prise qu'en fin de semaine, mais ce qui me fait grincer des dents, c'est de voir que certains « oui » à Maastricht, alors qu'aucune des conditions posées par le mouvement au mois de juin n'a été remplie, ne sont que des « oui » de ministres. Il serait dommage, particulièrement dans nos rangs, que le calendrier électoral suffise à créer des vocations.

La réponse des Verts au référendum risque pourtant de passer sur l'éventualité d'une alliance avec le PS. Aussi est-il curieux que ce soit vous qui

dilez en quelque sorte à vos amis : ne vous embarrassez pas trop du dialogue avec les socialistes...

Notre expérience me conduit précisément à dire que si nous n'avions pas la présidence de la région, nous ne serions que des marionnettes dans les mains d'un président, quelle que soit sa couleur. Nous-mêmes, dans le Nord-Pas-de-Calais, nous rencontrons des difficultés parce que le fruit a été cueilli avant d'être mûr, parce que nous avons atteint un niveau que nous n'avions pas encore mérité. C'est pourquoi je crains que des ministres Verts précoces, avant que le terrain ne soit mûr, ne soient demain que des marionnettes, comme Brice Lalonde lui-même l'a été.

Propos recueillis par JEAN-LOUIS SAUX
Lire la suite et nos informations page 3

Le syndrome Amaury

En engageant le fer avec le Syndicat du Livre CGT, l'éditeur Alain Ayache embarrasse les quotidiens parisiens

par Yves Agnès

Comme au bon vieux temps ? Un commando de syndicalistes du Livre CGT s'est emparé de 70 000 exemplaires du magazine *Réponse à tout* dans une entreprise de brochage à Corbeil (Seine-et-Marne), dans la nuit du 25 au 26 août (le *Monde* du 27 août) et les a expédiés à la Seine. Plusieurs centaines de manifestants sont attendus près de Bernay (Eure), vendredi 28, devant l'imprimerie du groupe Mémorial, gardée depuis plusieurs jours par des gendarmes, après une première visite « musclée » le 11 août perturbant la parution du *Metteur* et de *Spécial dernière*.

On ne peut s'empêcher d'évoquer le long - et très vigoureux - conflit qui opposa, de mars 1975 à août 1977, le même Syndicat du Livre à Emile Amaury, l'ancien patron du *Parisien libéré*, lorsqu'il rompit avec la presse

parisienne et ouvrit son imprimerie de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Son exemple fut suivi dix ans plus tard à Londres par les patrons de presse Robert Maxwell (en 1985) et Rupert Murdoch (en 1986), qui affrontèrent les syndicats britanniques en quittant Fleet Street, entraînant des milliers de licenciements...

Le « coupable » aujourd'hui est M. Alain Ayache, éditeur de plusieurs périodiques. Trouvant les tarifs pratiqués par l'imprimerie Offprint (groupe Hérault) prohibitifs, il a lui aussi quitté le giron des imprimeries de la presse quotidienne parisienne. Une initiative isolée, qui relève de la liberté de choisir un prestataire de services, mais qui vient perturber l'équation singulière des quotidiens de la capitale, au moment où ceux-ci sont fragilisés par une chute sans précédent de leurs recettes publicitaires.

Lire la suite page 20

LE MONDE DES LIVRES

Une rentrée sur fond de crise

Pour les éditeurs, la rentrée littéraire, sur fond de crise de l'édition, est « à la baisse » : 190 romans français, contre 220 en 1990, même record : 141 romans étrangers contre 161 l'an dernier. Pour les lecteurs, l'automne romanesque demeure cependant copieux et attrayant, de Patrick Modiano à Jean-Paul Kérouac, de François Nourissier à Philip Roth. Et avec quelques trente-sept débutants.

pages 13 à 18

JACQUELINE DE ROMILLY

de l'Académie française



Pourquoi la Grèce ?

de l'Académie française

Jacqueline de Romilly

de l'Académie française

POURQUOI LA GRÈCE ? Pourquoi les textes et la culture de la Grèce antique ont-ils pénétré d'abord le monde romain, puis tout l'Europe, au point que leur influence s'exerce encore en notre temps ? Jacqueline de Romilly aborde ici de front la question qu'elle s'est posée tout au long de ses recherches et de sa vie.

ÉDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992

LES FINES D'EMPIRES

Juin 1979. Au pays de l'homme de marbre, un pape indigène fait un triomphe. Quelques mois plus tard, le pieux Lech Walesa s'imposera à Gdansk. Il y eut bien rôle combiné du Vatican et de la Pologne dans l'ébranlement de l'Empire soviétique.

Par JEAN-FRANÇOIS SOULET

En ce lundi de Pentecôte 4 juin 1979, l'accueil réservé à Jean-Paul II au sanctuaire de Czestochowa pouvait de prime abord sembler en retrait par rapport aux jours précédents. Immenses, en effet, avaient été les foules de Varsovie où, le samedi 2 juin, il avait célébré une messe sur la place de la Victoire, et plus encore, le lendemain, celles de Gniezno, berceau de la nation polonaise et chrétienne. Ici, à Czestochowa, « à peine » 200 000 personnes s'étaient rassemblées pour attendre l'arrivée du pape au pied du mont Jasna-Gora, le plus célèbre sanctuaire marial de Pologne. Lequel, à la différence de celui de Lourdes, son homologue français blotti au fond d'une paisible vallée pyrénéenne, se trouvait ensermé dans le réseau de plus en plus dense d'une agglomération industrielle spécialisée dans la métallurgie et la chimie. L'eût-elle voulu, la ville, de par ses activités et sa croissance mal maîtrisée, n'aurait pu avoir cet extraordinaire air de fête qu'avaient offert au pape, les jours précédents, Varsovie et surtout Gniezno, dont la plupart des maisons avaient été parées de drapeaux aux couleurs polonaises et vaticanes.

particulièrement veillé à améliorer les relations avec l'Eglise : de 1970 à 1976, le nombre des édifices de culte était passé de 11 700 à 16 000; les frises aux publications catholiques avaient été quelque peu desséchées.

Si, en raison notamment du choix des jours, non fériés, et des manœuvres du POUF, le rassemblement des catholiques ne fut donc pas aussi gigantesque que prévu, Jean-Paul II sut, par son charisme, son habileté et la portée de ses discours, faire de son passage à Czestochowa un événement. Il eut le souci d'y rencontrer toutes les catégories composant l'Eglise de Pologne : l'après-midi du 4 juin, il reçut des délégations des paroissiens du diocèse; le soir, il participa à une veillée en compagnie de jeunes; le lendemain, il présida une sorte de synode rassemblant l'épiscopat polonais, et accueillit chaleureusement le cardinal Lekai, primat de Hongrie.

Sans jamais désigner nommément l'adversaire, mais en rappelant fermement que marxisme et christianisme étaient « deux conceptions du monde diamétralement opposées », Jean-Paul II adopta un ton offensif. A sa manière, sans mêler directement religion et politique, en privilégiant l'exposé doctrinal, et dans celui-ci les enseignements les plus traditionnels comme le culte de la Vierge, il sut parfaitement s'appuyer sur le symbolisme des lieux et des souvenirs. En rappelant « l'acte de servitude totale » proclamé par le cardinal Wyszynski envers la Vierge noire de Czestochowa, il rendit hommage à celui qui, durant ses trois années passées dans les prisons communistes, s'était placé lui-même, ainsi que tous les Polonais, sous la protection de l'icône de Jasna-Gora. En évoquant le martyre de saint Stanislas, il exalta la résistance de l'Eglise contre l'Etat oppresseur et rappela aux évêques que, plus d'une fois dans l'histoire de la Pologne, l'organisation hiérar-

dimanche 10 juin, l'avion pontifical décolla de Varsovie, le ministre de la défense Jaruzelski se borna à pousser un soupir de soulagement parce qu'aucun incident n'avait eu lieu : « Je l'ai constaté depuis, avoue-t-il honnêtement, treize ans plus tard, nous n'avions pas appréhendé à leur juste valeur les retombées psychologiques de cette visite. Je me demande d'ailleurs si qui que ce soit, alors, aussi bien parmi les dirigeants politiques du pays que parmi les responsables de l'Eglise, avait perçu l'impact de cette visite et compris que, désormais, plus rien ne serait comme avant. » Après cette visite, il est vrai, nul ne put nier l'existence d'une vraie société civile dans les pays communistes. Il suffisait d'avoir observé, directement ou par le biais de la télévision, la présence et le comportement des foules polonaises pour s'en convaincre. Ce qui fut d'abord décrit par des journalistes comme réserve ou froideur, absence de démonstrations et de débordements, se révéla le résultat d'une remarquable maîtrise individuelle et collective, qui en disait long sur le degré de maturité atteint par la société civile polonaise.

Pour en arriver là, il lui avait fallu franchir bien des épreuves et surmonter bien des divisions. Elle s'était exprimée une première fois au grand jour en 1956, pour imposer au Kremlin un nouveau cours, symbolisé par Gomulka. Si le fol espoir de voir s'installer un socialisme à visage humain avait fait long feu, des flots de relative autonomie avaient réussi, au lendemain de l'« octobre polonais », à se maintenir autour de trois pôles : l'Eglise, qui parvint à préserver une certaine indépendance; la paysannerie, qui retrouva la maîtrise de la terre; les intellectuels, assurés d'une moins grande intolérance qu'auparavant.

Deux composantes de cette société civile en gestation se mobilisèrent à partir de 1968 :

favorable à l'Eglise. Bien entendu, l'ancien archevêque de Cracovie sait tout cela. Le moindre de ses paroles peut casser une « Union sacrée » encore fragile, enflammer les passions, remettre en cause le *modus vivendi* péniblement établi entre l'Eglise et le parti. Mieux que quiconque, il connaît les efforts de la diplomatie vaticane en vue d'améliorer les relations avec le bloc communiste. En nommant secrétaire d'Etat Mgr Casaroli, qui sous les pontificats précédents avait attaché son nom à l'*Ostpolitik* vaticane, il a voulu signifier la continuité de l'engagement de l'Eglise. En réalité, les conceptions du nouveau pape sont sensiblement différentes de celles de Paul VI. Relativisant la portée des transactions interétatiques, il privilégie les actions concrètes conduites dans le cadre de chaque Etat (par les nominations d'évêques notamment), et, surtout, encourage les pressions directes des catholiques sur les gouvernants. En proclamant que la revendication de la liberté religieuse s'inscrit dans un vaste combat pour le respect des droits de l'homme, il draine dans son sillage l'ensemble de la société civile.

Ce pape venu de l'Est a aussi vraisemblablement compris, à la différence des Occidentaux, que l'expansionnisme brejnevien en Afrique et, à la fin 1979, en Afghanistan ressemble fort à la fuite en avant d'un empire menacé de désagrégation. Comment l'ancien archevêque de Cracovie n'aurait-il pas été frappé aussi par l'étonnante diversité et la non-orthodoxie des évolutions économiques et culturelles qui s'affirment dans plusieurs pays est-européens, en particulier en Pologne ? Est-il invraisemblable de lui prêter l'idée, soutenue alors par quelques rares spécialistes, que le « ventre mou du crocodile » était peut-être, pas les Républiques soviétiques d'Asie centrale, mais les Etats satellites d'Europe de l'Est, notamment la Pologne ?

Sans recourir à la thèse réductrice du « complet clérico-capitaliste », diffusée par exemple par le Parti communiste albanais, pour expliquer la « contre-révolution » polonaise des années 80, force est de reconnaître l'extraordinaire empreinte du voyage pontifical de juin 1979 sur les événements qui suivirent. Dès son début, la grève qui éclata en juillet 1980 aux chantiers navals de Gdansk, et qui aboutit à la création de Solidarité, stupéfit le pouvoir communiste, à la fois par « le climat de gravité, de calme et de détermination », et par le caractère nouveau des revendications : « Pour la première fois, observe Jaruzelski, les grévistes ne se limitaient pas à des exigences matérielles. Parmi les vingt et un points de leur cahier de revendications figuraient en effet le droit de grève, la liberté syndicale, la suppression de la censure, la libération des prisonniers politiques (en fait, des militants du KOR) et même la diffusion de la messe dominicale à la radio. » Le monde entier, presque aussi surpris que le Parti communiste polonais, allait découvrir à la télévision des images étonnantes de cette grève : des prêtres célébrant la messe à l'intérieur des usines; le portrait de Jean-Paul II accroché aux grilles de l'entrée des chantiers navals, avec à ses côtés l'icône de la Vierge de Czestochowa; un leader, nommé Walesa, portant un badge de la Vierge noire.

En juillet 1980, le monde entier découvrait à la télévision la grève des chantiers navals de Gdansk et un leader moustachu nommé Lech Walesa portant un badge de la Vierge noire.

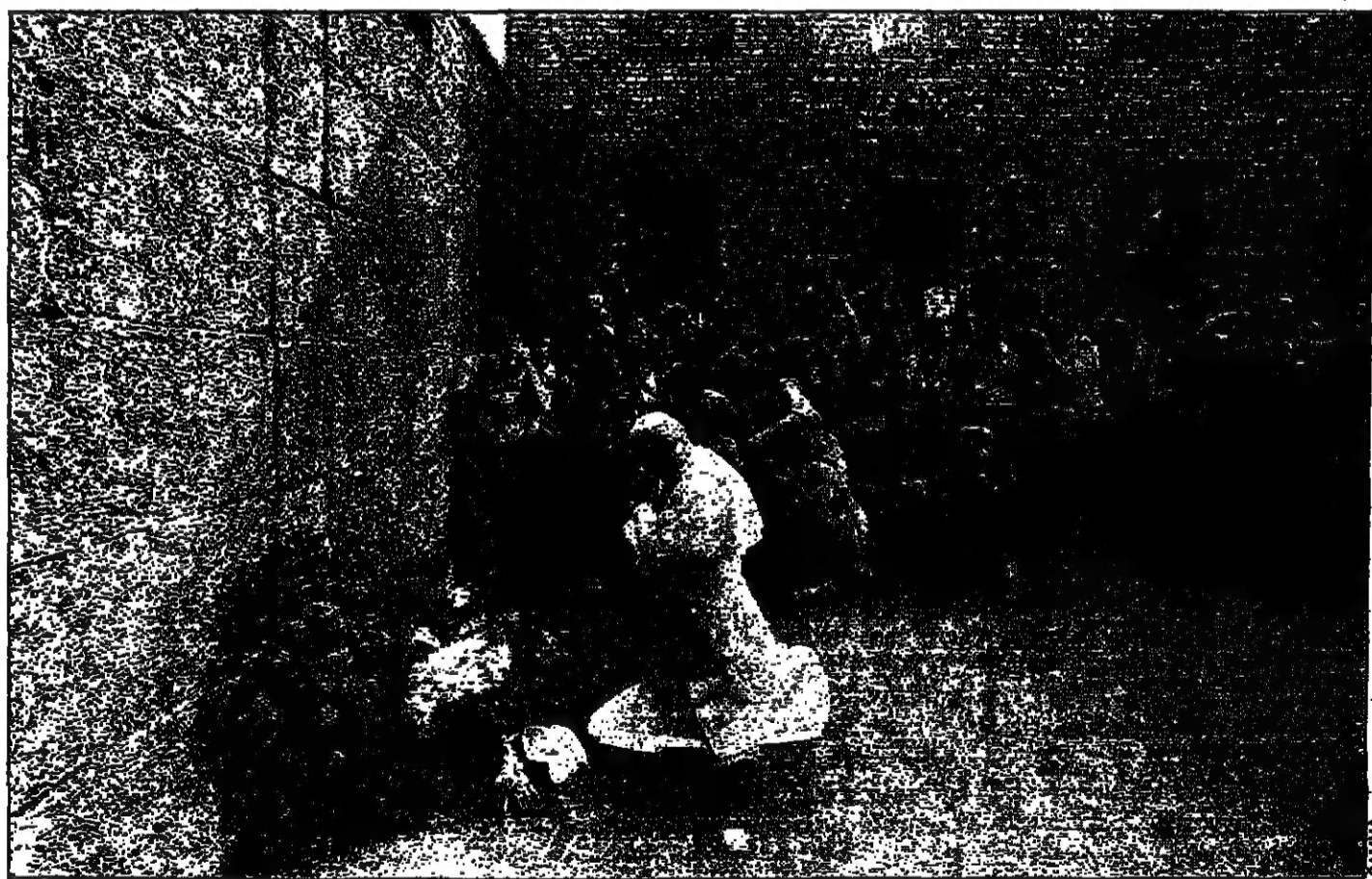
« Toutes nos perspectives basculèrent, tout changea de sens, j'étais accablé par un sentiment d'immense solitude. Nos projets, la vision présidant à nos démarches, se trouvaient laminés. Ce drame du pape polonais était aussi bien le drame de la Pologne et celui de Solidarité. Tout étant lié inextricablement, ce n'était là qu'un début : notre chemin d'espoir allait-il se transformer en chemin de croix ? »

Oui, au moins depuis juin 1979, tout semble lié inextricablement l'homme de Czestochowa et l'homme de Gdansk. Lorsque, au lendemain du 13 décembre 1981, vint pour Solidarité le temps des ténèbres, le soutien du Vatican à Walesa et à ses amis fut total et continu. Par ses déclarations, ses contacts diplomatiques, ses nouveaux voyages en Pologne de 1983 et 1987, Jean-Paul II ne cessa de défendre la cause de Solidarité, fit pression pour faire libérer les prisonniers politiques, encouragea à partir de 1988 les négociations en vue d'un compromis, qui aboutirent à la table ronde du printemps 1989.

Quand on sait la puissance d'exemplarité de l'expérience polonaise dans l'implosion finale de l'Empire communiste, on se prend à penser que son rôle fut extraordinaire et peut-être décisif.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *La Fin des démocraties populaires. Les chemins du post-communisme*, de François Fejtő, Le Seuil, 1992.
- *Les Chânes et le Refuge. Mémoires*, de Wojciech Jaruzelski, Lattès, 1992.
- *La vérité l'emportera toujours sur le mensonge*, de Bernard Lacombe, Lattès, 1991.
- *Le Passage de la mer Rouge. Le rôle des chrétiens dans la libération des peuples de l'Est*, de Denis Lenzel, Fleury Essais, Paris, 1991.



Jean-Paul II lors de sa visite en Pologne, se recueillant ici à Auschwitz.

Les catholiques avaient fait ce qu'ils avaient pu, mais ici plus qu'ailleurs ils s'étaient heurtés aux mille entraves insidieuses posées par le zèle premier secrétaire du Parti communiste de la région de Czestochowa. On avait ainsi assisté à une petite guerre des banderoles : aux slogans inscrits sur les frontons des églises (« Pierre, tu es notre défenseur »), le parti avait répondu par les siens (« Le parti rassemble les forces de tous les Polonais »). Les ouvriers avaient été avertis que leur absence au travail ce jour-là serait sanctionnée; les écoliers, dissuadés de manquer l'école; les routes secondaires, fermées; les moyens de transports, réduits; les tickets d'entrée dans les sanctuaires, contingentés.

Ces manœuvres d'un petit apparatchik local reflétaient bien la gêne et les réticences profondes suscitées au sein du Parti communiste polonais par le voyage du pape. A peine connu, le projet avait fait l'objet, de l'aveu même du général Jaruzelski, de débats houleux au sein du bureau politique. Refusé par Gomulka en 1966, l'idée d'une visite épiscopale en Pologne avait paru cependant devoir être acceptée, treize ans plus tard, par la nouvelle équipe au pouvoir. Edward Giersek, en effet, avait fondé son « nouveau cours » sur la détente et l'ouverture à l'Ouest. Il avait tout

chique ecclésiastique avait été la seule structure capable d'assurer la survie d'une nation disloquée. Tout en reconnaissant que la normalisation des rapports entre l'Eglise et l'Etat avait progressé grâce aux efforts du clergé polonais et des papes Jean XXIII et Paul VI, il demandait à l'Etat communiste d'engager « un dialogue authentique respectueux des convictions des croyants et des droits des citoyens ».

Si l'étape de Czestochowa constituait le cœur de ce premier voyage pontifical, la visite s'acheva en apothéose à Cracovie. Là, en effet, tout parut culminer : le nombre des participants, avec près de deux millions de personnes rassemblées sur la prairie de Blonie pour dire adieu au pape; l'émotion, avec Jean-Paul II se recueillant à Auschwitz, « Golgotha du monde moderne », et à Cracovie sur la tombe de ses parents. Cette ferveur donna du poids aux dernières injonctions du Saint-Père aux gouvernants et aux gouvernés : « Il faut ouvrir les frontières. L'impérialisme de l'Eglise, ça n'existe pas. Il y a seulement l'Esprit qui demeure avec l'humanité, jusqu'à la fin du monde. Il faut accepter tout le patrimoine spirituel qui a pour nom Pologne. Ne perdez pas courage! Ne vous coupez surtout pas de vos origines! »

Il fallut du temps pour comprendre l'immense portée de ce voyage. Lorsque, le

l'intelligentsia marxiste révisionniste (Adam Michnik) et catholique (groupe Znaki, animé par Jerzy Turowicz) d'une part, et d'autre part, les ouvriers qui, en décembre 1970 dans les ports de la Baltique, et en juin 1976 à Ursus et Radom, payèrent très cher leur révolte contre le pouvoir. Un pas décisif restait à franchir : celui de l'unité. Intellectuels et ouvriers, en effet, s'ignoraient jusqu'alors et menaient chacun leur combat; l'intelligentsia révisionniste montrait presque autant d'hostilité envers l'Eglise et les milieux catholiques qu'envers les gouvernants.

Ces différends furent surmontés dans la seconde moitié des années 70. A la suite des révoltes ouvrières de juin 1976, toutes les forces engagées contre le pouvoir se mobilisèrent dans une solidarité totale. Réunis autour du KOR (Comité de défense des ouvriers), intellectuels révisionnistes et catholiques, ouvriers et clergé se dépensèrent pour soutenir les personnes persécutées. Dès 1977, dans l'Eglise et la Gauche, Adam Michnik affirmait que, compte tenu du contexte polonais, la seule solution raisonnable pour les forces de gauche était de s'allier avec l'Eglise. Quand, donc, en juin 1979, Jean-Paul II retrouva son pays, il est en présence d'une « société en dissidence » qui n'a jamais été aussi soudée, aussi forte et aussi

La conférence de Londres et les combats dans l'ex-Yougoslavie

Malgré l'ouverture de la conférence de paix de Londres, le conflit dans l'ex-Yougoslavie n'a pas connu de répit, mercredi 28 août, excepté une relative accalmie à Sarajevo où l'artillerie serbe s'emploie à détruire systématiquement la ville (lire ci-dessous l'article de François Chipaux). Pour la première fois depuis un mois, les bombardements de l'artillerie serbe ont même repris dans la région du port croate de Dubrovnik, sur la côte adriatique, suscitant une « riposte » des forces de Zagreb, selon l'agence croate Hina. Dans le sud de la Bosnie, les forces croates ont

lancé des attaques sur les positions serbes près des villes de Mostar, Tuzla et Nevesinje, selon Radio Belgrade. Un avion serbe a été abattu à Ljvica, près de Sarajevo, selon la radio bosniaque.

A Zagreb, le quotidien *Novi Vjesnik* a indiqué mercredi que le président croate Franjo Tudjman avait récemment réitéré son opposition au renouvellement, prévu en mars 1993, du mandat de la FORPRONU déployée dans les zones croates conquises par les Serbes. La Croatie reproche aux forces des Nations unies leur lenteur à désar-

mer les milices serbes, ce qui empêche le rétablissement de sa souveraineté dans ces zones.

A Belgrade, le vice-ministre de l'intérieur du gouvernement fédéral « yougoslave » (Serbie, Monténégro, M. Mijat) Karas, a été démis de ses fonctions. Il est accusé, précise le premier ministre Milan Pavic dans un communiqué diffusé en marge de la conférence de Londres, de « ne pas avoir soutenu le programme du gouvernement, qui s'oppose au processus de nettoyage ethnique », notamment en Voïvodine (le Monde du 26 août).

A Washington, le responsable des affaires yougoslaves au département d'Etat, M. George Kenney, a démissionné pour protester contre la politique « inefficace » et « contre-productive », selon lui, de son pays face à la crise yougoslave. Qualifiant la conférence de Londres de « charade dont la solution est connue d'avance », M. Kenney a estimé qu'elle était vouée à l'échec en l'absence « de très fortes pressions, y compris des pressions militaires, contre la Serbie, pour faire cesser sa campagne de génocide en Bosnie ». (AFP, Reuters, AP.)

La Serbie a été condamnée par la plupart des orateurs

A lors que la conférence sur la Yougoslavie s'ouvrait à Londres par des condamnations, sans menaces nouvelles, des représentants de Belgrade, qui se sont montrés assez conciliants, plusieurs sources européennes et aux Nations unies ont annoncé, mercredi 28 août, que la protection militaire des convois humanitaires vers la Bosnie-Herzégovine (initialement prévue « en coordination avec l'ONU »), pourrait finalement se faire dans le cadre d'un renforcement, par des milliers d'hommes, de l'actuelle opération de la FORPRONU présente à Sarajevo. Toutefois les contributions financières seraient à la charge des pays volontaires. Après la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique, le Canada a annoncé, mercredi, son intention d'envoyer 1 200 hommes.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Avant que le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, ne dresse la liste des résolutions et de l'action de l'ONU depuis septembre 1991 pour tenter de mettre un terme à la guerre, le premier ministre britannique, M. John Major, avait ouvert la conférence, mercredi 28 août, sur un ton très ferme qui laissait pressager des répliques peu conciliantes des différents acteurs de la crise yougoslave, à commencer par Belgrade. « Il y a dans cette salle, dit-il, les gens qui peuvent arrêter cette guerre, stopper le bain de sang et trouver une solution. Je ne pense

pas que l'opinion publique mondiale oubliera ceux qui ont tenté de résoudre ce conflit. (...) Les différentes délégations de l'ancienne Yougoslavie ici présentes, en particulier celles de Serbie et du Monténégro, doivent se poser à elles-mêmes ces questions : voulons-nous être considérés comme une partie de l'Europe ? Voulons-nous appartenir à la communauté internationale ? Si oui, très bien. Mais il faut alors accepter les normes du reste de l'Europe et de la communauté internationale. (...) Pour ceux qui acceptent la négociation, qui ont une volonté de faire des concessions et des compromis, nous sommes en mesure d'offrir tout. (...) Dans le cas contraire, les pressions vont inévitablement s'accroître. Pas de reconnaissance internationale. L'isolement économique, culturel, politique et diplomatique ».

M. Pavic : « Donnez-moi un peu de temps ! »

Jusqu'à présent, notamment dans le cadre de la conférence présidée par lord Carrington, ce genre de rappels à l'ordre n'avait guère impressionné les belligérants. A Londres - peut-être parce que la réunion n'est plus seulement européenne mais élargie à l'ONU, aux membres permanents du Conseil de sécurité et aux pays voisins concernés - certains des principaux intéressés ont donné l'impression de vouloir « faire un geste » en direction de la négociation.

C'est peut-être la raison pour laquelle le président de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, trop marqué par ses déclarations agressives antérieures, s'est abstenu de prendre la parole, laissant ce soin aux deux dirigeants de la « nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Monténégro), MM. Dobrica Cosic et Milan Pavic, le premier ministre venu

des Etats-Unis. Ce silence peut être interprété d'une autre façon : non reconnu par la communauté internationale, la « République fédérale de Yougoslavie » (RFY) le devenait de facto à Londres.

M. Pavic est un homme insaisissable et agité. Il est fondamentalement pour la paix, il veut tirer un trait sur l'histoire (ce qui dans les Balkans est presque une hérésie), il rejette - non sans raison - la responsabilité de la poursuite de la guerre en Bosnie-Herzégovine sur les groupes paramilitaires qu'aucune des parties ne peut contrôler, il respecte les frontières héritées de Tito, il défend les droits des minorités (albanais ou hongroises en Serbie), il est prêt à fournir une aide logistique aux unités occidentales qui accompagneront les convois humanitaires en Bosnie, et propose même que l'aide transite par l'aéroport de Belgrade, plus sûr que celui de Sarajevo. Il souhaite le retour des réfugiés dans leurs villages ou villages d'origine, il condamne la purification ethnique et tout ce qui est condamnable...

M. Pavic réclame encore l'envoi de « casques bleus » ou d'observateurs de l'ONU à la frontière entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine pour empêcher le passage éventuel d'armes ou de forces « irrégulières ». Certes, depuis six semaines qu'il est au pouvoir, ses paroles ne se sont pas traduites en actes. Mais, dit-il, « donnez-moi un peu de temps, on ne peut pas tout faire du jour au lendemain ! ».

Les diplomates occidentaux, un peu désorientés, ont essayé d'évaluer, lors de rencontres séparées, les réelles intentions de M. Milan Pavic et son influence à Belgrade. « Je suis l'homme politique le plus populaire de Serbie », s'est-il exalté.

« Documents » et « plan d'action »

Cela dit, l'intervention du président de la République fédérale de Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, l'un des architectes de la « renouveau nationaliste serbe », fut elle aussi relativement modérée. Demandant la levée des sanctions internationales imposées à son pays, des négociations sérieuses entre les ex-Républiques yougoslaves et les Serbes de Bosnie-Herzégovine, de faire des concessions territoriales aux Musulmans, M. Cosic a cependant expliqué que la communauté internationale ne devait pas, dans la recherche de la paix, « faire deux poids, deux mesures » et laisser cette « Yougoslavie » qu'il préside.

Mais à part quelques incidents de procédure au début des débats (M. Milan Kucan, le président slovène, ne s'est pas déplacé, notamment parce que le serbo-croate était l'une des trois langues offi-

cielles de la réunion, avec l'anglais et le français, et qu'il ne pouvait donc s'exprimer en slovène ; et le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, invité « à titre », a tenté d'entrer de force dans la salle des « grands »...), cette première journée de conférence n'a pas donné lieu à de trop vives altercations - ce qui contrastait avec ce qui se passait simultanément à Sarajevo.

Il est clair toutefois que, dans les discours des ministres des affaires étrangères des Douze, la Serbie était, à des degrés divers, au banc des accusés. M. Roland Dumas a rappelé les objectifs de la France : relance du dialogue politique, diminution de la violence par un « plan précis de désescalade du conflit qui conduira à un véritable cessez-le-feu », respect du droit humanitaire et couverture des besoins minimums des populations à l'approche de l'hiver.

Le ministre a souhaité qu'une mission de médiation sur les camps de prisonniers soit confiée à l'écrivain Elie Wiesel, Prix Nobel de la paix. Comme les Pays-Bas et l'Italie, la France soutient l'idée lancée par l'Allemagne de mettre en place une Cour pénale internationale pour juger les responsables des crimes de guerre et des « nettoyages ethniques ». Tous les Européens ont enfin souligné dans leurs interventions que les frontières ne pouvaient être modifiées par la force, mais seulement par consentement mutuel.

La conférence de Londres ne s'achèvera probablement pas, jeudi soir ou vendredi matin, sur l'adoption d'une déclaration finale, engageant par un vote tous les participants. On semble plutôt se diriger vers la publication de trois « documents ». Le premier devrait porter sur les principes, condamnant notamment les transferts de populations et les conquêtes territoriales par la force. Le deuxième serait un « plan d'action » visant à la suppression des camps de détention, à l'établissement d'un cessez-le-feu réel et de mesures de confiance et de sécurité. Le troisième porterait sur la situation en Bosnie-Herzégovine. Le président de cette République, M. Alija Izetbegovic, a une fois de plus réclamar, à Londres, soit une intervention militaire internationale, soit des livraisons d'armes.

Bien que les Occidentaux semblent vouloir accélérer l'application de la résolution des Nations unies sur l'accompagnement militaire des convois humanitaires en Bosnie, il est clair que l'on se fait peu d'illusions, dans les milieux diplomatiques, sur les chances de rétablissement rapide de la paix.

ALAIN DEBOVE

Que restera-t-il de Sarajevo ?

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Après la nuit d'enfer qu'avait vécue la capitale bosniaque de mardi à mercredi, l'ouverture de la conférence de Londres a apporté un petit répit aux habitants hébétés qui ont tenté, durant toute la journée de mercredi, d'effacer quelque peu les stigmates des effroyables bombardements de la soirée. Partout dans les rues étroites et en pente du vieux Sarajevo, hommes et femmes balayaient les morceaux de verre éclatés et dégageaient la chaussée de débris divers. D'une violence rarement encore vue à Sarajevo, ces bombardements et échanges d'armes automatiques ont peut-être masqué, dans le centre de la ville, un combat d'infanterie, les Serbes tentant d'avancer un peu dans une zone dont ils contrôlent déjà l'entrée.

« Il se pourrait qu'une partie de la ligne de front ait un peu bougé », avance prudemment un observateur étranger, qui ajoute toutefois « ne pas croire les Serbes militairement capables, à l'heure actuelle, de conquérir une partie de la ville ».

Malgré une puissance de feu extraordinaire - on estime de bonne source à 450 pièces d'artillerie lourde et moyenne le déploiement serbe autour de la cuvette de Sarajevo - les Serbes manqueraient en effet d'hommes et procéderaient actuellement à des recrutements forcés. Des jeunes Serbes, comme d'ailleurs beaucoup de jeunes Bosniaques, monteraient peu d'enthousiasme pour un combat que chacun sait long et dont l'issue demeure incertaine.

Mais comme, selon ce même observateur, « les Bosniaques sont incapables, sans véritable armée, d'une action militaire d'envergure », les deux camps se neutralisent en quelque sorte et se contentent de bombardements dont la population civile fait seule les frais. A ce jeu, toutefois, les Serbes ont une supériorité sans égale et, à défaut de détruire politiquement la ville, ils la meurtrissent petit à petit. « Je suis très effrayé de ce qui va rester de la capitale bosniaque si ce conflit », avons un témoin présent depuis près de quatre mois. « Au fur et à mesure que le temps passe, les immeubles s'effaissent de plus en plus et la ville semble atteinte d'une lèpre inguérissable ».

Dans leur obstination destructrice, les Serbes agissent à plusieurs niveaux. Ils visent d'abord une population terrorisée par des bombardements, plus ou moins aveugles, en pleine journée. Plus ou moins aveugles, car comment croire que c'est par hasard seulement que l'hôpital de France, ancien hôpital militaire, a reçu plusieurs obus, mardi et mercredi, dont l'un a détruit une salle d'opérations, tuant une infirmière et blessant plusieurs membres du personnel ? Ce n'est pas non plus le hasard qui fait tirer quasi quotidiennement les artilleurs serbes sur le centre-ville à l'heure où les habitants se rendent à leur travail ou rentrent chez eux. En conséquence, le gouvernement vient de décider de limiter désormais au minimum les horaires de travail des fonctionnaires qui assurent toujours leur tâche.

Détruire les symboles

Mais les Serbes s'attaquent aussi à tous les symboles de la ville. Ainsi, mercredi, tout autant que les morts et les blessés, c'était la destruction de la Bibliothèque nationale qui affectait les habitants, spectateurs impuissants de la disparition de leur patrimoine. Ancien hôtel de ville au temps de l'empire austro-hongrois, cet élégant bâtiment de style néo-renaissance, reconstruit en bibliothèque universitaires et siège de l'Académie des sciences, a été, une bonne partie de la journée, la proie des flammes, qui projetaient dans le ciel les cendres des milliers de livres en train de brûler. Malgré leurs efforts, les pompiers, sans pression d'eau, n'ont rien pu faire. D'autant qu'ils ont été de nouveau bombardés alors qu'ils tentaient de sauver ce qui pouvait l'être.

L'Institut oriental, qui abritait les archives de l'Empire ottoman et une collection de livres rares, avait déjà disparu dans la tourmente. De même que quelques très belles mosquées ne sont plus que souvenirs. Une dizaine d'entre elles ont été détruites, et le vieux cimetière musulman a été à plusieurs reprises saccagé par les obus. Les églises, particulièrement catholiques, n'ont pas non plus été épargnées, et la cathédrale est très endommagée.

FRANÇOISE CHIPAUX

TURQUIE : la situation dans le sud-est anatolien

La presse s'interroge sur les affrontements de Sirnak

Plusieurs manifestations de Kurdes turcs en Europe ont eu lieu, mardi 25 et mercredi 26 août, pour protester contre l'attitude de l'armée turque dans les violents affrontements dont le village de Sirnak, dans le sud-est anatolien, a été le théâtre (le Monde du

21 et du 25 août). En Allemagne, à Bonn, un Kurde de dix-huit ans s'est grièvement blessé en sautant d'un pont d'autoroute haut de trente mètres à l'issue d'une manifestation qui rassemblait plusieurs milliers de Kurdes. Les affrontements de Sirnak

qui devaient être évoqués jeudi, à la fois par le gouvernement et par le Parlement - ont soulevé de multiples questions dans la presse turque. La plupart des vingt mille habitants de Sirnak auraient évacué la ville. - (AFP.)

ISTANBUL

de notre correspondant

Combien de militants ont attaqué Sirnak, cette ville devenue désormais une cité en ruines ? Comment les guérilleros, armés de mortiers et de lance-roquettes, ont-ils pu s'échapper du centre-ville alors que la ville fortifiée était encerclée par une brigade de gendarmerie ? Pourquoi aucun rebelle n'a-t-il été tué ou arrêté pendant l'attaque de Sirnak ? Pourquoi les responsables locaux ont-ils interdit depuis une semaine aux journalistes de parler aux habitants de la ville ? Ni le préfet de l'état d'urgence, M. Unal Erkan, ni le premier

ministre, M. Suleyman Demirel, n'ont pu donner de réponses satisfaisantes à ces questions. Le député de Sirnak, M. Mahmut Alinak, a invité une délégation de l'ONU à mener sur place des investigations à propos de ces événements au cours desquels plus de vingt personnes, selon un bilan officiel, ont été tuées.

« Une provocation contre les Kurdes »

La grande majorité des quotidiens turcs, qui, pour la première fois, ont posé des questions critiques aux autorités responsables de la sécurité, n'ont pas omis cependant d'attaquer le président

de la République, M. Turgut Ozal, qui, lundi, a admis publiquement que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) « avait une certaine base populaire dans la région ».

De son côté, le leader du PKK, M. Abdullah Ocalan, a, dans un entretien publié lundi par un quotidien kurde à Istanbul, accusé le président Ozal « d'avoir monté une provocation contre les Kurdes de Sirnak ». « Nos guérilleros n'ont pas du tout attaqué Sirnak », a-t-il affirmé, alors même que, dans un premier temps, un journal pro-kurde avait titré à la « une » que le PKK avait effectué

une « descente » sur Sirnak. - (Interim.)

PRÉCISION. - Après la publication de notre article « Sirnak, une ville en ruines... » (le Monde du 25 août), M. Ali Agbaba, président du comité du Kurdistan en France, nous écrit pour contester, notamment, l'indication selon laquelle « le PKK compterait cent mille miliciens, paysans labourant leurs champs dans la journée et prenant le maquis la nuit ». M. Agbaba ajoute : « le monde entier sait que le PKK n'a même pas la moitié de ce chiffre. [Notre correspondant nous précise que ce chiffre a été, en particulier, avancé par l'un des porte-parole du PKK en Irak.]

Entre deux fronts

« On s'aime, vous savez ! »

PRÈS DE DOBOJ

de notre envoyé spécial

Les trente-quatre journalistes qui ont accompagné le convoi humanitaire de l'association Equilibre en Bosnie, et qui devaient enquêter ensuite sur le sort des réfugiés dans la région, sous contrôle serbe, de Doboj, ont été empêchés toute la journée du mercredi 28 août. Ils ont été « baladés » sous bonne garde, dans le massif forestier du Borja, avant d'être conduits, au moment même où la délégation serbe quittait la conférence de Londres, vers le quartier général de Banja-Luka.

Moyennant un exposé, avec la projection d'un téléfilm, sur les atrocités imputées aux Serbes et aux Musulmans, un major a offert de jouer le jeu de l'investigation à l'occidentale. Les journalistes étaient autorisés à se rendre jeudi dans les camps de leur choix, y compris ceux de la région de Doboj. Ils seraient placés sous escorte de sécurité, mais avec toute l'attitude de questionner et de filmer. Le sort de la zone devait se faire par la même ligne de feu qu'à l'aller, vers les villes bosniaques de Tereznj et de Senica. Jeudi, le succès de l'expédition restait toutefois lié à des impondérables, qui pourraient ne pas être des prétextes de la part des autorités : le manque de carburant et l'imminence réelle des combats dans les environs de Doboj.

La veille, Equilibre avait réussi à faire passer aux journalistes la ligne de feu entre Bosniaques et Serbes. Le convoi, parti dimanche de Split, avait laissé à Travnik et Zenica le plus beau de sa cargaison, y compris ses accompagnateurs politiques. Restait un camion de lait en

poudre et six voitures bourrées de journalistes.

Le convoi avait quitté Casagn, en zone bosniaque, au plus chaud de la journée. Les véhicules s'étaient engagés, au revers, la route bosnie entre Tereznj et Doboj. Défilé entre les maisons vides, sinistrement murées contre les éclats ou les visiteurs, avec l'espoir, qui sait, de revenir un jour. Un moulin « bordait la Bosna. Voici les premières lignes au mines fraîchement désamorcées. La nature était si belle, les soldats ai jeunes, avec leurs airs de fiancés posant pour la photo de foire. On songeait aux tourterelles de Maitreux cheminant sur les mitrailleuses de l'Espoir. Comme c'est con la guerre, surtout celle-là !

Nouvelle traversée de mines, serbes cette fois. Les premiers soldats de l'armée « serbo-fédérale » sont apparus. Les mêmes, à s'y méprendre ! plus professionnels, mieux équipés, avec des gilets en revers. C'était l'armée de métier qui succédait à celle des partisans. Mais c'était la même hâte sur des pommettes fatiguées.

Le camion de lait n'ayant pas été autorisé à franchir le pont miné de l'interzone, il ne restait plus que les voitures de journalistes. Les militaires et la Croix-Rouge serbes assignèrent la joyeuse troupe à résidence dans un motel de montagne, loin de Doboj, sans eau ni électricité. Dans la soirée, des factionnaires serbes répétaient : l'antienne reprise de part et d'autre de la frontière : « On s'aime, vous savez. Dès que la guerre sera finie, on s'adorera de nouveau ! »

Il y a des soirs où l'on n'a plus envie de croire personne. BERTHARD POIROT-DELPECH

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : après l'accord entre M. Klaus et M. Meciar

La Fédération cessera d'exister le 31 décembre

M. Vaclav Klaus et M. Vladimír Meciar, les chefs des deux principales forces politiques tchèque et slovaque, ont défini, mercredi 26 août, à Brno, un calendrier détaillé du démantèlement de la Fédération tchécoslovaque devant conduire à sa disparition le 31 décembre prochain.

PRAGUE

de notre correspondant

« Le 1^{er} janvier 1993, les Républiques tchèque et slovaque devraient être deux États indépendants », a annoncé M. Meciar à l'issue de la sixième rencontre des dirigeants du HZDS (Mouvement pour une Slovaquie démocratique) et de l'ODS (Parti démocratique civique) depuis les élections de juin au sujet de l'avenir de la Tchécoslovaquie. Ce calendrier contraignant a pour objectif d'empêcher une « auto-liquidation de la Tchécoslovaquie » dont les conséquences néfastes commencent à se faire sentir, a indiqué M. Meciar, évoquant l'évolution chaotique au sein des institutions fédérales et des relations économiques inter-Républiques.

L'accord politique signé dans la nuit prévoit une coordination étroite des groupes parlementaires des deux partis à l'Assemblée fédérale afin d'accélérer l'adoption de lois indispensables à la séparation des pays créés en 1918. D'ici à la fin septembre, le Parlement fédéral doit voter la « loi sur les moyens de liquider la Fédération », dont un premier projet a été approuvé mercredi par le gouvernement fédéral, et la « loi sur la manière de partager les biens de la Fédération et des droits de succession ». A cette même date, les Parlements tchèque et slovaque - devront approuver les textes des traités qui lieront les deux nouveaux États dans les domaines économique, social, humanitaire et de la défense.

Sur le plan économique, deux traités devraient être signés. Selon



M. Klaus, l'un donnerait naissance à une union douanière et l'autre à une union monétaire. Le premier ministre tchèque a par ailleurs clairement annoncé que les deux hommes « auront à terme chacun leur monnaie, même si elles sont étroitement liées », sans préciser la date de la séparation, mais « sûrement pas le 1^{er} janvier 1993 », a-t-il rassuré. Les trois derniers mois de l'année seront consacrés à la préparation législative et pratique du partage de toutes les institutions fédérales et du transfert de leurs compétences vers les autorités de Prague et de Bratislava, selon ce même calendrier.

Lentours et « mécontentement »

Les deux hommes, qui se sont entretenus pendant deux heures et demie en tête à tête avant d'être rejoints par les autres dirigeants de leurs partis, ont par ailleurs éclairci les malentendus qui s'étaient accumulés ces derniers temps, provoquant en début de semaine une mini-crise tchéco-slovaque mena-

çant la tenue de cette rencontre. La première partie de la réunion a été ainsi consacrée à un bilan du respect des accords des précédentes réunions. Les deux hommes ont constaté leur « mécontentement » devant la lenteur de l'application de certaines décisions.

La question des services secrets ex-tchécoslovaques (FBIS), principale pomme de discorde entre les deux partis ces derniers semaines, a été promptement résolue après la révocation mercredi du directeur du FBIS par le gouvernement fédéral. La tête de M. Stefan Racinsky, un Slovaque anti-indépendantiste nommé par l'ex-président Vaclav Havel, était demandée par le HZDS depuis plusieurs mois. Son poste reviendra à un membre du HZDS alors que l'ODS a d'ores et déjà nommé son candidat au poste de directeur adjoint en la personne de Stanislav Devaty, un ex-dissident instruit en matière de services secrets.

MARTIN PUCHTA

ITALIE : la lutte contre la Mafia

Une femme succède au juge Falcone

Une femme magistrate, M^{me} Liliana Ferraro, a été désignée à la direction des affaires pénales du ministère de la justice, pour succéder au juge Giovanni Falcone, a annoncé, mercredi 26 août, la télévision italienne, bien que la décision date du conseil des ministres du 13 août. Appelée en janvier par le juge Falcone à la tête de son secrétariat, M^{me} Ferraro avait assuré l'intérim de la direction générale des affaires pénales au lendemain de l'assassinat du juge par la Mafia, le 23 mai en Sicile.

Originaire de Salerne, près de Naples, M^{me} Ferraro, quarante-huit ans, est entrée dans la magistrature en 1970. Après avoir occupé plusieurs postes importants au ministère de la justice (elle a notamment représenté l'administration judiciaire auprès du Conseil de l'Europe et de la Communauté européenne à propos des questions d'extradition et de lutte contre le terrorisme), elle devient ainsi la première femme directeur général de la division des affaires pénales dans l'histoire de l'Italie. M^{me} Ferraro a déclaré mercredi à la presse qu'elle poursuivait la stratégie élaborée par le juge Falcone. - (AFP, Reuters.)

□ Arrestation de personnalités impliquées dans des affaires de corruption. - Le secrétaire régional de la démocratie chrétienne, M. Giampietro Favaro, a été arrêté, mardi 25 août à Venise, dans le cadre d'une enquête pour corruption, a-t-on appris de source judiciaire. Le vice-président socialiste de la province de Trévise, M. Graziano De Bisi, a également été incriminé, ainsi que deux fonctionnaires et un entrepreneur, accusés de corruption. A Agrigente en Sicile, quatre conseillers municipaux (démocrates chrétiens et socialistes) et deux fonctionnaires ont été emprisonnés. Une enquête a été ouverte sur l'ancien maire de la ville, M. Roberto Di Mauro. - (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SANS VISA

ALLEMAGNE : cinquième soirée de violence

La police est parvenue à contenir les émeutiers de Rostock

Après quatre nuits d'émeute, de nouveaux incidents ont éclaté, mercredi 26 août, à Rostock. Mais les quelque mille cinq cents policiers engagés ont réussi à maîtriser les casseurs, mercredi à minuit, après deux heures d'échauffourées, de jets de pierres et l'incendie de plusieurs voitures. En milieu de nuit, environ soixante-dix « crânes rasés » avaient été interpellés, selon la police.

Le bilan des émeutes était, mercredi soir, de cent quatre-vingt-trois policiers blessés. Toutefois, selon un porte-parole de la police, de nombreux blessés dans les combats de la nuit n'avaient pas encore été comptabilisés. De très nombreux casseurs ont également été blessés au cours des cinq nuits de violence. - (AFP.)

VERS UNE SOCIÉTÉ SANS ÉTAT

David Friedman
Nous une société sans État

LES BELLES LETTRES

416p 165F

AUTRICHE : M. Schallenberg succède à M. Kitzler au poste de secrétaire général du ministère des affaires étrangères

M. Wolfgang Schallenberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, qui rejoint Vienne, où il devient secrétaire général du ministère des affaires étrangères. M. Schallenberg succède à M. Thomas Kitzler, élu président de la République le 24 mai.

□ Le Congrès de l'Internationale socialiste aura lieu en septembre à Berlin. - L'Internationale socialiste (IS) organisera son dix-neuvième congrès triennal, du 15 au 17 septembre à Berlin, sur le thème « Liberté et solidarité dans un monde en mutation », a annoncé mardi 25 août à Londres, le secrétaire de l'organisation. Ce congrès, qui aura lieu au Reichstag, réunira « les dirigeants et représentants des partis démocratiques, socialistes et travaillistes et des invités du monde entier », a-t-on précisé de même source. Les travaux seront dirigés par M. Willy Brandt, actuel président de l'IS. - (AFP.)

A L'ISTEC 3 = 4

Créé il y a plus de 30 ans, L'ISTEC EST UN INSTITUT DE FORMATION SUPÉRIEURE DE CADRES DE HAUT NIVEAU ET DE MANAGERS D'ENTREPRISES.

DIPLOME RECONNU PAR L'ÉTAT

- Durée des études : Bac + 3 ou Bac + 4.
- Une formation dense et de haut niveau, de vrais généralistes de la fonction commerciale en 3 ans au lieu de 4.
- Une 4^{ème} année de spécialisation en option.
- En relation permanente avec les entreprises.
- Une vie associative active : des anciens élèves dynamiques.
- Un environnement économique privilégié : le département des Hauts-de-Seine.

ENTRÉE DIRECTE EN DEUXIÈME ANNÉE POUR LES TITULAIRES DE BTS OU DUT

Epreuves orales le 3 septembre 1992

Renseignements et inscription :
Tél. : (1) 46.21.41.23
Minitel : 3614 Chap * ISTEC
Accueil : 102, rue du Point du Jour - 92190 BOULOGNE

ISTEC : L'EXCELLENCE, LA REUSSITE

PROCHE-ORIENT

Les négociations de paix israélo-arabes de Washington

Les Palestiniens se disent « déçus » par les propositions israéliennes

Les propositions d'autonomie dans les territoires occupés faites par la délégation israélienne aux négociations de Washington ont été accueillies avec scepticisme et déception par les représentants palestiniens. De Genève, M. Yasser Arafat a affirmé que son peuple n'avait que faire « des élections administratives à l'ombre des canons ».

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« Un changement radical par rapport à leur situation existante, une occasion sans précédent dans leur histoire » : telles sont, d'après M. Eliahou Rubinstein, l'un des négociateurs israéliens aux discussions de paix de Washington, les principales caractéristiques du modèle d'autogouvernement « binationnel » proposé ces jours-ci aux 1,8 million de Palestiniens qui vivent dans les territoires occupés par l'Etat juif depuis vingt-cinq ans.

Se disant « sceptiques et même déçus », les intéressés ne sont pas du tout du même avis. Les négociations se sont néanmoins poursuivies, mercredi 26 août, au département d'Etat américain dans un climat qualifié, de part et d'autre, de « sérieux et respectueux ». Le sentiment était d'ailleurs identique dans les délégations de Syrie, de Jordanie et du Liban, chacun de ces trois pays négociant de manière séparée avec les représentants d'Israël.

Interdit d'entrée par la grande porte, M. Yasser Arafat, le président de l'OLP, sans le feu vert duquel aucun Palestinien ne serait en train de négocier à Washington, a un peu donné le ton de la journée en déclarant, à Genève, que son peuple n'avait que faire « des élections administratives à l'ombre des canons » que l'Etat hébreu proposerait à ses négociateurs : « Ce que les Palestiniens veulent », a dit M. Arafat devant une réunion internationale sur « Les droits inaliénables du peuple palestinien », c'est le droit à l'autodétermination ».

Critiquant au passage le nouveau gouvernement israélien de M. Itzhak Rabin, lequel tiendrait « des discours sucrés » pour l'opinion internationale tout en poursuivant « une politique de la main de fer » dans les territoires occupés, le chef de la centrale palestinienne a prévenu « le monde entier » qu'il ne saurait y avoir « de paix ou de stabilité [dans la région] sur le corps du peuple palestinien ».

S'en prenant ensuite au président américain, accusé d'avoir « pris parti de façon flagrante » en faveur d'Israël en lui promettant notamment la garantie bancaire de 10 milliards de dollars que l'Etat juif réclame pour intégrer ses immigrants soviétiques, M. Arafat a estimé que cette attitude revenait « à encourager Israël à poursuivre une politique extrême » et risquait aussi « de faire capoter la conférence de paix ». Les délégués palestiniens, qui devaient être reçus jeudi par de hauts responsables du département d'Etat, entendaient d'ailleurs soulever ce problème avec leurs interlocuteurs.

« Nous voulons savoir », a dit M^{me} Hanane Ashrawi, porte-parole officiel de la délégation, si Washington « pose des conditions à l'obtention de ces garanties et, si oui, quelles sont-elles. Il serait impensable que des dollars américains puissent être consacrés au renforcement et à l'extension des colonies juives de peuplement dans les territoires palestiniens occupés ».

Bien qu'en contact direct et personnel avec le secrétaire de l'OLP dont tous, ou presque, se réclament, les délégués palestiniens à Washington, malgré la « déception » qu'ils affichent, continuent pourtant vaillamment de se montrer, sous un jour à la fois moins inflexible et moins pessimiste que leurs dirigeants exilés. Un peu comme si une sorte de partage des tâches et des rôles avait été préalablement fixé. M^{me} Ashrawi a réaffirmé, mercredi soir, qu'en dépit de tout il y avait encore, dans les propositions israéliennes, « une marge de manœuvre pour la discussion ».

Davantage de pouvoirs

Les négociations butent notamment sur l'étendue des pouvoirs qui seraient dévolus au « Conseil administratif » palestinien qui, après élections, serait chargé de gérer, pendant cinq années maximum, les affaires de la cité palestinienne. L'OLP réclame, pour sa part, l'établissement d'un « Conseil législatif » dont les membres disposeraient du pouvoir de légiférer dans les secteurs d'activité dont ils auront à s'occuper.

M^{me} Ashrawi a révélé que les Israéliens ne sont pas opposés au principe d'une augmentation plus ou moins importante du nombre d'États à venir. A Jérusalem, on en envisageait quelques dizaines au total, tandis que les Palestiniens en réclamaient 180. Pour le reste, M. Eliahou Rubinstein, le chef des négociateurs israéliens pour la question palestinienne, a expliqué le refus de son pays de laisser mettre en place dans les territoires une assemblée qui « aurait les attributs et les symboles d'un Etat palestinien indépendant ».

Réitérant la ferme opposition de son gouvernement à cette hypothèse, le négociateur, juriste de son état, a rappelé que, selon les termes de référence du processus de paix en cours, le statut final des territoires devra être négocié à partir de la quatrième année d'exercice de l'autonomie palestinienne.

LIBAN : le calendrier électoral maintenant

Deux ministres ont présenté leur démission

Malgré une vive contestation de la première partie des législatives au Liban et l'opposition de la quasi-totalité des chrétiens, le gouvernement libanais s'est déclaré, mercredi 26 août, résolu à poursuivre la consultation électorale. Tout au plus, le ministre de l'Intérieur, le général Sami Khattib, a-t-il admis qu'il y avait eu des « incidents », des « bavures » et des « lacunes », lors de la première étape de ce scrutin, dimanche, au Liban nord et dans le Bekaa.

Prise en conseil des ministres, la décision de maintenir le calendrier électoral a poussé le ministre des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, gendre du président de la République, et son homologue des postes et télécommunications, M. Georges Saadé, chef du parti Kataeb, à présenter leur démission. Et le patriarche de la communauté maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, a exprimé ses craintes d'une « remise en cause de l'identité libanaise ». « Je crains fort que des voix s'élèvent dans le nouveau Parlement pour réclamer le changement de l'identité du Liban et de son régime », a déclaré à l'AFP Mgr Sfeir, faisant de toute évidence allusion à la montée en puissance des intégristes du Hezbollah, pro-iranien dans le pays.

M. Raymond Eddé, dont le parti, le Bloc national, fait partie de la coalition des formations hostiles aux élections, a réitéré le renvoi sine die du scrutin. « Le Parlement se trouvant en session extraordinaire se doit de se réunir immédiatement pour annuler la nouvelle loi électorale, qui est inconstitutionnelle, et les opérations électorales, qui sont toutes entachées de fraude », nous a-t-il déclaré.

« Nous nous étions mis d'accord la-dessus dès avant le coup d'envoi du processus, il y a dix mois à Madrid », a-t-il précisé. En d'autres termes, pas question de laisser les Palestiniens « pré-déterminer des modalités de statut final des territoires ».

Israéliens et Palestiniens, a expliqué M. Rubinstein, ont besoin « de s'accoutumer, de coexister, de travailler ensemble avant de négocier une solution permanente », laquelle, il en est « certain », sera « basée sur l'expérience des années intermédiaires » qui s'annoncent. Il ne faut pas s'y tromper, a poursuivi le négociateur, les sphères d'activité et de responsabilité administratives qui sont proposées aux Palestiniens « sont très importantes et concernent pratiquement tout ce qui constitue la vie des habitants dans les territoires ». Taxation, police, justice, éducation, santé, main-d'œuvre, commerce, industrie, environnement..., tout, sauf « les questions de défense, les affaires étrangères, ce qui concerne la vie de la population juive dans les territoires et tout ce qui est directement lié aux intérêts d'Israël, évidemment ».

A la lecture des propositions détaillées qui leur ont été remises mardi, certains conseillers palestiniens s'arrachent littéralement les cheveux. Chaque détail de la prochaine « autonomie » des habitants des territoires y serait répertorié, décortiqué, encadré. « En fait, disait l'un d'eux, contrairement à ce qu'ils laissent entendre ici et là, les Israéliens nous proposent un autogouvernement qui ne sera ni « auto » puisque chacune des activités de nos futurs élus devra être visée et approuvée par l'autorité d'occupation, ni « gouvernement » puisque, en dernière analyse, c'est l'équipe de M. Rabin qui décidera ».

Bien sûr, M. Rubinstein l'a reconnu, le document israélien n'est pas définitif. « Chaque détail va maintenant pouvoir être discuté et négocié » dans les prochaines semaines. Mais, à en croire certains diplomates proches des négociations, le modèle proposé aux Palestiniens rappelle bien, par beaucoup d'aspects, le statut d'autonomie limitée accordé, par exemple, à certaines régions d'Europe, comme la Sardaigne. Et la Sardaigne, comme chacun sait, fait partie de la République italienne.

PATRICE CLAUDE

M. Eddé, juriste, qui vit en exil volontaire en France depuis 1976.

A ses yeux, le scrutin du 23 août est une « honteuse mascarade électorale » qui ne doit pas se reproduire. Aussi, comme le mandat de la Chambre des députés ne vient à expiration que le 31 décembre 1994, « on a tout le temps de procéder à des élections libres et régulières, sous l'égide d'un nouveau gouvernement composé de personnalités honorables ». Mais la condition préalable demeure, à ses yeux, le retrait de « toutes les forces étrangères israéliennes, syriennes et libanaises », à l'exception des forces de l'ONU. Faute de quoi, le Parlement « devra proroger son mandat pour éviter l'intervention des forces syriennes, une fois de plus, dans les opérations de vote ».

M. N.

□ YÉMEN : dix-huit personnes tuées dans un accrochage entre membres de tribus et policiers. - Dix-huit personnes, dont treize policiers et soldats, ont été tuées et seize autres blessées, lors d'un accrochage entre forces de sécurité et membres de tribus dans la gouvernorat de Maareb, à 300 km à l'est de Sanaa, a indiqué, mercredi 26 août, un chef de tribu, Cheikh Mohammed Ali Al Qoradi. Selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur, les policiers étaient intervenus pour mettre un terme à une violente dispute entre des éléments armés des tribus d'Al Sayyad et d'Al-Fouqara, dans cette zone pétrolière, théâtre traditionnel d'escarmouches entre tribus rivales. - (AFP.)

disent «décus»
ions israéliennes

هكمان النجم

PROCHE-ORIENT

IRAK : couvrant 140 000 km² au sud du 32° parallèle

La zone d'exclusion a été mise en place par les alliés

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France imposeront une zone d'exclusion aérienne en Irak au sud du 32° parallèle afin de protéger la population chiite de cette région des avions et hélicoptères de M. Saddam Hussein, a annoncé, mercredi 26 août à la Maison Blanche, le président George Bush. Cette mesure prend effet jeudi à 10 h 15, heure de Washington, soit 18 h 15 sur place. Des avions américains de surveillance et de reconnaissance, notamment des avions-radar AWACS, survoleront dès ce moment-là le sud de l'Irak, pour vérifier qu'aucun appareil irakien n'y opère.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

« Personne ne doit douter de notre détermination à répliquer de façon décisive si l'Irak ne respecte pas cette zone d'exclusion aérienne », a affirmé M. Bush. Cela veut dire en clair, même si le président a évité d'utiliser un langage aussi direct, que les appareils américains abattront les avions et hélicoptères irakiens qui s'aventurent au sud du 32° parallèle. La décision américaine est motivée par les « preuves de la répression brutale » à laquelle se livre Bagdad

contre les chiites du Sud, contenues notamment dans le rapport présenté le 11 août devant le Conseil de sécurité par M. Max Van der Stoep, l'envoyé spécial des Nations unies.

L'ambassadeur irakien à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, a été officiellement informé de cette mesure mercredi - peu avant qu'elle ne soit annoncée par M. Bush - par les représentants américain, britannique, français et russe réunis au siège de la mission française à l'ONU. La Russie approuve la démarche occidentale, mais n'y contribue pas militairement.

La zone d'exclusion dans le sud de l'Irak sera comparable à celle mise en place dans le Nord depuis mars 1991 pour protéger les Kurdes. Elle couvre une région d'environ 140 000 kilomètres carrés, dans laquelle vivent sept millions de personnes, chiites dans leur grande majorité. Il ne reste plus à l'aviation irakienne qu'une bande autorisée, au centre du pays, au sud du 36° et au nord du 32° parallèles. Plus de la moitié du territoire irakien lui est interdite.

M. Bush s'est défendu de chercher à déstabiliser l'Irak. Il veut empêcher l'aviation de M. Saddam Hussein de « bombardier et mitrailler » les villages dans le Sud, et oblige ainsi ce dernier à respecter la résolution 688 du Conseil de sécurité, adoptée en avril 1991, qui lui enjoint de cesser la répression contre son propre

peuple. Mais il ne vise pas une « partition » de l'Irak, dont les États-Unis, a affirmé M. Bush, continuent de soutenir l'unité territoriale. Le président américain espère ouvertement, par ailleurs, que ce nouveau geste contribuera à la chute de M. Saddam Hussein. « Nous attendons le jour où nous pourrions travailler avec de nouveaux dirigeants à Bagdad, qui ne réprimant pas brutalement leurs populations et ne violent pas les lois élémentaires de l'humanité », a-t-il dit.

Une décision essentiellement américaine

Un haut responsable du Pentagone a expliqué, deux heures après l'annonce présidentielle, que l'interdiction de survol s'appliquait aussi bien aux appareils militaires que civils. Aucune ligne régulière internationale n'est en service dans cette région, a affirmé le général Martin Brandtner, directeur des opérations à l'état-major interarmes. Tout avion civil irakien sera « renvoyé d'où il vient », a-t-il ajouté.

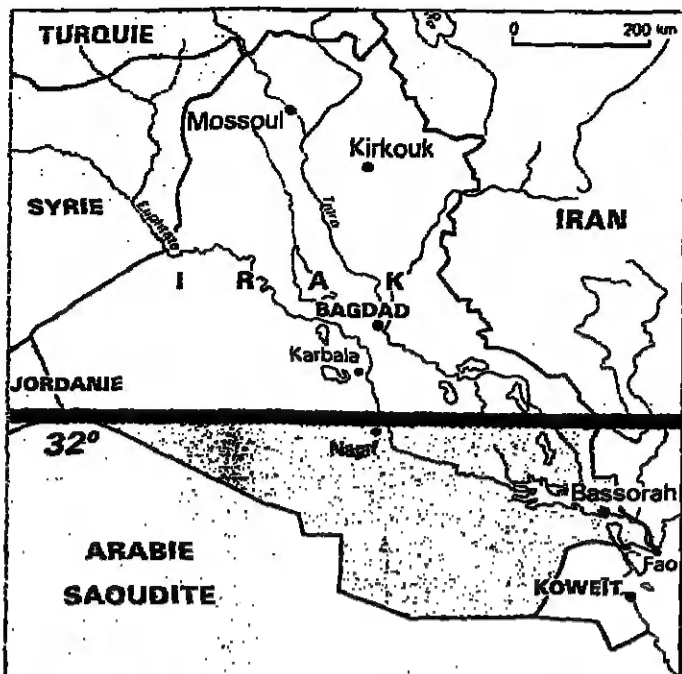
Malgré le soin pris, aussi bien par M. Bush que par les responsables du Pentagone, à rappeler qu'il s'agit d'une opération « alliée », celle-ci est essentiellement américaine. Environ 24 000 militaires américains sont impliqués. Le porte-avions *Intrepid*, qui emporte soixante quinze appareils, est dans le Golfe. Il constitue l'élément central du dispositif américain pour faire respecter la zone d'exclusion. Une centaine d'avions basés en Arabie saoudite peuvent être utilisés en renfort. Le rôle des Britanniques et

des Français devrait se limiter à des vols de reconnaissance.

L'amiral Cramer, directeur du renseignement à l'état-major interarmes, a décrit la situation dans le sud de l'Irak. Les forces de Bagdad ont considérablement accru, ces derniers mois, leurs activités contre les rebelles chiites dans les marais situés entre Amarah et Bassorah. Les forces irakiennes dans le Sud sont estimées, côté américain, à 60 000 hommes. « Il y avait jusqu'à ces derniers jours, trente avions et une quarantaine d'hélicoptères au sud du 32° parallèle », selon l'amiral Cramer. Tous les avions ont été repérés au nord de cette ligne, et seuls restent quelques hélicoptères. La rébellion chiite de son côté, compte « plusieurs dizaines de milliers d'hommes ».

M. Bush a informé à l'avance M. Bill Clinton de la création de cette zone d'exclusion aérienne. « Je soutiens cette mesure. C'est ce qu'il convient de faire. J'espère qu'elle aboutira au résultat escompté », a déclaré le candidat démocrate. M. Bush a d'autre part rejeté l'idée qu'il pouvait avoir agi pour des motifs de politique intérieure, à dix semaines de l'élection présidentielle. « Personne ne fait un tel reproche aux dirigeants français et britanniques », a-t-il remarqué. Le *New York Times* avait annoncé le 16 août que M. Bush s'appuyait à provoquer M. Saddam Hussein, pressant pour des motifs électoraux, en réclamant l'inspection, que celui-ci refusait, du ministère de l'industrie militaire. Le président sortant avait qualifié cet article de « spéculation ignoble ».

DOMINIQUE DHOMBRES



Des Mirage 2000 venus d'Orange

Six officiers de l'armée de l'air française sont, depuis mercredi 26 août, en Arabie saoudite pour y préparer les modalités du déploiement d'une dizaine de Mirage 2000 qui participeront à la force allée chargée d'interdire à l'aviation de M. Saddam Hussein le survol d'une zone située au-dessous du 32° parallèle.

La France a déjà mis en place, depuis la Turquie, aux côtés de forces américaines et britanniques, huit avions qui font respecter la même exclusion au-dessous du 36° parallèle. Des Mirage 2000 RDI de la base

d'Orange (Vaucluse) ont été désignés pour participer à l'opération. Outre son radar Doppler à impulsions (RDI), qui lui permet d'agir de concert avec des avions-radar américains AWACS, ce type de Mirage, ravitaillable en vol, emporte des missiles de combat aérien Magic, des missiles Super-530 d'interception à moyenne portée, ainsi que deux canons de 30 mm pour le combat rapproché.

Des avions identiques avaient déjà été utilisés durant l'opération « Tempête du désert ».

L'étou se resserre...

Suite de la première page

Sans être opposé à l'interdiction de survol signifiée à l'aviation irakienne, M. al Jader, qui dirige aujourd'hui l'Organisation arabe des droits de l'homme basée à Genève, aurait préféré que « le Conseil de sécurité en prenne l'initiative » plutôt que Washington, Londres et Paris.

Ce raisonnement ne tient pas la route, contestent de nombreux opposants irakiens. La résolution 688 autorise l'initiative prise par les Occidentaux, nous a ainsi déclaré M. Ahmad Chalabi, l'un des dirigeants du Congrès national irakien, coalition de formations de l'opposition qui s'est constituée en juin dernier lors d'un congrès à Vienne.

M. Chalabi estime qu'avec l'interdiction de survol qui lui est ainsi faite, la capacité du régime irakien à la répression des populations du Sud sera considérablement réduite, car la région des marais notamment, est une zone plate où les vols de reconnaissance aériens sont fondamentaux pour identifier les cibles. Le déplacement des forces terrestres sera rendu difficile car elles avanceront à l'aveuglette et la puissance de feu en sera réduite d'autant.

Comme un autre responsable de l'opposition, M. Laith Qubas, il est convaincu que « le moral de l'armée irakienne en sera profondément affecté et que les désertions se multiplieront ». Au demeurant, affirme M. Chalabi, ce sont les formations de l'opposition qui, depuis la fin de la guerre du Golfe, insistent pour que les avions militaires irakiens se voient interdire le survol de la totalité du territoire.

Les objectifs du régime

La région couverte par le parapluie occidental abrite plusieurs villes importantes, notamment Bassorah, troisième centre industriel du pays, mais aussi Najaf, ville sainte du chiisme; l'autre sanctuaire, Kerbala, se trouve plus au nord. Elle inclut surtout à la région des marais, au confluent du Tigre et de l'Euphrate; dans un triangle dont les pointes sont les villes de Bassorah, Amara et Nassiriyah; véritable labyrinthe de quelque 10 000 km², traditionnellement refuge des rebelles, mais qui abritait aussi une population de plusieurs dizaines de milliers de personnes.

D'après l'Organisation irakienne des droits de l'homme basée à Londres, les autorités irakiennes ont, dès la fin de la guerre avec l'Iran en 1988, commencé à détruire les villages, précisant la région zone de sécurité militaire. A la suite du soulèvement populaire de mars et avril 1991, consécutif à la guerre du Golfe, les marais sont devenus le refuge de milliers de rebelles selon l'opposition. Des attaques ont été lancées par hélicoptères contre ces régions soumises par ailleurs à un véritable embargo.

« Il y a environ six mois, les autorités ont décidé de transformer les lieux en zone morte et proposé à

la population des logements gratuits dans les villes ainsi que des salaires mensuels », explique M. Qubas. « Trois mois plus tard, elles ont annoncé que trois mille familles s'étaient volontairement déplacées et que, dès lors, la région des marais n'était plus peuplée que de fuyards. Elles ont simultanément accéléré la construction de ce qu'elles appellent le « troisième barrage », dont l'objectif officiel est d'évacuer les eaux saumâtres entre Bagdad et Bassorah et permettre l'irrigation et le transport fluvial, mais qui permet en fait de drainer les marais. « La région est pillonnée régulièrement à l'artillerie, par hélicoptère et par avions. Ces derniers jours, après l'artillerie opérée », explique M. Qubas.

A Washington, l'amiral Cramer, directeur du renseignement à l'état-major interarmes, a indiqué que les Irakiens avaient eu en particulier recours fin juillet à des appareils Su-25, capables d'atterrir sur des pistes en terre battue longues de seulement 600 mètres, pour appuyer l'avance de leurs troupes au sol. Ils ont construit de nouvelles routes à travers les marais pour leurs canons et leurs chars.

Cela étant dit, pourquoi la décision de protéger les populations du sud a-t-elle été prise ? Elle ne pas dans la foulée de la guerre du Golfe, ou après l'insurrection de la population en mars 1991, réprimée dans le sang et alors même que les États-Unis avaient encouragé les opposants à déclarer la guerre au régime ? « Les grandes puissances ont leurs calculs qui nous sont étrangers », répond, ironique, M. al Jader.

« La décision a été prise avec du retard mais elle a été prise et est celle qui compte », conteste M. Chalabi. Les Occidentaux misent sur une chute rapide du président irakien et « l'avènement d'un régime militaire fort qui tiendrait la situation bien en main. Or Saddam est toujours là à la nager. En outre, les Occidentaux et leurs alliés arabes estimaient alors que l'opposition était morcelée, qu'elle n'avait pas de programme de gouvernement. Les choses ont aujourd'hui changé. Les Kurdes ont montré qu'ils pouvaient prendre leurs affaires en main après les législatives de juin dernier. Et l'ensemble de l'opposition a enfin constitué une coalition lors du congrès de Vienne ».

A cela il faut ajouter, selon des sources diplomatiques occidentales, que les risques d'un pourrissement de la situation pour M. Saddam Hussein paraissent sérieuses aujourd'hui. Après l'exécution de quarante-deux commerçants en juillet dernier (le Monde daté des 9 et 10 août), plusieurs déontes commencent à manquer ou seraient devenues très chères. La Jordanie, de son côté, observe l'embargo avec beaucoup plus de rigueur qu'il y a quelques mois. Autant de facteurs qui risquent de faire bouillir la marmite du mécontentement général.

MOUNA NAÏM

AFRIQUE

ALGÉRIE : l'attentat meurtrier à l'aéroport de la capitale

Un degré a été franchi dans le terrorisme urbain

Neuf morts et 128 blessés, dont cinq dans un état grave, selon un bilan officiel : les terroristes ont frappé très fort, mercredi 26 août, à Alger, où une bombe a explosé dans le hall d'accueil de l'aéroport international Houari-Boumedienne, à une heure de grande affluence. Un autre attentat a visé les locaux d'Air France à Alger et une bombe a été désamorcée dans les bureaux de la Suisseair. La France serait-elle visée par ces actes ? Paris a en tout cas condamné ces attentats aveugles qui ne peuvent mener à rien. Paris est « consterné » et demeure « en étroite liaison avec les autorités algériennes », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay.

ALGER

de notre correspondant

L'engin, vraisemblablement sophistiqué et d'une grande puissance, était dissimulé derrière des

sièges destinés aux passagers, non loin des guichets d'embarquement des bagages. La volonté de tuer aveuglément paraît évidente : pas moins de huit vols vers l'Europe étaient programmés dans les trois heures suivant l'attentat. Les derniers jours du mois d'août marquent par ailleurs traditionnellement la fin des « vacances au pays » pour de nombreux émigrés, qui retournent pratiquement aux mêmes dates vers leurs pays d'accueil.

Selon des témoins, il était environ 9 h 45 GMT (11 h 45, heure de Paris). Le hall des vols internationaux de l'aéroport, situé à une vingtaine de kilomètres de la capitale, fourmillait de monde. Soudain, une énorme déflagration a soulevé vagues et plafonds, projetant des corps déchaînés à une dizaine de mètres. La panique a été générale. Au milieu des cris de douleur et d'effroi, ce fut une ruée éperdue vers les sorties. Les survivants, abandonnant valises et paquets, se sont regroupés pour la plupart sur le parking situé à une centaine de mètres de l'aéroport. Les secours se sont rapidement organisés et une noria de taxis, puis d'ambulances, toutes sirènes hurlantes, ont

conduit les blessés vers les hôpitaux les plus proches. Un autre attentat à la bombe a également visé le même jour les locaux d'Air France, en plein centre d'Alger, faisant des dégâts matériels importants. Il n'y a pas eu de victimes, un interlocuteur anonyme ayant averti par téléphone le personnel quelques minutes avant l'explosion. Un engin explosif déposé dans les locaux de la Suisseair a pu être désamorcé à temps.

« Une main étrangère »

Ces attentats n'ont pas été revendiqués. Ils ne le seront peut-être jamais. Ils indiquent toutefois qu'un degré est franchi dans le terrorisme urbain, qui visait jusqu'à présent les forces de sécurité et, depuis la semaine dernière, des fonctionnaires de l'Etat. La population civile risque désormais d'être la première victime de la violence aveugle. Ces attentats ont suscité une intense émotion au sein de cette population qui ne s'était pas laissée entraîner jusque-là dans la psychose. Les partis de l'opposition et les hommes politiques ont condamné sans réserves ces

attentats et la spirale de la violence dans laquelle s'enfoncent chaque jour l'Algérie. Le premier ministre, M. Belaid Abdellah, a estimé que ces actes « ont été commandés par une main étrangère, même si les exécutants sont algériens ». Visiblement ému, mais sur un ton très ferme, il a ajouté : « Les choses sont claires aujourd'hui : nos ennemis ne veulent pas d'une Algérie debout, digne ». « Le seul moyen de faire face à la situation actuelle est que les citoyens se mobilisent de façon à ce que ces gens-là [les terroristes] ne trouvent aucun abri, aucune complicité ». « Il faut leur rendre la vie impossible ».

Le ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Hardi, a annoncé que des mesures anti-terroristes draconniennes allaient être prises et a vivement critiqué, sans la nommer, l'opposition, déplorant que « certains hommes politiques, notamment parmi ceux qui ont contribué à la destruction du pays (...) encouragent de tels actes de terrorisme par des déclarations qui donnent à leurs auteurs l'illusion qu'en faisant monter la pression les autorités accepteraient de composer ». - (Interim)

TOGO : à l'issue d'un long débat parlementaire

Le président Eyadéma remis en selle

Le Haut Conseil de la République (HCR), organe législatif provisoire, a adopté, dans la nuit du mercredi 26 au jeudi 27 août, à l'issue de plus de sept heures de débats, une série de lois, dont celle prévoyant une prolongation de quatre mois de la période de transition. Celle-ci, qui devait s'achever le 28 août, est prorogée jusqu'au 31 décembre. Dans la foulée, le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, retrouvera la plupart des prérogatives dont la Conférence nationale l'avait privé en 1991. Ces lois devaient être promulguées dès jeudi.

La présidence du conseil des ministres, jusque-là exclusivement dévolue au chef du gouvernement, M. Joseph Kokou Koffigbe, pourra désormais revenir au chef de l'Etat, « en fonction de l'importance des sujets inscrits à l'ordre du jour ». Le président Eyadéma retrouvera également le privilège de « représenter l'Etat à l'étranger ». Quant à la for-

mation du gouvernement, si le premier ministre en garde l'initiative, il devra toutefois le faire, dorénavant, « en entente avec le président de la République et après consultations des grandes familles politiques ». Les décrets de nomination des membres du gouvernement devront être signés conjointement par le chef de l'Etat et le chef du gouvernement.

Autre concession importante faite au général Eyadéma et à l'armée : la modification du projet de nouvelle Constitution concernant les conditions d'éligibilité à la présidence de la République; aux termes de cette modification, les « membres des forces armées et de sécurité » désireux d'être candidats ne seront plus obligés de démissionner préalablement de leurs fonctions, comme le prévoyait le projet initial. La réforme constitutionnelle devrait être soumise « prochainement » à référendum. - (AFP)

LIBÉRIA : regain des affrontements entre factions rebelles. - La force uest-africaine d'interposition au Libéria (ECOMOG) a confirmé, mercredi 26 août, à Monrovia, l'avancée victorieuse des rebelles du Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria (ULIMO), basé en Sierra-Leone, qui contrôlent « entièrement » les provinces de Bonni Hills et Grand Cape Mount, au nord-ouest de la capitale. Selon des réfugiés, de violents combats opposent, depuis mardi, les maquisards de l'ULIMO à ceux du Front national patriotique du Libéria (FNPL, de M. Charles Taylor), dans la ville minière de Bong, à 60 kilomètres de Monrovia. - (AFP)

MAROC : la date du référendum est fixée au 4 septembre. - Le référendum sur la révision de la Constitution marocaine se déroulera le 4 septembre prochain, a-t-on annoncé, mercredi 26 août, de source officielle. Il sera suivi, le 16 octobre par des élections communales sur l'ensemble du territoire, y compris au Sahara occidental. - (AFP)

Mort de M. Abdellatif Benjelloun. - M. Abdellatif Benjelloun,

soixante-cinq ans, ancien membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) est décédé, samedi 22 août, à Genève, vient d'annoncer l'agence marocaine de presse. D'abord inscrit au parti de l'istiqal, ce médecin fut l'un des animateurs du groupe des étudiants nationalistes à Paris et le fondateur du foyer des étudiants marocains dans la capitale. Au lendemain de l'indépendance, il fut nommé ambassadeur à Bonn, puis brièvement à Paris. Il milita ensuite dans les rangs de l'USFP, née, en 1972, d'une scission avec l'UNFP.

ZAÏRE : élimination de M. Bérégozy à M. Tshisekedi. - Le premier ministre français, M. Pierre Bérégozy, a adressé un message de félicitations à son homologue zaïrois, M. Etienne Tshisekedi, désigné à ce poste par la Conférence nationale souveraine, à l'indépendance, mardi 25 août, l'agence zaïroise AZAP. M. Bérégozy précise que la France « a mené pas ses efforts pour soutenir [la mission] du nouveau premier ministre et espère que les relations franco-zaïroises s'en trouveront encore afferries ». - (AFP)

AMÉRIQUES

BRÉSIL : importantes manifestations pour réclamer le départ du président

Les ministres s'engagent à assurer une transition jusqu'à la fin de la crise

Des centaines de milliers de personnes revêtues de noir ont manifesté, mardi 25 et mercredi 26 août, dans les principales villes du Brésil, pour réclamer le départ du président Fernando Collor de Mello, dont une commission parlementaire a dénoncé le népotisme et la corruption. Sortant de la télévision argentine qu'il ne renoncera pas à ses fonctions, « C'est à la justice d'enquêter sur ce qui se passe », a déclaré le président, dont la plupart des alliés se détournent, y compris des membres de son cabinet.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

La commission d'enquête parlementaire (CPI), qui a accusé le président Collor de corruption passive et de forfaiture, a adopté, par 16 voix contre 5, mercredi 26 août, son rapport publié quarante-huit heures plus tôt. Avec le dépôt, prévu pour le

2 septembre, d'une demande officielle de destitution du chef de l'Etat devant la Chambre des députés, une nouvelle phase s'ouvre dans la crise brésilienne.

Le cabinet du président, dont plusieurs membres avaient été tentés de démissionner, a affirmé, mardi, sa « détermination à continuer d'accomplir son devoir envers le peuple brésilien (...) jusqu'à la résolution du problème politique devant les instances constitutionnelles ». En attendant, les ministres et secrétaires d'Etat, « sûrs de ne pas perdre le respect de leurs concitoyens en les servant dans un moment difficile », « poursuivront sereinement leur travail pour assurer l'indispensable continuité de l'administration publique ou de l'activité privée et pour garantir la tranquillité des citoyens ».

Cette courte et solennelle « déclaration à la nation », lue, mardi, par le ministre de la justice, M. Celso Borja, et signée par tous ses collègues, ne comporte aucune mention du chef de l'Etat et aucun signe de solidarité à son endroit. M. Borja a précisé que M. Collor avait pris connaissance du communiqué avant sa publication, se contentant d'en corriger les répétitions. Cette démarche apparaît donc comme la

constitution de fait d'un « gouvernement de transition ». Pour l'ancien président de la banque centrale, M. Carlos Langoni, « c'est une sorte de coup d'Etat ». De nombreux contacts avaient eu lieu entre l'opposition et les membres du cabinet « pour éviter un vide du pouvoir », selon les termes d'un membre du gouvernement.

« Collor dehors ! »

Cet écartement progressif du chef de l'Etat intervient alors que d'énormes manifestations continuent d'avoir lieu dans de nombreuses villes du pays. A Sao-Paulo, plusieurs centaines de milliers de personnes – 200 000 selon la police militaire – ont défilé lundi durant l'après-midi et jusque tard dans la soirée. Au sud du pays, Curitiba a connu le plus grand rassemblement de son histoire et près de 80 000 personnes ont manifesté, mercredi, dans les rues de la capitale, Brasilia. Ces démonstrations, encore très limitées il y a seulement une semaine, ont toutes un leitmotiv, la lutte contre la corruption, et le même but largement affiché : « Fora Collor ! » (« Collor dehors ! »).

A côté de ce déferlement, dont l'importance croissante déjoue tout

les pronostics, y compris ceux des organisateurs, les défections continuent parmi les parlementaires proches du chef de l'Etat. La défection présentée par ceux qui lui restent encore fidèles apparaît de plus en plus dérisoire. Ainsi le député Paulo Octavio, ami de longue date du président, a-t-il expliqué, à l'Assemblée nationale, que M. Collor « avait pu choisir de mauvais subordonnés, ou maintenir certaines amitiés avec des personnes qui ont trahi sa confiance », mais qu'« aucune preuve n'avait été apportée » contre lui.

Cette ambiance de fin de règne permet à certains politiciens réputés de faire des prévisions beaucoup moins prudentes que précédemment. Ainsi M. Walder de Goes affirme que M. Collor, lâché par les élites, ne se maintiendra pas « plus de six semaines » au pouvoir. M. Federico Henrique Cardoso, l'un des chefs du Parti social-démocrate (opposition), estime, pour sa part, que les principaux acteurs économiques et politiques du pays ont opté pour une « décision chirurgicale », après la publication d'un rapport ayant mis à jour un « festival de crimes, de droit commun ou pas ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

CANADA : avant une réunion des chefs de gouvernement provinciaux

M. Brian Mulroney propose un référendum national sur la réforme de la Constitution

Le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, s'est prononcé, mercredi 26 août, en faveur de l'organisation d'un référendum national sur l'entente de principe, conclue samedi 22 août, par les dirigeants politiques canadiens, qui prévoit d'importantes réformes constitutionnelles pour dissuader le Québec de faire sécession. Les premiers ministres fédéral et provinciaux devaient se réunir de nouveau jeudi pour réviser cette entente, qui laissait nombre de Québécois insatisfaits.

MONTREAL

correspondance

Pour autant qu'on puisse en juger en l'absence de tout texte officiel, la fragile entente de principe sur la refonte de la Constitution conclue verbalement le 22 août donnait au Québec de nouvelles garanties sur le maintien de son poids relatif dans les institutions canadiennes.

« Son défaut, c'est que ce n'est pas cela que les Québécois voulaient », affirme dans un éditorial le très fédéraliste quotidien montréalais *la Presse*. Or, « l'entente propose essentiellement un statu quo amélioré », compromis décevant mais « honorable et réaliste ». Une analyse presque identique mène son influent concurrent *le Devoir* à la conclusion opposée. Le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a renoncé, écrit-il, « à tout ce qui aurait pu devenir instrument d'affirmation dynamique du Québec ».

Des limites ont tout d'abord été posées aux pouvoirs des futurs gouvernements amérindiens, qui ne pourraient revendiquer de nouveaux

territoires, et à ceux du nouveau Sénat fédéral, où le recul numérique du Québec au profit des petites provinces anglophones est compensé par des sièges supplémentaires à la Chambre des communes.

La province francophone a aussi obtenu l'inscription de son caractère de « société distincte » dans une clause interprétative de la Constitution ; un droit de veto qui lui est accordé – comme aux autres provinces – sur toute future réforme des institutions fédérales ; la garantie qu'elle pourra toujours compter sur trois juges québécois sur neuf à la Cour suprême et sur le quart des sièges aux Communes, même si sa part de la population canadienne vient de tomber sous ce seuil. Bref, le premier ministre fédéral peut légitimement affirmer qu'« aucun premier ministre québécois n'a jamais pu présenter un bilan aussi impressionnant ». Mais M. Bourassa a dû convenir qu'il a obtenu « moins que ce que l'on aurait souhaité ».

La question-clé du partage des pouvoirs

L'entente permettra à toute province qui le désire, sous réserve de la négociation ultérieure d'accords administratifs avec le gouvernement fédéral, de récupérer six champs de compétences (affaires urbaines, logement, loisirs, forêt, mines et tourisme). La Constitution de 1867 les reconnaissait déjà comme exclusivement provinciales, mais Ottawa les avait progressivement envahies, grâce à son pouvoir discrétionnaire de dépenser les deniers fédéraux où bon lui semble.

Vient d'ajouter à cette liste de compétences provinciales exclusives les domaines – jusqu'ici non définis par la Constitution et traditionnellement revendiqués par le Québec – de la culture et de la formation de la main-d'œuvre. En pratique toutefois, Ottawa continuera d'y peser lourdement, puisque son contrôle reste intact sur toutes les

institutions culturelles nationales et sur l'assurance-chômage. Enfin, chaque province pourra élargir son rôle dans le développement régional et l'immigration en négociant avec Ottawa des ententes.

C'est surtout sur cette redistribution des pouvoirs respectifs d'Ottawa et des provinces que les Québécois jugeront l'entente constitutionnelle. M.M. Bourassa et Mulroney en sont si conscients qu'ils ont déjà chargé leurs hauts fonctionnaires de négocier les accords bilatéraux qui conditionnent les transferts de pouvoirs qu'elle autorise. Dans l'espoir qu'une conciliation rapide de ces transferts fera oublier aux Québécois les attentes suscitées par le parti de M. Bourassa lui-même.

Le programme que le Parti libéral du Québec (PLQ) a adopté au printemps 1991 réclame la « pleine souveraineté » provinciale dans vingt-deux champs de compétences : rien de moins qu'un « nouvel ordre politique » qui transférerait presque 40 % du budget fédéral aux provinces. L'entente actuelle leur en céderait entre 3 % et 5 %. M. Mulroney a donc pu se féliciter que l'on ait « préservé l'intégrité et la force du gouvernement fédéral ». Mais M. Bourassa aura du mal à nicher la très bruyante aile nationaliste du PLQ, qui se réunira en congrès le week-end pro-

chain. Les voix de tous les députés de son parti lui seront nécessaires pour amender la loi qui prévoit un référendum sur la souveraineté du Québec le 26 octobre au plus tard.

Le Parti québécois (PQ, souverainiste), auquel divers sondages donnaient la semaine dernière entre 10 % et 22 % d'avance sur le PLQ, est déjà en campagne pour réclamer le référendum tel que prévu. Outre l'insuffisance des transferts de pouvoirs et les dangers d'un Sénat égalitaire qui ramène le Québec – l'un des deux « peuples fondateurs » du pays – au rang d'une province parmi dix, il joue sur une autre corde sensible.

La nouvelle clause de la « société distincte », diluée par rapport à la version qui figurait dans le défunt accord du lac Meech, obligerait en outre les gouvernements provinciaux à promouvoir l'« épanouissement des minorités de langue officielle ». Les indépendantistes prédisent que la minorité anglophone du Québec pourrait l'invoquer pour faire réviser la loi qui fait du français la seule langue d'usage sur la plupart des lieux de travail au Québec.

CATHERINE LECONTE

A TRAVERS LE MONDE

ANGOLA

Nouveaux enlèvements au Cabinda

Trois ressortissants congolais ont été enlevés, alors qu'ils se trouvaient dans l'ancienne anglophone du Cabinda, par des rebelles du Front de libération de l'Angola du Cabinda, l'Armée Forces armées du Cabinda (FLEC-FAC), a annoncé, mercredi 26 août, à Brazzaville, la radio congolaise. Il y a quelques jours, un

ressortissant portugais avait été kidnappé, dans des circonstances analogues. En juillet, deux Français avaient subi le même sort, avant d'être relâchés peu après. Cette série de prises d'otages survient alors que des discussions sont en cours à Luanda, capitale de l'Angola, réunissant différents mouvements séparatistes et les autorités gouvernementales.

DJIBOUTI

Les rebelles dénoncent des tentatives d'intimidation

Les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et le démocratisme (FRUD) ont condamné, dans un communiqué diffusé à Paris, mercredi 26 août, « l'attentat criminel », commis dimanche, à Djibouti, contre un local de l'opposition (*le Monde* du 26 août). Lors de cet attentat, deux militants du Mouvement pour la réconciliation et la paix (MRP), dirigé par l'ancien ministre de la santé, M. Mohamed Djama Elaba, avaient été blessés. Ces « méthodes abjectes visant à intimider l'opposition civile, qui s'est coalisée avec le FRUD dans le cadre d'un front uni, lors d'une conférence tenue à Paris, en juin », a estimé le FRUD, répondant ainsi aux accusations portées contre lui par le gouvernement.

C'est dans ce contexte politique troublé que l'on a appris, mercredi, la démission du ministre du travail,

M. Hefel Orbis Ali, qui a annoncé son ralliement au MRP. D'origine afar, M. Orbis Ali est le troisième ministre à quitter le gouvernement cette année, après M. Djama Elaba, le 14 janvier, et M. Souleiman Farah Lodon (fonction publique), le 23 janvier. — (AFP)

ÉTATS-UNIS

M. Bill Clinton toujours en tête dans les sondages

L'effet de la convention républicaine, dont a bénéficié le président sortant George Bush pour réduire l'écart qui le séparait de son rival démocrate Bill Clinton, aura-t-il été éphémère ? Un sondage publié, mercredi 26 août, par le quotidien *New York Times* et la chaîne de télévision CBS donne 51 % des intentions de vote pour M. Clinton et 36 % pour M. Bush. Selon ce sondage réalisé dimanche et lundi auprès de 803 électeurs, 90 % des personnes interrogées souhaitent que les deux candidats s'expriment d'abord sur les questions économiques et sur le système de santé. Un sondage publié par les mêmes organes d'information le 20 août, dernier jour de la convention, donnait 45 % des intentions de vote à M. Clinton, contre 36 % pour M. Bush. Par ailleurs, le milliardaire texan Ross Perot, qui avait renoncé à entrer dans la course à la Maison Blanche le 16 juillet, a officiellement demandé aux autorités de la Californie de retarder sa candi-

ASIE

CHINE : les polémiques à Pékin

Le directeur du « Quotidien du peuple » s'efforce de résister au courant réformiste

Alors que le dissident emprisonné Wang Jintao mettait fin à sa grève de la faim, le tribunal de Pékin a condamné à trois ans de prison, mardi 25 août, le dernier des responsables chinois poursuivis pour leur participation au « printemps de Pékin ». M. Wu Jiaxiang, théoricien proche de l'ancien dirigeant du PCC Zhao Ziyang, a été libéré car il avait déjà passé trois ans en détention préventive. Pendant ce temps, la polémique entre réformistes partisans de M. Deng Xiaoping, qui a fêté ses 88 ans, et conservateurs continue. Le directeur du « Quotidien du peuple », s'efforce pour sa part de résister au courant réformiste.

PÉKIN

de notre correspondant

Il n'est pas rare que la presse chinoise publie un article ou un discours ancien pour conférer à telle ou telle réorientation de la ligne officielle l'autorité du passé, manière de signifier à la population que « nous nous en sommes toujours tenus ». Sans précédent toutefois est le procédé employé par M. Gao Di, directeur du *Quotidien du peuple*, pour tenter de résister à l'offensive de M. Deng Xiaoping, qui n'a pas caché son souhait de voir remplacer ce tenant de l'orthodoxie nommé en l'endemain de la répression de Tiananmen.

A présent que l'heure est à nouveau au réformisme, M. Gao, éliminé des travaux préparatoires du prochain congrès du PCC, a défendu sa réputation d'homme ouvert à la réforme en faisant republier le 24 août par l'organe du comité central un article datant de 1986 soutenant l'approche pragmatique de M. Deng et fustigeant toute analyse « ossifiée » en matière de développement économique. Le *Quotidien du peuple* l'a fait précéder d'une note signalant que cette réédition était destinée à combattre les « semailles de rumeurs » ayant

fait croire « à certaines revues de Hongkong et à Taiwan et à certains individus sur le continent que Gao Di avait changé de position » en raison du dernier revirement de l'idéologie.

Les quatre-vingt-huit ans de M. Deng Xiaoping

C'est la première fois que la presse affiche une pareille polémique touchant à une personnalité aussi visible que le chef de « la voie du comité central ». Ce n'est pas nécessairement une « preuve » des sentiments réformistes de M. Gao, le journal précisant bien que l'article a subi diverses « corrections ». C'est plutôt une preuve de ce que les querelles de factions et les réalignements politiques causés par la campagne de M. Deng pour relancer les réformes se poursuivent, et que M. Gao continue à se battre pour maintenir son journal dans le camp des hommes qui résistent au patriarcat.

Ce dernier, pour sa part, a procédé à une nouvelle manœuvre visant à se concilier le monde étudiant dans une lettre adressée aux jeunes (*le Monde* du 26 août). Le texte en est cependant rapporté en style indirect, et le *Quotidien du peuple* n'a pas reproduit l'original, contrairement à l'habitude. La lettre ne peut donc servir de démenti à une nouvelle rumeur selon laquelle M. Deng, qui passe pour avoir voyagé dans le nord-est du pays ces derniers temps, serait, depuis, hospitalisé à Shanghai.

L'anniversaire du patriarcat, qui a fêté ses quatre-vingt-huit ans le 22 août, a été passé sous silence par les médias, comme c'est la règle depuis qu'il est « à la retraite ». Superstitieux, des Chinois ont plaisanté sur la bonne augure que représente, au cours du huitième mois de l'année, ce chiffre huit, prononcé, dans les dialectes du Sud, comme le mot « prospérité ». Il va être très riche, a dit en riant un Fékinois. Un compliment pour ce Monsieur Thiers de commémoration.

FRANCIS DERON

AFGHANISTAN : retour à Paris des diplomates français.

« Kaboul, c'est un petit peu Beyrouth », a déclaré, mardi 25 août, à son retour à Paris le chargé d'affaires français évincé de Kaboul, M. Thierry Bernadac, arrivé à bord d'un *Transall* de l'armée française, « des milliers d'années ont été détruites par les combats entre différentes factions ». Des combats qui se poursuivent toujours : de nouveaux duels d'artillerie ont eu lieu mardi dans les faubourgs de Kaboul entre forces gouvernementales et partisans de M. Gulbuddin Hekmatyar. Enfin, Médecins sans frontières (MSF) a annoncé la construction d'un hôpital à Mazari-Sharif, dans le nord du pays, pour porter secours aux réfugiés fuyant Kaboul.

CAMBODGE : L'ONU mesure les Khmers rouges de sanctions.

Le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC) a déclaré, mardi 25 août, que l'ONU pourrait prendre des sanctions d'ordre économique ou militaire à l'encontre des Khmers rouges afin de les obliger à respecter le récent accord de paix. M. Yasushi Akashi a ajouté que les Khmers rouges avaient jusqu'au mois d'octobre pour désarmer. Par ailleurs, des enquêteurs de l'APRONUC ont découvert, dans la région de Battambang, deux prisons secrètes du régime de Phnom-Penh et ont libéré les deux détenus qui s'y trouvaient. — (UPI, Reuters)

Les EXCEPTIONNELLES de Neubauer

de -15 à -20%*

Véhicules d'exposition ou de direction, ex-véhicules Automobiles PEUGEOT ou TT GARANTIE TOTALE DE 12 MOIS, PIÈCES ET M.O.

- 205 GTI, DA, TD, peint, métal, 1992
- 205 TD, 3 et 5 p., DA, LVE, CC portes
- 205 aut., 3p., peint, métal, DA, VT, 1992
- 309 D (Turbo et Bestline), 1992
- 405 GR, SR, L, (7 CV), peint, métal, TOE, 1992
- 405 SR, aut., peint, métal, VT, TOE, 1992
- 605 SRDT, peint, métal, options diverses, 1992

- Véhicules d'exposition, 0 km :
- 605 SVDT, aut., peint, métal, ABR, TO, 1992
- 605 SVDT aut., peint, métal, cuir, ABR, 1992
- 605 SRDT, peint, métal, rétrogradation, jantes, ABR, 1992

NEUBAUER

* Sur présentation de cette annonce. Ne vend et loue des PEUGEOT

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34 23, bd. des Batignolles 75008 PARIS ☎42.93.58.52
8, rue du 4-Septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.08 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.33.00.60

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

Un entretien avec
Mme Christine Blandin

Suite de la première page

- Avez-vous les mêmes réticences vis-à-vis des discussions en cours avec Génération Ecologie ?

- C'est différent. Il est sûr que nous avons de vieilles rancunes. Un rapprochement avec Génération Ecologie serait donc plutôt une bonne chose, mais on aimerait que cela se passe entre militants, à la base, plutôt qu'entre Brice Lalonde, Antoine Waechter et Dominique Vynet. D'autre part, nous posons un préalable : il faut mettre à plat la situation du Nord. Il est inconcevable, dans les circonstances actuelles, que nous nous partageons les circonscriptions dans le Nord avec Génération Ecologie.

- Vous-même serez-vous candidate aux élections législatives ?

- Non. Je suis opposée au cumul des mandats. Et quand je vois les lettres de parlementaires me demandant de réserver les mardis, mercredis et jeudis, je vous assure que ce n'est pas une question de principe. Avec eux, la région pourrait ne tourner que deux jours par semaine.

- Du jour au lendemain, le 31 mars dernier, le professeur de sciences naturelles que vous étiez est devenu présidente de

l'une des principales régions françaises. Qu'est-ce qui vous a le plus surpris au cours de ces cinq mois d'exercice du pouvoir ?

- La lenteur, le temps qui s'écoule entre l'émergence d'une idée et son application dans la réalité. C'est peut-être le reflet de notre inexpérience. Mais nous avons aussi découvert que les socialistes avaient pris l'habitude de fonctionner dans un cadre majoritaire et qu'ils ne savent plus travailler aujourd'hui dans la position de conciliation et de fragilité qu'implique une majorité relative.

- Pour nous, il est clair que la situation politique du Nord-Pas-de-Calais ne nous donne pas les moyens d'agir en autonomie. Elle exige au contraire des scrupules permanents, de la finesse dans l'élaboration des dossiers, une rigueur parfaite dans les processus de décision. Et cela correspond assez bien, en somme, à nos propres principes : la finalité du politique n'est-elle pas la négociation, la prise en compte de tous les avis ?

- Les socialistes, qui sont vos principaux partenaires, jouent-ils le jeu, globalement, à votre égard ?

- Je les crois sincères, mais, dans les faits, ils retombent sou-

vent dans leurs vieux travers. Ils sont favorables, sur le papier, à ce que l'on appelle la démocratie au quotidien. Mais, dès qu'on leur parle d'auditions, de concertation, de débats, ils ont l'air de trouver cela bien fatigant.

« Vraiment
ils me sidèrent »

- Avant même la signature de la déclaration d'intention publique de l'autoroute A-16, vous aviez déclaré que vous n'iriez pas vous coucher devant les bulldozers. N'est-ce pas là le signe que vous êtes déjà obligés de composer ?

- Vous auriez voulu que je démissionne, à la première occasion, en signe de protestation ? Eh bien, non ! Cette question, nous l'avons tranchée dès le début : le jour où notre action à la tête de la région ne sera plus utile au mouvement militant et aux habitants du Nord-Pas-de-Calais, alors, oui, nous pourrions partir. Mais ce n'était pas le cas pour ce dossier. Si j'avais démissionné, le conseil régional se serait retrouvé en panne pendant plusieurs mois, et l'on aurait conclu que les Verts étaient responsables de la pagaille. Non, nous avons préféré mettre en demeure nos partenaires socialistes de nous proposer un contrat écrit avant la fin du mois de septembre, faute de quoi je retirais leurs dé-

clarations aux sept vice-présidents socialistes.

- On vous a prêté l'intention d'être candidate à la candidature pour l'élection présidentielle, afin de mieux peser sur les Verts...

- Peser sur les Verts, on va s'en occuper. Jusqu'à présent, on a été dévoré par le conseil régional. On s'est contenté de lire les journaux et de lever les bras au ciel chaque fois que l'on voyait une déclaration de l'un ou l'autre des responsables du mouvement. Si je n'entends pas jouer au présidentiable, c'est bien parce que je veux appeler mes amis à faire preuve d'un peu plus de sang-froid. Depuis quelques mois, l'évolution de la stratégie au sommet du mouvement va très vite, et cela aux dépens de l'énergie consacrée sur le terrain.

- Dans le Nord-Pas-de-Calais, nous avons gagné en appliquant jusqu'au bout une ligne de stricte autonomie, une sorte de méthode à la Waechter. Et quelles conclusions en tirent nos petits camarades ? Ils courent dans tous les sens en se disant que le pouvoir est à portée de la main, ils perdent toute réserve. Et je déjeune avec un tel, et j'invite Jacques Delors, et je suis prêt à dire « oui » à Maastricht... Mais pour quoi faire ? Comment ? Et avec qui ? Vraiment, ils me sidèrent.

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS SAUX

POINT DE VUE

A l'Est de Maastricht

par Lionel Stoleru

TOUT le monde connaît Anne de Bretagne qui, il y a cinq cents ans, apporta la Bretagne à la France en épousant Charles VIII. Mais sait-on qu'il y a près de mille ans, Anne de Kiev épousa le roi de France Henri I^{er} ? Sans lui apporter l'Ukraine, me disent encore aujourd'hui certains Ukrainiens avec un sourire de regret...

Or il se trouve que notre débat sur Maastricht coïncide avec le renouveau d'une Europe de l'Est libre et démocratique. Faut-il, dès lors, séparer le débat occidental de la question orientale de l'Europe ? Non, il faut oser parler de tous les pays européens.

De la désagrégation du COMECON sont nés des pays qui sont tous européens : Pologne, Hongrie, Fédération tchéco-slovaque, Roumanie, Bulgarie. De la désagrégation de l'URSS sont nées quinze Républiques dont une - la Russie, un véritable continent - est trop grande pour être un des pays de l'Europe, dont plusieurs - l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et autres Républiques musulmanes - ne sont pas européennes et font, soit vers l'Asie, c'est-à-dire le Japon, soit vers l'islam, c'est-à-dire l'Iran, et dont les autres sont, à nouveau, des pays européens : les pays baltes, bien sûr, et surtout l'Ukraine, pays de taille analogue à la France. Sortis du joug communiste, ces pays n'ont qu'une idée : rejoindre la CEE et l'Europe démocratique.

Ces pays ont pris des risques : ils ont brisé leurs chaînes, rompu leurs amarrages avec le système communiste et la Russie et plongé, sans savoir nager, dans les eaux de l'économie de marché. Ils sont aussi réalistes que nous : ils savent très bien que leur entrée dans la CEE n'est pas pour demain et qu'ils sont à des stades de développement très différents. Ils ne demandent donc pas l'impossible mais ils nous disent deux choses simples.

Ils nous disent d'abord : « Vous êtes désormais notre modèle ; ne le détruisez pas vous-mêmes. » Après quarante ou cinquante ans de communisme, ils n'ont plus d'autre modèle que la CEE. Si nous votons contre Maastricht, non seulement nous nous détruisons nous-mêmes, mais nous détruisons le nouveau modèle de l'Est : vers quelle aventure erreront-ils s'ils n'ont plus de référence ?

Ils nous disent ensuite : « Allez-nous à suivre votre exemple », à la fois en rendant notre économie capable de nous donner la prospérité et en nous apprenant à vivre à plusieurs, avec nos voisins d'abord, avec vous plus tard.

Dans ce contexte, il est scandaleux d'entendre les anti-Maastricht émettre leur « non » sur le fait que le traité ne résout pas tout. La ficelle est un peu grosse de la part de ceux qui, après avoir refusé l'entrée de l'Espagne et du Portugal, accusent Maastricht de ne pas intégrer tout de suite toute l'Eu-

rope. Chacun sait qu'il y a deux manières de s'opposer à un progrès : la première est d'avouer sincèrement qu'on est contre, la seconde, plus vicieuse, est de demander d'aller plus loin en sachant que c'est impossible.

Un message
universel

Le traité de Maastricht ouvre la voie à une coopération prudente et raisonnée entre tous les pays européens. Cette coopération est loin d'être de l'assistance, c'est un partenariat qui nous sera aussi de grande valeur. Sur le plan économique, ces pays nous apportent un marché de cent millions de consommateurs et un outil de production utile pour la sous-traitance ou les joint-ventures. Sur le plan écologique, la coopération de sûreté nucléaire et de lutte antipollution protégera notre environnement autant que le leur. Sur le plan culturel, nous retrouvons la grande tradition séculaire des échanges littéraires et artistiques qui ont fécondé l'Europe.

Si les Français votaient contre Maastricht, l'Allemagne, libérée du couple franco-allemand qui pilote l'Europe depuis quarante ans, reprendrait son rôle naturel et historique de chef de la « Ministère-urope » - de cette « moyenne Europe » qui remonte à l'Empire austro-hongrois, où les Allemands n'ont qu'un geste à faire pour jouer aujourd'hui un rôle dominant.

Fort de sa puissance monétaire à l'Ouest, de son rayonnement politique à l'Est, l'Allemagne verrait s'ouvrir devant elle la voie royale de l'hégémonie européenne. Un autre Maastricht commun se créerait, plus à l'Est, sans nous, sous contrôle allemand. Est-ce cela que de Gaulle et Adenauer ont voulu ?

Nos peurs sur notre identité nationale ne sont pas le fruit de Maastricht, elles sont bien plutôt le reflet d'un certain déclin de notre culture et de nos valeurs nationales. J'écrirais dans le X^e Plan : « La griffe européenne ne prendra pas sur des nations sans racines. » C'est parce que nos racines sont aujourd'hui plus faibles que certains d'entre nous ont peur de l'Europe, comme si le rejet de l'Europe allait, pour autant, les renforcer. Ne confondons pas la cause et l'effet !

La France a eu, au fil des siècles, un message universel : message culturel avec les encyclopédies, message politique avec les droits de l'homme. Elle ne l'a plus aujourd'hui parce qu'elle doute d'elle-même mais elle peut le retrouver, l'Europe lui en donne les moyens et lui en lance le défi.

Lionel Stoleru, ancien député, ancien secrétaire d'Etat, conseiller régional (Génération Ecologie) de Picardie, est conseiller économique de M. Leonid Kravtchouk, président de l'Ukraine.

Le communiqué
du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 26 août, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

- Expositions temporaires d'œuvres d'art
- (Le Monde du 27 août.)
- Conditions d'attribution de la carte du combattant
- (Lire ci-dessous.)
- L'insertion des départements et territoires d'outre-mer dans leur environnement régional

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur l'insertion des départements et territoires d'outre-mer dans leur environnement régional.

En mettant fin à une relation trop exclusive entre les départements et territoires d'outre-mer et la métropole, le développement de la coopération régionale entre ces collectivités territoriales et les États voisins est l'un des aspects les plus novateurs de la politique de l'outre-mer.

Cette politique connaît des résultats appréciables. Depuis 1989, le Fonds de coopération du Pacifique sud a financé directement des projets régionaux pour un montant de 117 millions de francs. Le Fonds de coopération Caraïbes a consacré 15 millions de francs depuis 1990 au cofinancement d'une cinquantaine d'opérations représentant au total environ 60 millions de francs. La participation de nos départements et territoires d'outre-mer à de nombreux organismes régionaux est également nouvelle et encourageante.

A l'avenir, trois types d'actions devraient bénéficier d'une certaine priorité, répondant tant à une demande régionale qu'à un avoironnement particulier de nos départements et territoires :

- dans le domaine de la protection des hommes, la lutte contre les catastrophes naturelles à caractère endémique et la lutte contre la toxicomanie ;
- dans le domaine de la protec-

tion de la nature, la surveillance de l'évolution de l'environnement ;

- dans celui de la formation, le développement des universités d'intérêt régional.

• L'Europe de la recherche

Le ministre de la recherche et de l'espace a présenté une communication sur l'Europe de la recherche. La situation actuelle de la recherche européenne est relativement favorable. Par l'effort financier qui y est consacré, la Communauté est la deuxième puissance scientifique et technologique du monde, derrière les États-Unis et très loin devant le Japon. Mais, en nombre de chercheurs par rapport à la population active ou en pourcentage du produit intérieur brut consacré à la recherche, l'Europe est distancée par le Japon. L'effort doit donc être maintenu et amplifié. En même temps, les objectifs doivent être réorientés pour favoriser plus encore la compétitivité industrielle et satisfaire les besoins de la société.

Pour l'avenir, les thèmes de recherche devront être diversifiés, pour satisfaire les priorités actuelles de notre société comme l'environnement, les transports, la ville et la santé. La mobilité des chercheurs sera favorisée. La décentralisation des responsabilités et les procédures d'évaluation seront développées. On cherchera à améliorer la compétitivité de l'industrie en organisant des synergies entre l'action communautaire et Européenne.

Toutes les potentialités du grand marché créé par l'espace économique européen - les douze plus les six de l'AELE - doivent être utilisées dans le domaine de la recherche. De même, l'ouverture des pays de l'Europe centrale et orientale permet de les associer davantage au développement scientifique et technologique de l'Europe. La France a proposé la création d'une fondation pour l'aide aux scientifiques de l'ancienne Union soviétique.

Enfin, l'Europe doit continuer à ouvrir sur le monde et participer aux grands programmes mondiaux sur le sida, sur le génome humain, les écosystèmes de demain, les systèmes de production automatisés (usine du futur) et l'environnement ; sur ce dernier sujet, lors de la conférence de Rio, les scientifiques européens, en particulier les Français, ont joué un rôle de premier plan.

Le gouvernement propose de modifier
les conditions d'attribution
de la carte du combattant

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 26 août, sur proposition de M. Louis Méxandeau, secrétaire d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, un projet de loi modifiant l'attribution de la carte du combattant. Afin de mettre la législation « en conformité avec les situations que la France est maintenant appelée à rencontrer, qu'il s'agisse d'opérations de maintien de la paix, de maintien de l'ordre ou encore de missions humanitaires », ce texte prévoit d'étendre le bénéfice de la carte du combattant aux militaires et, éventuellement, aux civils qui auront pris part, « au sein d'unités françaises ou alliées ou de forces internationales », soit à « des opérations ou missions menées conformément aux obligations et engagements internationaux de la France ».

Les conditions d'application, et notamment les périodes à prendre en considération, seront déterminées par décret en Conseil d'Etat. Selon M. Martin Malvy, porte-parole du gouvernement, M. Méxandeau a fait observer, devant le conseil des ministres, que

le principal critère retenu jusqu'à présent - quatre-vingt-dix jours de présence dans une unité reconnue combattante - « n'est guère adapté aux caractéristiques des conflits nouveaux ».

M. Méxandeau a précisé que la nouvelle loi, qui devrait être examinée en première lecture par le Parlement à la fin de la session d'automne, s'appliquera notamment aux combattants français du Tchad, du Liban, de la guerre du Golfe ou de l'ex-Yougoslavie.

Décidés après la première guerre mondiale, l'attribution de la carte du combattant supposait jusqu'à présent l'existence d'un « état de guerre ». Après bien des discussions, la guerre d'Algérie a fini par être reconnue comme telle. C'est à l'heure actuelle, le dernier conflit militaire français donnant droit à la carte du combattant. Si un contentieux subsiste entre les associations d'anciens combattants et le gouvernement, il concerne le nombre de bénéficiaires et n'est donc, en principe, pas affecté par le nouveau projet de loi.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a procédé, mercredi 26 août, sur proposition de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et de la sécurité publique, au mouvement préfectoral suivant :

EURE :

M. Jean-François Seiller

M. Jean-François Seiller, préfet de Loir-et-Cher, est nommé préfet de l'Eure, en remplacement de M. Michel Mathieu, nommé préfet de l'Oise le 5 août.

(Né le 1^{er} février 1937 à Ruelle (Charente), diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, M. Seiller a commencé sa carrière comme chef de cabinet du préfet des Landes puis de celui du Morbihan. Nommé sous-préfet de Gourdon en 1967, puis de Montbard en 1969, il est ensuite secrétaire général du Tarn, puis des Pyrénées-Atlantiques. En 1978, il est chef de la mission régionale Midi-Pyrénées, en 1980 sous-préfet de Rincay, en 1986 préfet de l'Arriège. Il

était préfet de Loir-et-Cher depuis le 31 janvier 1989.)

LOIR-ET-CHER :

M. Gérard Guiter

M. Gérard Guiter, préfet du Gers, est nommé préfet de Loir-et-Cher, en remplacement de M. Jean-François Seiller, nommé préfet de l'Eure.

(Né le 28 octobre 1944 à Perpignan (Pyrénées-Orientales), ancien élève de l'ENA, M. Guiter a été administrateur civil au ministère de l'économie et des finances, puis directeur du cabinet du préfet de Basse-Normandie, avant de devenir, en 1978 sous-préfet de Lisieux. Nommé en 1982 directeur général des services régionaux du Languedoc-Roussillon, il est, en 1985, chargé de mission à l'inspection générale de l'administration, puis, l'année suivante, secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire. Il était préfet du Gers depuis le 18 juillet 1990.)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- Société civile « Les rédacteurs du Monde »
- Association Hubert-Beuve-Méry
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-23-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 112, r. M.-Gautier 94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Téléc : 206.808 F

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président

Michel Croc, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Caland-Pierre-Aria 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléc : MONDPUB 634 128 F

Téléc : 44-63-96-71 - Société Édition de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-25-25

Télécopieur : (1) 48-80-30-10

Téléc : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS		SUSCRIPTIONS		AUTRES PAYS	
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX		Tél. : (1) 49-60-32-90		Tél. : (1) 49-60-32-90	
Tarif	FRANCE	FRANCE	FRANCE	FRANCE	FRANCE
3 mois	480 F	572 F	572 F	572 F	572 F
6 mois	890 F	1 122 F	1 122 F	1 122 F	1 122 F
1 an	1 620 F	2 065 F	2 065 F	2 065 F	2 065 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Vousiles avoir l'obligeance d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP. Paris 19 201 MAR 01

MÉDECINE

Un entretien avec le président de l'Association des hémophiles

« Ni M. Fabius, ni M. Dufloix, ni M. Hervé ne pouvaient ignorer la contamination » nous déclare M. Bruno de Langre, qui demande la saisine de la Haute Cour de justice

Les initiatives visant à la mise en accusation devant la Haute Cour de M. Laurent Fabius, de M. Georges Dufloix et de M. Edmond Hervé - premier ministre et ministres en exercice, en 1985, au moment de l'affaire du sang contaminé - se multiplient. Après celle de M. Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti (le Monde du 17 août), M. Maryse Joissens, avocat à la cour d'appel d'Alençon-Provence, mandataire par plusieurs hémophiles contaminés, vient d'effectuer une démarche dans le même sens auprès de M. Charles Pasqua, sénateur, et de MM. Philippe de Villiers, Jean-Pierre Chevènement et André Lajoinie, députés. La saisine de la Haute Cour est en outre réclamée par M. Edmond-Luc Henry, un hémophile contaminé (1), et par M. Bruno de Langre, président de l'Association française des hémophiles (2). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Bruno de Langre explique les raisons d'une telle initiative.

D'autre part, la chambre criminelle de la Cour de cassation vient de désigner un juge d'instruction du tribunal de grande instance de Paris pour instruire la plainte pour « empoisonnement » déposée le 27 juillet contre MM. Fabius et Hervé et Dupont-Moretti. Il s'agit là d'une étape habituelle dans une procédure qui ne devrait déboucher que sur une ordonnance d'irrecevabilité du juge d'instruction, les personnes visées occupant au moment des faits des fonctions ministérielles.

« Sur quels éléments précis placez-vous votre action visant à la saisine de la Haute Cour de justice ? Quels faits engagez, selon vous, la responsabilité de MM. Laurent Fabius et Edmond Hervé et celle de M. Georges Dufloix ?

« Ce sont les enquêtes menées par la justice elle-même qui ont régulièrement débouché sur la connaissance qu'étaient les responsables politiques du problème. Dans le même temps, la justice nous expliquait ne pas pouvoir mettre en cause ces mêmes responsables. Puisque la juridiction correctionnelle ne peut pas le faire, nous en appelons à la Haute Cour de justice. Nous avons déjà écrit à tous les députés et sénateurs, dès le

mois de juin, qu'à nos yeux les quatre inculpés ne devaient pas être les seuls à répondre devant la justice des faits hallucinants qui ont conduit à ce drame.

« Des différents témoignages intervenus tout au long du procès qui vient de se terminer devant la seizième chambre du tribunal de grande instance de Paris, il résulte que, sans doute dès le deuxième semestre de 1984, et en tout cas depuis les tout premiers jours de janvier 1985, ni M. Laurent Fabius, ni M. Georges Dufloix, ni M. Edmond Hervé, à l'époque respectivement premier ministre, ministre des affaires sociales et de la solidarité et secrétaire d'Etat à la santé, ne pouvaient ignorer la contamination, de jour en jour plus certaine, des produits sanguins.

« Il y a également l'ensemble des faits concernant le retard dans la mise en place du dépistage systématique de l'infection par le virus du sida chez les donneurs de sang. Pour ce qui est des hémophiles, l'un des points les plus graves concerne, d'autre part, la signature de l'arrêté du 23 juillet 1985, texte qui se borne à programmer au 1^{er} octobre de la même année l'indemnisation du remboursement des produits anti-hémophiliques potentiellement contaminés. C'est l'expression même, l'empreinte la plus fidèle, de la gestion totalement inadéquante qui était alors posée. Et c'est à la juridiction compétente, la Haute Cour de justice, de déterminer le niveau des fautes ou des erreurs commises. Il ne faut surtout pas que l'on en reste à cette idée qu'il ne faut pas taper sur les ministres parce que cela ne se fait pas » ou à d'autres formules équivalentes.

« Nous avons, en France, des institutions. La Haute Cour a pour mission de juger des hommes politiques. Le fait d'en appeler, elle ne doit pas être étiquetée comme une action politique. « Malgré tout, ne craignez-vous pas que votre action soit perçue comme une action politique ?

« L'Association française des hémophiles que je préside est une association apolitique. Avec cette action, nous continuons simplement la logique de l'œuvre entreprise depuis plusieurs années : faire en sorte que l'ensemble des responsabilités des années 1983-1985 soient examinées et jugées. Faut-il rappeler que ces événements ont conduit d'ores et déjà à plusieurs centaines de morts ? Cela vaut, nous semble-t-il, de tout mettre en œuvre pour savoir ce qui s'est réellement passé. Il existe dans le droit français divers types de procédures. Nous avons engagé des procédures

devant les juridictions administratives ainsi que devant la Cour européenne des droits de l'homme ; nous avons d'autre part rejoint un groupe d'hémophiles qui avait engagé une action au pénal. Comme il apparaît que la juridiction pénale seule ne peut pas couvrir l'ensemble du champ des responsabilités et puisqu'il y a de toute évidence des responsabilités politiques, il faut saisir la Haute Cour. Il ne s'agit pas pour nous d'une question de personnes.

« Dans l'analyse que vous faites des responsabilités, les médecins prescripteurs de produits anti-hémophiliques doivent-ils être poursuivis ? Seuls quelques-uns d'entre eux ont été cités comme témoins - et certains ne sont pas venus - dans le procès qui vient de se terminer devant le tribunal de grande instance de Paris. Quelle est l'attitude de votre association sur ce point ?

« Les relations avec les médecins prescripteurs sont assez difficiles. Mais tout est extrêmement variable selon les régions, les centres ou le comportement de ces médecins durant la période incriminée. Dès lors, il est très difficile d'avoir une politique collective et uniforme de la part de notre association. J'ajoute que l'ordre de grandeur des responsabilités, la hiérarchie dans les faits nous conduisent plutôt à remonter vers les responsables politiques. Des discussions assez longues existent entre des médecins et leurs patients hémophiles, mais cela ne se traduit pas nécessairement sous une forme judiciaire.

« Regrettez-vous l'attitude des trois responsables que vous souhaitez voir comparaître devant la Haute Cour ? Regrettez-vous notamment qu'ils n'aient pas, de leur propre initiative, réclamé de comparaître devant une juridiction compétente ?

« Je pense que les hommes politiques sont aujourd'hui totalement prisonniers de leur monde, totalement à l'écart de la recherche d'une certaine efficacité politique. Dès lors, comparaitre devant la Haute Cour ne peut être perçu par eux que comme une baisse de leur potentiel, de leur crédibilité, de leur aura politique. Il est exceptionnel qu'un responsable politique reconnaisse qu'il a pu commettre des erreurs. M. Georges Dufloix a déclaré qu'elle se sentait « responsable mais pas coupable ». Cela dit, « ça », responsabilité ne s'est jamais traduite dans les faits, n'a jamais été sanctionnée.

« Compte tenu de la logique qui est la vôtre, pourquoi ne pas avoir engagé d'action contre les directeurs des cabinets de

M. Dufloix et de M. Hervé qui, en 1985, ont organisé l'arrêté du 23 juillet que vous dénoncez par ailleurs ?

« Une fois que la Haute Cour se sera prononcée, les signatures de l'arrêté pourront être poursuivies devant les tribunaux. Je précise qu'il est incroyable qu'un tel arrêté ait pu être signé sans que lui soit joint une notice explicative. L'absence de ce document est contraire à toutes les règles de fonctionnement des cabinets et des services ministériels. Ce document doit exister, sinon il a été détruit. Le colonel de gendarmerie Rocdonat a d'ailleurs déclaré que, lors de l'enquête qu'il a menée à la demande de Mme Sabine Foucaud, juge d'instruction, il n'avait pas eu accès à tous les documents qu'il cherchait.

« Certaines voix ici ou là se lèvent aujourd'hui pour s'interroger sur vos véritables motivations. Vous êtes, ou vous allez être, indemnisés, et différentes juridictions sont saisies. Que cherchez-vous encore ?

« Notre exigence est plus morale que juridique. Je trouve profondément anormal que ce soit à nous d'effectuer la démarche visant à la saisine de la Haute Cour de justice. S'il y avait vraiment dans notre pays une conscience du bien et du mal, ce ne serait pas aux victimes d'être en situation de réclamer. De la même manière, il faut souligner, pour ce qui est des actions pénales, que ce sont les victimes - M. Jean Péron-Garvanoff - qui ont agi et non le parquet qui a instruit une enquête. Tout cela est bien dommage. Il faut que les élus de l'Assemblée nationale et du Sénat disent collectivement ce qu'ils considèrent comme normal, excusable, de la part de ministres. Il faut qu'ils précisent le seuil à partir duquel ils estiment que les actions ministérielles ne sont plus excusables. Cela permettra notamment de mettre au clair les engagements des politiques vis-à-vis de la nation.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

(1) Auteur de *De l'hémophilie en général et du crime en particulier*, éditions Le Pré-aux-Clères.

(2) Créée en 1955, l'Association française des hémophiles est reconnue d'utilité publique depuis 1968. De nombreuses personnalités médicales, parmi lesquelles le professeur Jean Bernard, ancien président du Comité national d'hépatologie et le professeur Jean-Pierre Soulier, ancien directeur général du CHU, figurent parmi ses membres d'honneur et son conseil d'administration. Le docteur Claire Ganeval, spécialiste reconnue du traitement de l'hémophilie, vient de démissionner de ses fonctions de médecin-conseil de cette association.

La mort d'un coopérant

A cinquante ans, après avoir boursé pendant une vingtaine d'années au Tchad, au Sénégal, en Tunisie puis au Maroc, Jacques Vitroz a été mis sur la touche. Ingénieur agronome, marié et père de trois enfants, il a été rappelé en France en 1988, comme l'avait été, depuis le début des années 80, plusieurs milliers de coopérants civils non fonctionnaires, ingénieurs ou architectes, tous contractuels.

Difficile de tourner la page, mais Jacques Vitroz était confiant. Une loi votée opportunément à l'initiative de M. André Le Pore, alors secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et datant du 11 juin 1983, prévoyait le rattachement de quelque 1 200 coopérants civils non fonctionnaires rentrés en France après cette date. Mais il n'est pas facile de « recaser » dans une administration quelconque un spécialiste du palmier-dattier, âgé de cinquante ans et qui vient de passer sept ans à l'Institut agronomique et vétérinaire d'Agadir.

En dépit de la loi, les différents ministères susceptibles d'accueillir M. Vitroz et ses collègues ont fait la sourde oreille. M. Laurent Fabius, alors premier ministre, les a pourtant rappelés à l'ordre en décembre 1984 en insistant sur le caractère « urgent » de la situation. « Des mesures s'imposent », insistait M. Fabius dans une circulaire adressée à tous les ministres,

pour à la fois préserver leurs possibilités de titularisation et assurer leur réemploi. » Peine perdue. Les décrets d'application qui permettraient de régler définitivement le problème sont toujours en attente. En avril 1989, un autre coopérant resté sur le carreau, M. Jean-Yves Roche, architecte-urbaniste en coopération au Maroc, introduisait un recours en Conseil d'Etat qui tranchait en sa faveur. Deux autres recours ont été déposés depuis, avec le même résultat.

Jacques Vitroz, lui, avait préféré s'adresser au médiateur de la République, M. Jacques Pellerin, ancien ministre... de la coopération du gouvernement Rocard. Châmeur en fin de droit, il était au bout du rouleau, révoqué, et il a dérapé. En septembre 1991, il écrivait à M. Edith Cresson, alors premier ministre : « Si mes démarches n'aboutissent pas, je me donnerai la mort le 29 janvier 1992. » Cinq mois plus tard, il adressait un courrier au médiateur de la République accompagné d'une photocopie de sa main gauche. Toujours la même supplication : « Donnez-moi un emploi. Et il est mort le 10 août dernier.

Il s'était finalement décidé à déposer un recours et son dossier devait passer devant le tribunal administratif au cours de l'année 1993. Mais il n'a pas pu attendre.

CHRISTINE GARIN

REPÈRES

PRISONS

Les éducateurs du SNEPAP-FEN dénoncent « l'inconscience » des surveillants

Le Syndicat national d'éducation et de probation de l'administration pénitentiaire (SNEPAP-FEN, 81 % des éducateurs de l'administration pénitentiaire) dénonce la « rare inconscience » des surveillants lors du conflit qui vient de s'achever, estime que la population pénale, prise en otage (...) s'est vu, pendant plusieurs jours, privée de l'ensemble de ses droits. Il est insupportable, déclare le SNEPAP-FEN, que, dans un Etat de droit, plusieurs dizaines de milliers de personnes soient ainsi traitées.

RELIGIONS

L'archevêque de Cantorbéry à Taizé

Accompagné de 1 000 jeunes anglicans, l'archevêque de Cantorbéry séjourne, depuis dimanche 23 août, dans la communauté oecuménique de Taizé (Saône-et-Loire). Pendant une semaine, le primat de l'Eglise anglicane doit participer à des ateliers avec le pape de Taizé et les jeunes sur le thème de « la foi et l'incroyance dans les nouvelles générations ». Chaque semaine, la communauté de 1940 par frère Roger reçoit de 5 000 à 8 000 pèlerins, dont la moitié viennent de l'Europe de l'Est. La communauté rassemble 90 frères catholiques et de diverses origines évangéliques. « Je porte la division des chrétiens comme un fardeau », a déclaré

l'archevêque de Cantorbéry à son arrivée, précisant qu'il souhaitait que la réconciliation avec l'Eglise catholique se fasse de son vivant.

POLICE

Refus de mutation sur la Côte d'Azur

Une dizaine de policiers de la région parisienne, sur un total de cinquante-sept affectés à Cannes, Nice, Antibes et Menton, viennent de refuser leur mutation en raison du coût trop élevé des loyers dans les Alpes-Maritimes. Le secrétaire départemental du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT), M. Gérard Noulé, a dénoncé « l'aspect paradoxal d'une région où l'on souhaite voir s'accroître les effectifs policiers et où les élus de tous horizons politiques et les collectivités locales ne développent aucune initiative concrète pour permettre un hébergement convenable des fonctionnaires dans des conditions qui ne grèvent pas de façon catastrophique leurs revenus mensuels, de 8 000 à 8 500 F. Pour des raisons de sécurité, ces policiers n'ont pas voulu résider dans les « quartiers chauds » des cités périphériques. « Nous sommes donc obligés de choisir des quartiers plus calmes, où l'on ne peut se loger à moins de 4 000 ou 5 000 F », a déclaré l'un d'eux. A cela s'ajoute la difficulté pour les épouses de ces fonctionnaires de retrouver un emploi sur la Côte d'Azur. Les policiers peuvent refuser d'être déplacés tant qu'un arrêté n'a pas entériné la mutation décidée par une commission administrative.

EN BREF

Dialogue interreligieux : une conférence du Père Vincent Shigto Oshida. - Avant la rencontre universelle des religions pour la paix, qui aura lieu du 12 au 15 septembre à Louvain et à Bruxelles, le Père Vincent Shigto Oshida fera à Paris, mercredi 9 septembre 1992 à 20 h 30, une conférence sur le thème « Religions, foi et dialogue », au centre Sèvres, 35, rue de Sèvres, 75006 Paris.

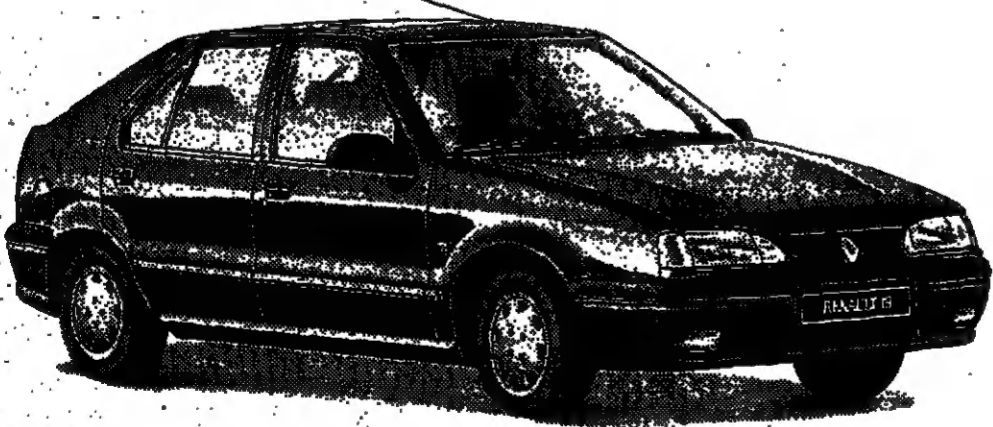
Pour tout renseignement, s'adresser à l'association Mont-Thabor, 104, rue de Vaugirard, 75006 Paris (tél. : 45-44-87-17).

Sécurité routière : plus de 500 jeunes usagers de deux-roues tués en 1990. - Selon le Centre de documentation et d'information de l'assurance (CDIA), 510 jeunes de moins de vingt ans circulant en deux-roues ont trouvé la mort, et 22 944 ont été blessés sur les routes en 1990. Les accidents de cyclomoteurs ont fait 254 morts et

plus de 15 500 blessés. Le bilan des accidents de moto est de 156 tués et 4 525 blessés. Enfin, parmi les jeunes qui circulaient à bicyclette, on a compté 100 morts et 3 551 blessés.

Deux dirigeants d'une entreprise inculpés après la pollution d'une rivière. - Le PDG de la société Antartic, une fabrique de jus de fruits, et le directeur de l'usine de Saint-Martin-d'Abbay (Loiret) ont été inculpés, mercredi 26 août, pour pollution du cours d'eau avoisinant leur usine. Récemment, par suite de la défaillance du système d'alarme de l'installation d'épuration, des résidus de fabrication s'étaient déversés dans la rivière, causant la mort de nombreux poissons. Momentanément stoppée par les pouvoirs publics, l'usine a repris son travail après avoir programmé des travaux d'amélioration de son procédé de traitement des résidus.

A partir de 64 500 F*
Et pourtant, une Renault 19 ça n'a pas de prix.



NOUVELLE RENAULT 19
nouvelle pour longtemps.

Evidemment, il a bien fallu donner un prix à la Nouvelle Renault 19. Ses nombreux avantages sont pourtant inestimables : nouveaux appuis-tête avant réglables en hauteur, lunette arrière chauffante, projecteurs halogènes H4, protections latérales et boucliers aérodynamiques, rétroviseurs réglables de l'intérieur, ceinture de sécurité réglable en hauteur, feux arrière de recul. Bien sûr, il y a encore beaucoup d'autres avantages qui rendent la Nouvelle Renault 19 aussi précieuse, ceux-là, nous vous les laissons les découvrir. Modèle présenté : Nouvelle Renault 19 RT 1.8 avec options (toit ouvrant électrique, appuis-tête AR). Prix 104 220 F. *Renault 19 RL 1.4 3 portes. Prix tarif au 1^{er} juillet 1992. Garantie anti-corrosion Renault 6 ans. DIAC-votre financement.



SOCIÉTÉ

HISTOIRE

Le 50^e anniversaire de la grande rafle des juifs en zone libre

«Ceux qui m'ont arrêté portaient le même uniforme en 1945»

VICHY
de notre correspondant

A l'initiative de l'Association des fils et filles de déportés juifs, que préside M. Serge Karsfeld, une centaine de personnes ont célébré, mercredi 26 août, le cinquantième anniversaire de la grande rafle des juifs étrangers réfugiés en zone libre. Des plaques ont été apposées à l'entrée de l'hôtel du Parc, où se trouvait le gouvernement du maréchal Pétain. Après l'émotion, au moment de la lecture de l'identité des plus jeunes enfants morts en déportation, la détermination revenait. M. Karsfeld rappela que «le 26 août 1942, le gouvernement de l'Est français a déclenché sur tout le territoire une gigantesque rafle des juifs étrangers. Plus de 6 500 d'entre eux, dont des centaines d'enfants, ont été arrêtés ce jour-là et livrés aux nazis en zone occupée, d'où ils ont été aussitôt déportés sans retour vers le camp d'extermination d'Auschwitz. Au total, ce fut le sort tragique de plus de 11 000 juifs étrangers vivant en zone libre.»

Pour l'Association des fils et filles de déportés juifs ainsi que

pour les représentants de la communauté juive, le gouvernement de Vichy est à l'origine de cette rafle, et en particulier, le chef de la police française, René Bousquet. Les participants ont réitéré, à cette occasion, leur demande de jugement de celui-ci devant une cour d'assises.

Agé de seize ans en 1942, M. Henri Wolf, l'un des rares survivants de la rafle, insistait : «Les gendarmes et la police qui m'ont arrêté puis gardé à Drancy portaient toujours le même uniforme en 1945.» Soucieux de distinguer les responsabilités, M. Serge Karsfeld nota : «Dans leur ensemble, la population française et les clergés catholique et protestant se sont immédiatement opposés aux mesures du gouvernement de Vichy.»

A la veille de cette cérémonie, on apprendit le vol de la plaque des «80». Apposée dans le grand casino de Vichy, tout proche de l'hôtel du Parc, cette inscription rappelait que, le 10 juillet 1940, dans ces lieux, 80 parlementaires refusèrent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain.

JEAN-YVES VIF

ENVIRONNEMENT

Huit opposants condamnés pour voie de faits

Gazoduc contesté dans les Pyrénées basques

Huit personnes, dont trois femmes, ont été condamnées, mercredi 26 août, par le tribunal de Pau (Pyrénées-Atlantiques) à des peines d'amende de 1 000 francs pour s'être opposées, à la fin de juillet dernier, à la pose d'un gazoduc. Le tribunal a estimé qu'il y avait eu voie de faits, alors que les prévenus affirment n'avoir opposé qu'une résistance passive. Ils ont décidé de faire appel.

Le projet contesté est celui d'un gazoduc international de 65 cm de diamètre, qui doit relier Lacq (Pyrénées-Atlantiques) à Calabarra en Espagne (le Monde du 27 octobre 1991). Il est destiné à faire transiter du gaz norvégien vers la péninsule ibérique. D'abord prévu en vallée d'Aspe — que doit emprunter l'axe routier transpyrénéen utilisant le futur tunnel du Somport lui aussi très contesté (le Monde du 27 août) — le tracé a été déplacé plus à l'ouest, en pays de Soule au Pays basque. Il a été accepté par les industriels et les élus locaux, déclaré d'utilité publique en décembre 1991, mais refusé par une partie des propriétaires et exploitants agricoles. Constitués en association depuis deux ans, ils estiment que l'ouvrage n'est d'aucune utilité pour la région, alors qu'il leur impose de lourdes servitudes. Ils redoutent son impact sur leurs terres et craignent pour leur sécurité. Aux mois de juin et juillet

derniers, ils avaient réussi à bloquer les travaux en occupant le chantier.

M. Lolk Le Floch-Prigent, président d'El-Aquitaine, qui participait à une conférence internationale en Norvège, mercredi 26 août, a reconnu qu'il avait le manque de crédits et surtout l'opposition des écologistes limiterait la construction des gazoducs. Quatre réseaux seulement seront constitués au cours des quinze prochaines années : un Europe-Maghreb pour lequel la décision est prise, un trans-Russie, un tronçon en mer du Nord et un gazoduc Angleterre-contin.

M. A.-R.

□ Le préfet des Vosges autorise l'importation de déchets allemands. — Pour la première fois depuis la parution, le 19 août dernier, du décret interdisant l'importation de déchets domestiques destinés à la mise en décharge, un préfet — celui des Vosges — a autorisé l'usage d'incinération de Rambervillers à traiter les ordures de la ville allemande d'Esslingen, près de Stuttgart (Bade-Wurtemberg). Jusqu'à présent, 30 000 tonnes de déchets en provenance d'outre-Rhin étaient importées chaque année dans les Vosges, où elles étaient soit recyclées dans les papeteries, soit déversées dans les usines d'incinération.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie après saisie au Palais de Justice de NANTERRE (92000), le JEUDI 17 SEPTEMBRE 1992, à 14 heures
APPARTEMENT de 4 p.p. à LEVALLOIS-PERRET
(92300) - 94, BOULEVARD D'ASNIÈRES
au 2^e étage, bâtiment unique, escalier D, cave et 2 BOX

Mise à prix : 2 695 000 F

S'adresser : M^{re} O. SIDEM-POULAIN, avocat, 24, rue Saint-James à Neuilly-sur-Seine (92200), tél. : 47-45-02-38 ; M^{re} DENNIERY-HALPHEN, avocat, 12, rue de Paris à BOULOGNE-BILLANCOURT, tél. : 46-05-36-94.
VISITE SUR PLACE LE 3 SEPTEMBRE 1992, de 15 h à 16 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 10 SEPTEMBRE 1992, à 14 h 30, EN UN LOT :

UNE PROPRIÉTÉ

à PARIS-6^e, 18, rue Jacob

consistant en un IMMEUBLE comprenant

UN LOCAL COMMERCIAL

En rez-de-chaussée et étages : BUREAUX.

Courtois intérieures, murs extérieurs de tous côtés.

Mise à prix : 133 000 000 de francs

S'adresser pour tous renseignements à M^{re} Jacques SCHMIDT, avocat à PARIS-17^e, demeurant 76, avenue de Wagram, tél. : 47-63-29-24.
A tous autres avocats près le tribunal de grande instance de PARIS.

CATASTROPHES

Après avoir ravagé la côte de Louisiane

Le cyclone tropical «Andrew» a perdu beaucoup de sa violence

Le cyclone tropical «Andrew» a balayé une partie de la Louisiane qu'il avait atteinte près de Morgan-City dans les toutes premières heures du mercredi 26 août. Dès qu'il a couru sur la terre ferme, il a été privé de sa source d'énergie, les eaux marines superficielles chaudes. «Andrew» a donc rapidement perdu beaucoup de sa violence. La vitesse des vents est maintenant inférieure à 120 kilomètres à l'heure. Le cyclone tropical est ainsi devenu une tempête tropicale, capable tout de même de faire tomber des pluies diluviennes sur le trajet qu'il suit lentement vers le nord.

Lors de son arrivée sur les États de Louisiane puis du Mississippi, «Andrew» a fait beaucoup de dégâts dans les localités côtières, d'autant plus qu'il a été précédé de tornades, phénomènes dont la densité n'exécute rarement la centaine de mètres (contre plusieurs centaines de kilomètres pour les cyclones tropicaux), mais qui sont caractérisés par des vents extrêmement violents.

«Zones de désastres»

Comme le sud de la Floride il y a quelques jours, les comtés de Louisiane ravagés par «Andrew» ont été déclarés «zones de désastres», et pourront donc recevoir des aides fédérales.

Certes, «Andrew» s'est un peu assagi, mais le bilan de son passage sur la Floride et la Louisiane est toujours provisoire. L'estimation des dégâts matériels n'a pas changé : 15 à 20 milliards de dollars au total (y compris ceux subis par quelques îles des Bahamas). Les plates-formes pétrolières du golfe du Mexique avaient été évacuées et leurs puits fermés avant le passage d'«Andrew». Heureusement, car une plate-forme mobile de forage a disparu du site où elle travaillait. Cette disparition a été signalée aux bateaux naviguant dans le golfe du Mexique. Il y aurait eu tout de même quelques fuites de pétrole venant, soit de barges de transport, soit de plates-formes.

Le bilan des victimes s'élève à 20 morts (3 aux Bahamas, 15 en Floride, et 2 en Louisiane), mais on recherche toujours des disparus dans les montagnes de débris.

Pour le moment, les sauveteurs, professionnels ou volontaires, s'efforcent de faire parvenir aux habitants des régions touchées (sinistrés réfugiés ou «simples survivants») des provisions, de l'eau potable, des médicaments. Avec les inondations et la pluie due aux pluies diluviennes, ce n'est pas une tâche aisée. — (UPI)

Prénoms

C'est en 1953 qu'il a été décidé de donner aux cyclones tropicaux des Caraïbes (les hurricanes) des prénoms féminins dans la première lettre suivrait l'ordre alphabétique : un prénom en «A» désigne le premier cyclone tropical de l'année, un prénom en «B» le deuxième, etc.

Au bout de vingt-cinq ans, cet usage a irrité les ligues féministes américaines. Pourquoi ne donner aux hurricanes que des prénoms féminins, alors que les comportements des hommes peuvent être aussi imprévisibles que ceux des cyclones tropicaux ? Depuis 1978, les noms des hurricanes sont donc alternativement féminins et masculins.

Le Centre d'études des cyclones de Miami dresse, plusieurs années à l'avance, des listes pour qu'au fil des années le même prénom ne soit jamais employé deux fois.

Peu à peu, l'usage de donner des prénoms aux cyclones tropicaux des autres régions du monde s'est généralisé.

RELIGIONS

Après la disparition du théologien orthodoxe

Hommage à Jean Meyendorff

Le 19 août 1991, les chars entraient dans Moscou. Au même moment, le Père Jean Meyendorff concélébrait la liturgie avec le patriarche Alexis dans la cathédrale du Kremlin, réunissant ceux qui avaient persévéré sous la persécution et ceux qui avaient perpétré l'hérésie dans l'émigration. Moins d'un an plus tard, le 22 juillet dernier, dans un hôpital de Montréal, le Père Jean décédait brutalement à l'âge de soixante-six ans (le Monde daté 26-27 juillet). A une heure difficile de son histoire, l'orthodoxie éprouve la perte du premier de ses théologiens, de celui qui fut l'indéfectible témoin et garant de la catholicité.

Soucieux de transmettre l'Évangile à l'homme d'aujourd'hui sans rien rejeter de la tradition, conscient de l'enjeu que représentait la rencontre de l'Occident et la modernité, Jean Meyendorff paracheva le renouveau de la pensée orthodoxe. Dans la lignée de Georges Florovski et de Vladimir Lossky, contre la métaphysique idéaliste de Serge Boulgakov, il eut à montrer la parfaite continuité entre l'héritage patristique, la tradition byzantine et le mouvement philocalique.

L'appel œcuménique

Promoteur d'un retour fidèle et critique aux sources, le Père Jean sut aussi élaborer une théologie personnelle, pascalle et sacramentelle, une théologie de la communion enracinée dans le mystère trinitaire, habitée des grandes synthèses christologiques et pneumatologiques de l'Orient chrétien. Son but n'était autre que de retrouver les fondations d'une anthropologie théocentrique qui servirait de réponse au nihilisme contemporain. Capable d'interpeller Barth, Rahner ou encore Moltmann, il exerça une profonde influence sur les théologiens occidentaux post-conciliaires en quête d'identité.

Que la recherche savante puisse trouver une fin naturelle dans le service de l'Eglise fut le labeur de toute sa vie. Fondateur de Synomos (l'organisation de la jeunesse mondiale orthodoxe), artisan de

l'autocéphalie de l'Eglise d'Amérique, l'un des principaux protagonistes de la préparation du concile panorthodoxe, il fut aussi l'initiateur du rapprochement avec les communautés orientales anté-chalcedoniennes dites «monophysites» (coptes, arméniens, syro-jacobites). Récusant la notion de diaspora, combattant le scandale des divisions intestines, avocat inlassable d'une saine ecclésiologie, le Père Jean défendait à la fois un règlement canonique des terres de mission et la diaconie universelle du patriarcat de Constantinople.

Là, comme à Moscou ou Antioche, sa parole faisait autorité et aidait au dialogue. Il n'excluait pas le christianisme occidental, compris dans sa tragique dualité historique, catholique et protestante, et à laquelle l'orthodoxie, selon lui, pouvait porter remède. De manière fraternelle mais ferme, il s'engagea donc dans le débat œcuménique et fut observateur à Vatican II et longtemps le responsable de Foi et Constitution au Conseil œcuménique des Eglises.

En France comme aux États-Unis, Jean Meyendorff connaît les honneurs académiques et ecclésiastiques. Il n'hésita pourtant pas à sacrifier partiellement sa carrière universitaire pour se consacrer à l'Institut de théologie Saint-Vladimir, à New-York, dont il fut le doyen de 1984 à sa mort de cette année. De tous ses titres, il aurait certainement aimé ne retenir que celui de prêtre. Ce pasteur sut être aussi un authentique contemplatif. Tant de talents expliquent le sentiment de deuil qui a saisi le monde orthodoxe. «Pourquoi faut-il qu'aux heures les plus terribles, nous nous soyons enlevés ?», se demandait un poète russe, récemment converti. Assurément à Moscou, Belgrade ou Bucarest, le retour de l'orthodoxie sur la scène politique ne va pas sans dangers. Mais l'œuvre destinée de Jean Meyendorff contredit la fatalité. Son œuvre est un acquis pour le siècle de ce temps.

JEAN COLOSIMO

Maître de conférence à l'Institut Saint-Serge à Paris

SPORTS

FOOTBALL : le Brésil bat la France 2 à 0

L'entrée ratée de Gérard Houllier

L'équipe de France a perdu nettement son match amical contre le Brésil, 2 à 0, mercredi 26 août au Parc des Princes à Paris. Les deux buts d'une rencontre décevante ont été inscrits par les Brésiliens Ral et Luis Enrique. Pour son premier match avec son nouveau sélectionneur, Gérard Houllier, la France a ainsi concédé sa première défaite au Parc depuis 1987.

Le sport se montre parfois plus cruel que la politique. A ses débuts, cette dernière accorde un supplément d'enthousiasme, un répit pour mieux s'installer dans leur feuillet, nommé état de grâce. Gérard Houllier n'en aura pas profité un seul instant. A peine entré dans son costume-cravate de nouveau sélectionneur de l'équipe de France, il a dû affronter sa première défaite, sans appel, et ses premières hutes, sans pitié. Mercredi soir, les sifflets du Parc des Princes se sont chargés de lui rappeler une réalité qu'il connaissait déjà : il sera d'autant moins épargné qu'il avait été beaucoup pardonné à son prédécesseur.

Mais Gérard Houllier n'est pas Michel Platini. En de nombreux points, il est même son contraire parfait. Piètre footballeur dans sa jeunesse, l'ancien professeur d'anglais ne peut pas compter sur son aura comme l'ancien numéro 10, qui savait si bien camoufler ses erreurs derrière sa gloire passée. Houllier parle de technique, aligne inlassablement les chiffres et les pourcentages quand son prédécesseur se fiait à ses intuitions, parfois brouillonnées. Il réfléchit quand l'autre séduisait. L'homme du Nord a construit son histoire

sur les bancs de touche, quand le terrain venait seulement y écrire le post-scriptum d'une carrière chargée d'honneurs.

Conscient de cette différence, qui le place d'emblée le dos au mur, Gérard Houllier s'est choisi un programme que ne renieraient pas les politiques : le changement dans la continuité. Dès son premier match, le voilà obligé de gérer la pire des continuités : celle d'une série de huit rencontres sans victoire, une stagnation inconnue en équipe de France depuis les années 60. L'exact négatif de la période faste des éliminatoires du championnat d'Europe, sans que les changements esquivés en laissent augurer la fin.

Papin sans ballons

Mercredi soir, les joueurs brésiliens ont même semblé s'amuser sadiquement à remettre en cause les choix de sélectionneur, tout en confirmant le bien-fondé. Ainsi, dans les modifications apportées à l'équipe de France, Gérard Houllier avait-il inscrit plusieurs de ses crédo en privilégiant la défense, le jeu sur les ailes et la récupération du ballon au milieu du terrain.

Las, ce sont les Brésiliens qui ont remporté la plupart des duels avec leurs adversaires, et se sont ainsi appropriés les meilleurs ballons. Ce sont eux qui ont passé par les ailes, où les «joueurs de couleur» français, selon l'expression du sélectionneur, semblaient particulièrement amorphes. Et de ces débordements sont nés leurs deux buts, facilités par les nouvelles absences de la défense tricolore. Surtout, les joueurs français n'ont jamais paru en mesure de lancer leur meilleure arme vers le but adverse : Jean-

Pierre Papin, privé de ballons, ne possédait plus que son brasard tout neuf de capitaine pour se différencier de la masse.

Pourtant, avec une bonne volonté désarmante et un solide sens du paradoxe, Gérard Houllier disait avoir trouvé des motifs de satisfaction dans la prestation indigente de son équipe. «Nous sommes tombés sur bien plus fort que nous, constatant-il, et nous n'avons pas de regrets à avoir.» Sur un point au moins, le sélectionneur avait raison : jouer sa rentrée contre l'une des meilleures équipes du monde ressemblait à un pari suicidaire.

Le match de prestige avait toutes les chances de ressembler à une première éclipse. Le choix des Brésiliens pouvait aussi susciter une cruelle comparaison : la dernière confrontation entre les deux équipes, lors de la Coupe du monde de 1986, avait offert un sommet de jeu, l'apothéose de l'équipe emmenée par Michel Platini.

Mercredi soir, ce souvenir ne pouvait que souligner la tristesse du spectacle offert. Mais était-ce seulement à cause de la supériorité brésilienne, comme l'affirmaient joueurs et entraîneur ? Les Sud-Américains ne se sont montrés à la hauteur de leur réputation que par intermittence. Leur sélectionneur, Carlos Alberto Pereira, peut lui aussi brandir des circonstances atténuantes : il a eu toutes les peines du monde à reconstituer son puzzle de footballeurs éparpillés dans toute l'Europe.

Au Parc des Princes, l'équipe de France s'est surtout battue toute seule. Tout s'est passé comme si Gérard Houllier disposait des bons plans tactiques, sans trouver les joueurs pour les appliquer. Il a pourtant assemblé le groupe compact

voulu par Michel Platini, sans que les nouveaux venus parviennent à s'imposer. Le sélectionneur ami malin, mercredi soir, qu'il leur manquait seulement un peu de temps. Mais Gérard Houllier se retrouve là aussi du au mur.

Il ne dispose que de quinze jours pour faire passer son ambitieux message, avant le premier match des éliminatoires de la Coupe du monde, en Bulgarie.

JÉRÔME FENOGLU

□ AUTOMOBILISME : Gerhar Berger pilotera une Ferrari. — L'Autrichien Gerhard Berger disputera le championnat d'Europe 1993 de Formule 1 à volée d'une Ferrari, a annoncé officiellement la firme italienne mercredi 26 août. Berger, qui était le coéquipier du Brésilien Ayrton Senna chez McLaren-Honda depuis trois saisons, remplacera l'Italien Ivan Capelli, dont le contrat arrivait à expiration à la fin de cette année et sera associé au Français Jean Alesi.

□ CYCLISME : la liste des quatorze sélectionnés français pour le championnat du monde sur route. — Le directeur technique national Lucien Bailly a annoncé, jeudi 27 août, la liste des quatorze coureurs sélectionnés pour le Championnat du monde sur route professionnel, le 6 septembre, sur le circuit de Benidorm (Espagne). Les douze titulaires et les deux remplaçants seront choisis parmi Jean-François Bernard, Eric Boyer, Thierry Clavier, Jean-Claude Colotti, Gilbert Duclos-Lassalle, Laurent Fignon, Stéphane Houtou, Laurent Jalabert, Luc Leblanc, Marc Madiot, Thierry Marie, Charly Mottet, Gérard Ruel et Richard Virenque.

CULTURE

ARCHITECTURE

La passerelle transfigurée

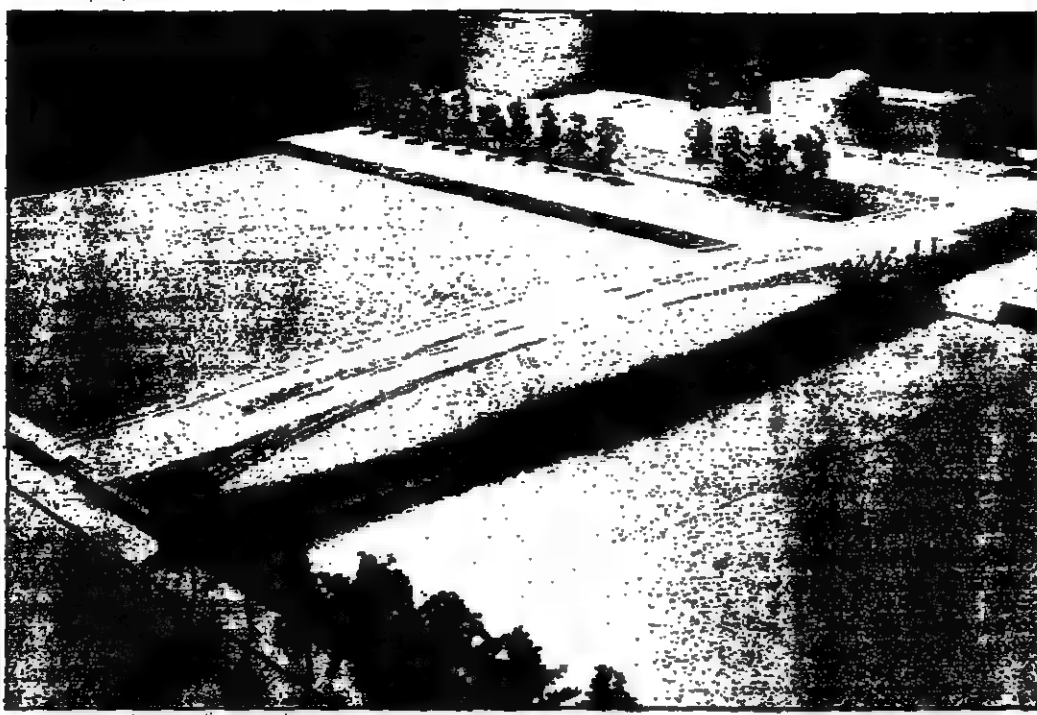
Le nouveau pont de Solferino, dessiné par l'architecte Marc Mimram reliera le Louvre au musée d'Orsay

L'architecte et ingénieur Marc Mimram a choisi pour construire la nouvelle passerelle qui reliera le Louvre au musée d'Orsay, au septième arrondissement de Paris, le pont franchira la Seine d'une seule volée de 106 mètres, sans piles intermédiaires. La structure sera constituée de deux arcs, tangents au centre du pont qui, simplifié, aura une triple fonction.

Le système, remarquable, choisi par Marc Mimram permet d'abord de résoudre les problèmes de construction de l'ouvrage. Tendus à l'extrême, réduits au strict nécessaire de matière perceptible, les deux arcs auront ensuite, à la réalisation, la fidélité à l'esquisse, à la fois la beauté et l'intelligence des projets d'architecte servis par un minimalisme d'ingénieur. Enfin si l'arc supérieur du pont assurera un rôle de tablier classique, c'est-à-dire la liaison entre les parties hautes des deux berges, l'arc inférieur n'aura pas seulement une fonction de stabilité.

La part d'autre de l'arche, le tablier, en bois, s'ouvrira, livrant un passage vers l'arc inférieur et conduisant les piétons au niveau des quais. Ainsi, le problème des deux niveaux des bords de Seine, les circuits multiples de passage, la promenade entre les bords de la Seine, les routes, les ponts, les souterrains aux Tuileries se trouvent résolus avec une exceptionnelle élégance.

Le pari, pourtant, n'était pas gagné d'avance. L'association publique du Grand Louvre avait organisé une compétition entre huit équipes aux styles pour le moins hétérogènes. On y trouvait le Belge Vandenhove, dont l'œuvre se situe sur les franges raisonnables du post-modernisme, l'italien Fuke-



Maquette de Marc Mimram pour le nouveau pont de Solferino.

ses, dont les franges sont volontiers coupées de biais, le Catalan Calvo, déjà célèbre pour les grands gestes lyriques et immaculés de ses ponts, les cinq équipes françaises, les clapiers architecturaux nettement plus tempérés : Berger, Valode et Pistré, Chéix et Morel, Deslangens, et Mimram, l'heureux lauréat.

Ce dernier, pour être plus sûr de public, l'a davantage des architectes, puisqu'il a l'habitude de plusieurs d'entre eux sur des projets complexes comme le

musée de la Ville de Nantes, ou l'hôtel de la Ville de Paris, qui vient d'être inauguré à Péronne. Lui-même est l'auteur de quelques ponts, au péage d'autoroute, tribunes de stade, qui l'inscrivent, comme ses collaborateurs, dans les grands projets, dans une lignée d'architectes-ingénieurs qui, de Haussmann à Londres, via Paris, ont depuis quelques années de plus en plus de voix pour une profession en vaine recherche.

Respectueux et contemporain

Une certaine pondération était suggérée d'entrée aux concurrents. Le site, il est vrai, est particulièrement intéressant, depuis la destruction, au début des années 60, du pont de Solferino, les Parisiens ont dû faire face à une passerelle théoriquement provisoire et grégaire, qui permettait au moins aux habitants du premier arrondissement de rejoindre le RER d'Orsay. L'émotion causée par l'effacement de la passerelle d'Arts, puis la reconstruction par Louis Arretz, l'idéalisme, mais avec une arche

en moins pour passer les poids lourds de la navigation fluviale, avait préparé le terrain de la prudence.

L'accueil modérément chaleureux rencontré par le choix, en 1988, d'un projet de pont archéologique pour le nouveau pont d'Austerlitz, avait confirmé, s'il en était besoin, à quel point les habitants sont attachés à tout ce qui se rapporte à la Seine et au caractère symbolique du pont de Paris.

La tradition parisienne était donc invoquée par le maître d'ouvrage pour recommander aux concurrents de la nouvelle passerelle une structure symétrique, à cinq arches et ne prévoyant que deux piles dans la Seine. Les prouesses technologiques, suggérées, devaient être évitées, comme les structures à hauteur qu'impliquent les ponts suspendus. Le projet de Marc Mimram, on le voit s'est brillamment écarté de tous ces traces, ou les a transfigurés pour proposer une œuvre, à la fois respectueuse du site et parfaitement contemporaine, qui, en elle-même, sera toute vraisemblablement aussi spectaculaire que belle.

FREDERIC EDELMANN

CINÉMA

L'Enfant de la Bête

Troisième épisode des aventures dans l'espace de Sigourney Weaver, devenue productrice

ALIEN 3 de David Fincher

La mode et la préférence ironique pour parler d'Alien 3 premier long métrage de David Fincher, film à gros budget et effets spéciaux, troisième épisode des aventures dans l'espace de Sigourney Weaver - dans l'espace, sans prise de la «bête immonde». Pourtant David Fincher, réalisateur de films publicitaires et de clips, qui a appris les secrets du cinéma à l'école de Lucas, a prudemment choisi de maintenir la tension pendant les deux heures, dans un décor, mais labyrinthique, avec une intrigue maigrelette, et le handicap des deux précédents épisodes.

Le premier, Alien, (1979) de Ridley Scott («personne ne peut entendre crier») qui jouait sur la pure terreur dans le huis clos d'une capsule cosmique à la dérive, est devenu un film culte. Le second, Alien 2, Le Dernier des Mohicans (1986), misait davantage sur l'action guerrière, avec des décors fantasmagoriques, somptueusement baroques. Qui l'a vu ne peut pas la traque de Sigourney Weaver à l'intérieur d'un ventre palpitant de la Bête... Mais déjà violence, gros budget et effets spéciaux avaient fait l'attrait de quelques puristes.

David Fincher et le flot de scénaristes qui se sont succédés pour contourner la censure, il s'agit de traquer la Bête, mais aussi de bricoler, dans un lieu à la fois immense et claustrophobique : une prison-usine-cathédrale, déglacée à l'extrême, où des voleurs-violence-assassins convertis à une secte catholique mystico-apocalyptique-militariste travaillent comme des brutes, sans jamais voir de femmes. D'ailleurs, ils ont fait vœu de chasteté. Il n'empêche que l'arrivée de Sigourney Weaver, unique survivante d'un crash, éveille en eux la Bête, tandis que la Bête, la vraie, est dans la Bête.

A la fin, beaucoup sont morts de façon épouvantable, mais on ne voit que des choses devenues abstraites tant ils sont grossis, des ombres, des pluies de sang noir, des collantes, des bumeurs gluantes, des choses en ralenti, des jambes suspendues qui tombent, des choses qui s'écroulent, des androïdes déshabillés, des crocs avides de bavant, et les cris viciés du hors-champ.

Les bagarres - Sigourney Weaver, qui joue en son honneur

de la Bête - ont le cran rasé, sont vaines comme les moines. Comme des Quasimodos, ils manipulent de lourdes machineries anachroniques. Cette ambiance gothique, ces décors épais, ces recoins obscurs, ces plus noires que la nuit, ces cellules-greniers où gisent des vestiges inquiétants, s'inspirent manifestement des histoires de démons, de l'Exorciste, en passant par le diable, les classiques du genre, revisités par un metteur en scène qui a potassé les cadres des BD fantastiques.

Dans le dossier de presse, on parle beaucoup de religion et de rédemption. Mais enfin, malgré la lumière noire et la certaine lenteur, le film n'a rien de religieux. Il s'appelle Alien 3, point à la ligne. Un film de genre qui réussit, on peut grignoter un peu de biscuits, quelque chose de crissant. Surtout rien qui coule ou qui brûle.

COLETTE GODARD

Potache sans sel

TABLEAU D'HONNEUR de Charles Nemes

Le cinéma lyonnais se divise en deux grandes familles : celle des canons promis à un grand avenir artistique (ancêtre de la conduite) et celle de leurs condisciples qui ne chahutent que pour le plaisir d'argent. Le premier, (Sous-doué) est produit à l'étranger. Il semblerait que l'ambition de Charles Nemes soit de réunir ces deux familles.

Côté farce potache, on trouve un roman, renvoyé d'un an par le Saint-Germain-en-Laye. Quelques années plus tard, il décide de demander réparation à son alma mater parce qu'elle ne l'a pas rendu apte au marché du travail. Côté mélancolie, un lycéen pas très dégoûté, affligé d'un père impossible (Philippe Khorsand) et d'une mère impossible (Claude Jade, dont la présence voudrait sans doute évoquer une hypothétique parenté avec Truffaut), découvre l'amour, l'amitié et le Misanthrope (il a un pion d'esprit fin et de grand cœur).

Mélant satire et comédie animée (trois lignes de dialogue en vers, deux autres en prose à SOS-Racisme) et une impétueuse (podium) de la langue, Tableau d'honneur boucle ses 90 minutes en tirant la ligne, comme un lycéen en manque d'inspiration devant sa copie.

T. S.

Épilogue au pont de Tolbiac

Le quartier du Gers, le treizième arrondissement, était un territoire qui paraissait brumeux, même si on y menait une vie plus d'un siècle. Les baraques, les hangars délabrés, son restaurant chinois pour jeunes branchés, son chemin de fer qui convergent vers la gare d'Austerlitz, barrière infranchissable entre le treizième arrondissement et le bord de Seine. L'histoire de ce quartier roman est au pont de Tolbiac, paru après la dernière guerre.

Les inconditionnels de Néstor Burma regretteront sans doute la disparition de ce quartier rouge, mais au vu de ce week-end du 15 août, traditionnellement festif, il est vrai, pour le patrimoine parisien.

La fin de la Maison rouge

Par le choix de la date et la procédure de démolition, menée à la limite de la légalité - le permis de démolir qui devait être affiché sur le bâtiment l'a été bien tardivement - la Ville de Paris a «habilement» pris de court l'association Pour quel Paris? qui souhaitait le maintien de la Maison rouge.

Ce bâtiment, rare exemple de l'époque 1815-1820, était un relais de la gare d'Orléans. Soutenu par Paul Quilès, député du treizième arrondissement, l'association Pour quel Paris? avait proposé de le transformer en musée des œuvres données comme prix de concours scolaires. Projet pharaonique, qui pouvait être financé par la Ville de Paris, le quartier de la Bibliothèque de France.

D'après les responsables de l'association chargée du projet

Seine-Rive gauche (SEMAPA), le maintien de la bâtisse était techniquement et esthétiquement compatible avec la surélévation de 1,80 m du quai, prévue dans ce projet. D'autres soutenaient l'avis inverse : l'emplacement du bâtiment, à quelques mètres du boulevard Vincent-Auriol, aurait permis l'aménagement d'un grand espace autour de la maison. Le Conseil de Paris, le 22 juin, avait définitivement tranché : le maintien de l'édifice était définitivement impossible.

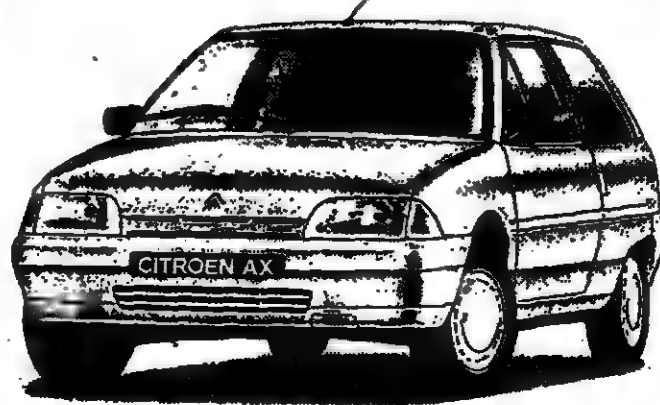
Le tissu de fer engagé des associations qui défendent la Maison rouge et le SEMAPA n'a fait que retarder, le temps d'un été, la démolition de ce bâtiment - si bien que les aventures de ces deux bâtiments et bistrots de la Maison rouge faisaient encore face, il y a quelques jours, aux bâtiments futuristes du pont de Bercy.

Autre élément contesté : le 91 quai de la Gare. Les anciens entrepôts frigorifiques de la SNCF ont été construits en 1919 pour stocker les denrées périssables destinées aux usagers du métro de fer. Projet de leur destruction, ces deux immeubles de 11 mètres de hauteur abritent depuis 1981 quelques deux-vingt-cinq artistes et créateurs de tout poil qui avaient trouvé là un atelier ou des locaux de travail financièrement accessibles, même dans les «magasins» du quai de Seine détruits en février 1990 par un incendie. La SEMAPA s'est engagée officiellement à reloger les artistes des «frigos» dans trois bâtiments de Grande Mouline à Paris, qui, bien que préservés, mais, pour les occupants, le charme ténébreux du quartier a disparu de jour en jour avec la progression rapide des travaux.

A. S.

LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ

DES OCCASIONS QUI ONT ENCORE L'ODEUR DU NEUF.



CHEZ CITROËN DU 10 AU 31 AOÛT 1992 ECONOMISEZ JUSQU'À 15.000 F

Sur toute la gamme, CITROËN vous propose des véhicules AM 92, équipés par un pont rouge, à très faible kilométrage : moins de 5000 km, garantis 1 an pièces et main d'œuvre et en plus à des prix exceptionnels. CITROËN participe TOTAL.

CITROËN EUROCASION



CITROËN

CINÉMA

Etranges amours

Simon Callow restitue l'univers de Carson McCullers

BALLAD OF THE SAD CAFE
de Simon Callow

Un travelling sur un décor de rue forçats, une surveillance d'un policier armé, puis la place d'une bagrade agricole, envahie par la poussière, et une maison en feu qui ne sera plus que par miracle. Derrière une image apparaît le récit d'une vieillesse, défigurée.

A la fin du film, le travelling repart sur un décor de rue forçats, une surveillance d'un policier armé, puis la place d'une bagrade agricole, envahie par la poussière, et une maison en feu qui ne sera plus que par miracle. Derrière une image apparaît le récit d'une vieillesse, défigurée.

Ces images de style ramènent au cinéma américain des années 1940 et ce n'est pas un hasard. L'histoire racontée par Carson McCullers est adaptée au théâtre par Edward Albee, et se situe au début de la Grande Dépression, dans une ville pauvre, vivant en marge du monde.

Miss Amelia en était la propriétaire, une salopette, distribuant du travail, vendant aux ouvriers l'alcool qu'elle distillait elle-même dans un alambic caché, soignant un guerrier blessé. Elle accepta d'épouser Marvin Macy (Keith Carradine), un fauché, mais qui se transforma en riche. Mais elle refusa de consommer le mariage, et Marvin, plus tard, arriva à la prison. Plus tard arriva Lyman (Cork Hubbert), nain, qui fut le mari de Miss Amelia.

Les personnages bizarres, tragiques, relations étranges, violentes, dont les causes ne sont pas expliquées, même par la voix d'un narrateur, c'est bien l'univers

de Carson McCullers. Simon Callow, c'est son premier long métrage, l'a bien compris. Il a transmis, par une mise en scène non psychologique et des acteurs en arrière-plan, l'amour non partagé de Lyman pour Amelia, l'absence pour le cousin Lyman de celui-ci pour Marvin, dans un monde d'oppression, d'épreuves et de force. Auteur, acteur (notamment dans James Ivory) et réalisateur de théâtre, Simon Callow n'a pourtant pas échappé complètement à la maladie d'Albee.

Théâtralité encore accentuée à l'écran par la stupéfiante beauté de Vanessa Redgrave. Elle incarne tout un monde sacré de Vanessa Redgrave. Elle incarne tout un monde sacré de Vanessa Redgrave. Elle incarne tout un monde sacré de Vanessa Redgrave.

JACQUES SICLIER

Vanessa Redgrave par elle-même

Le livre, un gros livre de près de quatre cents pages, est intitulé *Vanessa Redgrave*. C'est la Vanessa Redgrave parue l'an dernier à Londres, traduite en français pour correspondre à la sortie de *Madam of the Sea Café*. On y trouve (pages 381 et 382) quelques réflexions sur la manière dont l'auteur envisage le personnage de Miss Amelia. Vanessa Redgrave parle succinctement des livres qu'elle a lus. Et si l'on veut savoir les raisons de ses préférences, on se tourne vers Daniel Mann, c'est toujours l'importance de la signification du sujet traité qui, pour elle, prédomine.

On en apprend davantage sur la pratique du théâtre. La fille de Michael Redgrave a joué, à la scène, du John Osborne, du Shakespeare, du Tchekhov, travaillé avec des metteurs en scène qu'elle apprécie : Tony Richardson (qui fut son mari et le père de ses deux fils, Tyrone Guthrie, Peter Hall, mais le but de cette autobiographie, c'est clair, passées les pages sur l'enfance et l'adoles-

cence, est d'affirmer les choix politiques qui ont dirigé sa vie. Quitte à gâcher un peu son rôle de mariage avec Richardson, les liaisons avec Franco Nero et Timothy Dalton, ne le relèguent au second plan.

Après avoir navigué dans toutes les eaux de la représentation, Vanessa Redgrave est devenue trotzkyste dans les années 70. Avec une conviction si personnelle qu'on hésite à parler de fanatisme lorsqu'on relève des considérations affirmées sur les «complots permanents» du capitalisme et du sionisme, en Europe et ailleurs. En politique, cette femme a la foi du charbonnier. Ce sont toujours les mêmes ennemis qu'elle poursuit, les mêmes amis qu'elle soutient. Mine de renseignements sur son parcours, cette autobiographie est la façon qu'elle a d'ouvrir son cœur, sans se soucier des émotions du commun. On l'aurait cru vulnérable.

J. S.

Une autobiographie, de Vanessa Redgrave, éd. Robert Laffont, 382 p., 126 F.

Diagnostic réservé

Une adaptation trop fidèle de «la Peste»

LA PESTE
de Luis Puenzo

Il n'y a pas de scandale, si seulement. Pas de trahison, si seulement. Aucun besoin, pour s'en assurer, si ce n'est par plaisir ou par habitude, de relire la Peste d'Albert Camus, livre économe et urgent, où moins, beaucoup moins que l'action, s'impose la morale, la demande la pensée, parfois resserrée à l'extrême en des phrases étonnantes.

S'il y avait un moyen de réussir un (bon) film d'après la Peste de Camus, où l'épidémie n'est qu'un prétexte pour «le malheur», c'est l'enseignement des hommes, c'est l'humanité. Camus, si peut-être, n'est pas la peste. Luis Puenzo, cinéaste argentin qui a pas usurpé l'estime de Camus en 1983 par son *Historia oficial*, (trente-cinq récompenses internationales, dont l'Oscar du film étranger) et, trois ans plus tard, les rétroscènes étonnantes d'*Old Gringo*, son premier psychodrame, de l'Écrivain Américain (avec Gregory Peck et Jane Fonda), a senti tout le contraire.

La peste de Puenzo

Il a tricoté un lourd linéaire de fidélité piteuse (si l'on accepte le changement de sexe de Rambert), c'est pris les pieds dedans, et de ce grand texte, une illusion non sans espérance, a fait un gros film bournois, balourd et, surtout, péché plus mortel que la peste, ennuyeux.

Un carton indique «Oran années 90». On fait, dans le film, l'histoire d'Oran, terminée, rouillée, vaguement moderne. On se sent un peu plus à l'aise, mais l'atmosphère est intemporelle. On se sent un peu plus à l'aise, mais l'atmosphère est intemporelle. On se sent un peu plus à l'aise, mais l'atmosphère est intemporelle.

On se sent un peu plus à l'aise, mais l'atmosphère est intemporelle. On se sent un peu plus à l'aise, mais l'atmosphère est intemporelle. On se sent un peu plus à l'aise, mais l'atmosphère est intemporelle.

Tous ses interprètes, comme dans une ruelle, forment ce qu'on a coutume d'appeler des scènes. Chacun joue pour soi, avec une gêne tangible, une pénible indifférence aux autres. William Hurt (Rieux) dans la concentration ostentatoire, Jean-Marc Barr (Tarrou), le sourire plus blanc que blanc, et son innocence vaine qui fait de lui un héros involontaire, les autres, Robert Duvall, Raul Julia, comme à guisa.

Ce qui attriste le plus, c'est le sort réservé à Sandrine Bonnaire (Martine Rambert). Perdée, dans la langue qu'elle parle (un anglais de Paris), dans le rôle qu'elle joue (un reporter néo-CNN), elle erre, crispée et absente. De temps en temps, elle offre un sourire qui n'est qu'elle. Comme un arc-en-ciel, comme une éclaircie. Un final inespéré, au milieu de la nuit.

DANIEL HEYMANN

Catherine Camus la pudeur en héritage

Depuis sa parution en 1947, la Peste a attiré les gens de cinéma (Albert Camus lui-même avait écrit un début d'adaptation). La productrice David Putnam, réalisateurs Costa Gavras, Peter Weir, Roland Joffé, André Konchinski, s'y seraient intéressés. «Elle m'a tiré de moi, j'ai eu envie de voir la Peste au cinéma», se souvient Catherine Camus, qui vit avec son jeune mari, Jean, un héritage littéraire de son père.

Un jeune inconnu, John Papper, réussira cependant à la convaincre. Mi-américain, mi-italien, John Papper a découvert l'écriture à l'âge de seize ans grâce à son professeur de français, s'est identifié au Meursault de l'étranger. Dès 1986, il songe à porter la Peste à l'écran, frappé par la ressemblance entre la jeunesse de l'époque de Camus et celle des années 80. «Les trois premiers pages du livre décrivent une société où on ne travaille que pour l'argent, où les vieux sont mis à l'écart, où les gens refusent de se poser des questions sur eux-mêmes», fait-il remarquer. Chez Gellman, on l'accueille avec ironie. «Vous aussi, vous voulez faire la Peste à cause du sida. Pas du tout, répond-il. A cause du malheur de la société d'aujourd'hui.

La précaution Visconti

Première épreuve franchie avec succès : il est présenté à Catherine Camus, qui lui accorde une option, et se met à l'écriture. La première adaptation d'un texte de son père, l'étranger, filmé par Luchino Visconti, ne lui avait pas donné satisfaction. «La première version du scénario avait été refusée par mon père : il faisait de Meursault un raciste, qui poursuivait même l'Arabe au travail, contresens absolu. Par la suite, l'Arabe a dû se mettre à crier à l'œuvre. Trop...

J'attends d'un cinéaste uniquement un respect de l'esprit de l'œuvre. Mais qu'il y apporte sa propre expérience, ses propres pensées, ce n'est pas son problème. Ce qui m'intéresse, c'est la Peste. A l'époque de la peste, il avait connu le Docteur Rieux (William Hurt), des Grand (Robert Duvall), des Cottard (Raul Julia). La transformation de Raymond Rambert en Martine Rambert (Sandrine Bonnaire) ? «On m'a expliqué pour faire la Peste, j'ai fait un personnage de Rambert est sans doute celui qui se prêtait le mieux à cette transposition.

Catherine Camus met un point d'honneur à limiter de son intervention, à ne pas se laisser aller à l'émotion. «Je ne suis pas gardienne du temple ; l'œuvre de mon père n'est pas un temple, c'est un être vivant, qui tire sa force de ce qu'elle inspire aux autres. Comme l'écriture, j'ai une idée sur son œuvre, mais elle ne veut que pour moi. Etant la fille de l'auteur, je m'oblige à plus de réserve...» dit-elle, près de cette maison du midi de la France où elle a vécu. «C'est elle qui avait acheté avec le prix Nobel.

Réservée quant à la Peste en valeur de l'œuvre de Camus, elle ne prendra jamais le téléphone pour appeler un producteur ou un metteur en scène et lui proposer une adaptation. Ça n'aurait pas été une exception, pour Ingmar Bergman. «Dans une récente interview, il regrette d'avoir jamais fait la Peste. C'est curieux, j'ai toujours pensé à lui. Pourquoi ne lui écrit-elle pas ? «Je me sens totalement incapable de dire : «Bonjour, je suis la fille d'Albert Camus.»

HENRI BÉHAR

Départementales

UN FÊTE SANS HISTOIRES
de Philippe Harel

Dans une histoire «sans histoires», il y a plein de petites histoires qui se la particularité sympathique de ce film jamais tourner comme on l'attendrait. Philippe Harel, scénariste-réalisateur-interprète principal et sa co-scénariste-interprète tout aussi principale, Dodine Henry, mettent un point d'honneur à bifurquer vers les situations-clichés dont est fait leur film.

Récit, donc, du départ d'une jeune femme de son village dans une voiture DS 21 (modèle des années 1970) pour aller travailler aux usines Renault. Elle est accompagnée par son père, un homme en goguette. La pimpante Claudine et Henri vêtus de drap noir et de mélancolie sont rai-

trappés par le démon de la vidéo squattés par une jeune fille rurale (d'excellente composition malgré les rousses qui lui administrent un coquin), tiraillés par différents rêves de mariage qui sont autant de petites histoires.

Un film sans histoires va ainsi sur un chemin désinvolte, traîne parfois en retard et parfois emprunte de jolis raccourcis. L'union des vacanciers plantés dans leur champ, le film semble un petit peu tombé par inadvertance sur les écrans, tant il est composé de cet embourgeoisement commercial (avec la prime time comme horizon) ou de ce bagage culturel qui sont devenus les indispensables pour aller aux salles. Libre de ton, de construction et même de dialogue (à 05, à quoi ça ressemble?), il a la chance de la conséquence d'une fleur sauvage poussée au bord d'une départementale.

JEAN-MICHEL FRODON

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5855

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. À la base du bûche. - II. Vague active. - III. En long et en large. - IV. Manière de faire l'enfant. - V. Ne pas se mouiller. Préférence. - VI. Ne pas plus rire. Sur le chemin de la vie. - VII. On y travaille à la fin. Curiosité tourmentée. - VIII. Seront dépouillés ou tard. - IX. On ne peut pas d'attrait. - X. Remue dans un élément. - XI. Une manifestation folle. Fruit, ou imbécile. - XII. Une bobine. - XIII. Limites de l'art.

VERTICALEMENT
1. Faisait la foire. - 2. Avec lui, on ne peut pas se passer. - 3. Participe. Le régime de Vichy. Provoque un légitime mécontentement. - 4. L'homme penseur (épète). Font bien du mal quand ils sont trop. - 5. Éclaircie. - 6. Fillet d'eau. Épargne parfois la mais couvre souvent le ton. - 7. Ne s'écrit pas droit au but. Symbole. - 8. Déplacées. À l'étranger. - 9. Eau d'été.

Solution du problème n° 5854

HORIZONTALEMENT
I. Penteur. - II. Laboureur. - III. E.O. - IV. Isberg. - V. Eh ! Ru. - VI. L'homme. - VII. Ennu. - VIII. Triage. Co. - IX. Ua. - X. Dentistes. - XI. Ee. - XII. S.

VERTICALEMENT
1. Pente. Ennu. - 2. Ua. Chemin. - 3. Ennu. - 4. Nô. - 5. Tuteur. - 6. Sais. - 7. Ee. - 8. Ee. - 9. Ru. - 10. S.

GUY BROUTY

GRACE A NRJ, MONTEZ SUR SCENE ET DANSEZ AVEC MICHAEL JACKSON

LORS DE SON CONCERT PARISIEN LE 13 SEPTEMBRE A L'HIPPODROME DE PARIS VINCENNES.



Alors, si vous avez entre 8 et 12 ans, Michael Jackson recherche 20 filles et garçons, 2 danseuses et danseurs classiques de 7 à 12 ans et un enfant sachant parler avec les signes. Envoyez vite avant !

à 30, 40 rue C.V. à Paris 13, 99, Avenue d'Iena 75116 Paris, pour participer à la fondation MICHAEL JACKSON «GUERRA LE MONDE» et être sur scène aux côtés de la star.

HENRI BÉHAR

DES LIVRES

Une esthétique du malaise

Pour dire un monde qui vacille sur ses bases, Jean Echenoz soumet la littérature à un séisme. Avec une infinie légèreté.

NOUS TROIS
de Jean Echenoz
Minuit, 220 p., 78 F.

Il n'y a plus rien. Les dieux sont tombés sur la tête, les vieilles certitudes se sont effondrées avec fracas et celles qu'on nous présente comme nouvelles ne sont que d'anciens cadavres maquillés. Voilà notre époque, incertaine même de son incertitude. Les écrivains depuis longtemps cela, dans l'étonnement, dans la fureur, dans la dénonciation ou dans le désespoir. Mais, le disant, ils se raccrochent encore à une certitude, celle d'une écriture encore assez sûre d'elle-même et de ses pouvoirs pour dominer l'océan du doute, mettre de l'ordre dans le chaos général et donner un sens, fût-il ambigu, au désordre des idées et des histoires.

Jean Echenoz s'attaque à cette dernière poche de résistance, à ce dernier noyau d'illusion, à ce dernier pieux mensonge. Avec lui, l'écriture perd ses facultés de dramatiser, d'émouvoir, de convaincre, d'influencer même de manière souterraine et retorse. D'où le sentiment qu'à la lecture de *Nous trois* de flotter à la surface du livre, dans un état à la fois délicieux et nauséux d'apesanteur. Rien ne pèse en effet ici, rien n'est grave, au double sens, moral et physique du terme. Le travail de l'écriture, chez Echenoz, ne consiste pas à doubler la réalité, par les mots ou au contraire à la nier : l'opposition classique entre le roman depuis Flaubert, — mais à établir la réalité et le livre une distance que l'écrivain s'ingénie à faire varier, selon des rythmes imprévisibles et aléatoires. Une rouille et un langage qui donneront le mal de mer aux lecteurs les mieux aguerris et les plus intrépides.

Cette esthétique du trouble, du malaise, du dérèglement systématique de toutes les bases, Echenoz l'avait mise en œuvre dès son premier roman, *Le Voleur* (1983), et développé avec une maîtrise et une maîtrise et une maîtrise, dans ces variations sur des thèmes romanesques que furent *Cherchez (1983)*, *Quelques malaises (1986)*, et *Lac (1989)*. Avec *Nous trois*, sous des dehors de nouveauté et de nouveauté, elle prend des allures plus manifestes, plus affirmées — ce qui n'est pas sans



Jean Echenoz : partout le vertige.

paradoxe pour une littérature qui se méfie de l'affirmation, comme de la négation.

Affirmation d'abord des capacités de l'écriture à tout exprimer : l'écrivain à qui l'on aurait pu reprocher de prendre par facilité des images trop pittoresques — une aventure policière, un thème d'espionnage, un scénario exotique — a choisi ici, non sans malignité, de jouer sur toute la gamme des espaces. Cela va du sable qu'une bourrasque soulève au sud du Maroc saharien et qui, *faisant frémir au passage le litane des Being*, va poudrer Paris et, notamment, l'impasso du Maroc où réside le héros de l'histoire, jus-

qu'au voyage dans l'espace qu'accomplit ledit héros, en compagnie d'un des narrateurs. Entre-temps, dans ce monde qui vacille sur ses bases, nous aurons assisté à un séisme de terre qui déferle à Marseille.

Du microscopique au macroscopique

De *Lac* à *Nous trois*, nous sommes passés du microscopique au macroscopique. Sans trouver davantage de stabilité et de certitude dans un infini que dans l'autre ; partout le vertige. Mais si l'écriture possède effectivement des pouvoirs descriptifs illimités, si les

écrivains doués peuvent ce qu'on nommera « morceaux de bravoure » — la scène de l'incendie d'une Mercedes sur l'autoroute du soleil en est un — la littérature impressionnante et irrésistiblement drôle, — tout cela est sans pouvoir efficace sur les esprits de notre époque. Ce ne sont que des images ajoutées à d'autres images, des spectacles ajoutés à d'autres spectacles : une manière de s'éloigner du monde et de la réalité.

Il y a dans *Nous trois* une mise en évidence, tranquille, souriante, mais d'autant plus précise, de ce qu'on a nommé « société du spectacle ». Les

roman — le héros, la femme et l'autre — vivent des aventures extraordinaires. Ils sont pris dans le tremblement de terre et dans le raz-de-marée qui détruit Marseille, ils participent à un jeu spatial, mais tout se passe comme si cela arrivait à d'autres, comme si les spectateurs de leur propre histoire, comme si, dans un monde tellement regardé qu'il n'est plus que d'images, tout, y compris sa propre vie, y compris ce qui nous d'émotion, de sentiments, de désirs, de pensée, n'était plus que représentations, mollement rythmées par les pulsions de l'instant, sans mémoire et sans projet.

Chez Echenoz, on cherche à donner un sens à quelque chose, mais à travers l'angle de vue, la focalisation adéquate qui permettront à l'œuvre d'être, un instant, spectaculaire, d'occuper le devant de la scène, le bruissement des conversations, quelques minutes de journal télévisé, avant de retomber définitivement dans l'indifférence et dans l'oubli. Encore ? Peut-être, mais plus beaucoup : *« Les gens sur le trottoir d'en face s'alignent et viennent avec leurs idées, leur petit sac à main, une fleur au-dessus de leur tête, à l'heure du rythme de leurs pas »*.

Pour dire ce monde sans mémoire et sans conviction avec quelque chance de justice, il ne faut rien d'employer les grandes phrases définitives. Il faut savoir en scène l'écriture, varier à l'infini les éclairages et les couleurs, surprendre et déstabiliser par des imprévus, surtout, demeurer léger, léger... Echenoz confirme ici ses dons de virtuose de la langue, de slalomeur surdoué de la conjonction, de jongleur un peu libre de la grammaire. Il fait tant et tant dans le jeu stylistique, dans la farce rhétorique pince-sans-rire, dans le *scenic railway* narratif qu'on peut prendre *Nous trois* pour ce qu'il n'est pas : un superbe divertissement. Mais Echenoz, malin comme il est, a sans doute inscrit l'éventualité de ce contresens dans la trame dérobante, déstabilisante de *Nous trois* dont le titre peut aussi se lire : l'auteur, le livre et le lecteur.

Florence Lepage

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Sortir de l'enfance

Dans la grande marée de septembre, il est rafraîchissant de découvrir quelques jeunes anguilles frétilantes. En voici deux : Isabelle Jarry et Guillaume La Touze. La première a écrit une fable élégante et rusée autour du mensonge. Le second prend habilement la relève d'un roman à la fois réaliste et poétique, dans la lignée de Queneau et de Vian.

Page 14

HISTOIRES LITTÉRAIRES

de François Bott

Quel temps faisait-il ?

Au retour des vacances, ce qui occupe les conversations, c'est le temps qu'il a fait à Houlgate, La Rochelle ou Plans. Mais il y a grandes vacances dont parle Henri Colet dans *Contre l'oubli* furent assez particulières. Il s'agissait des années 1939-1944. Sombre période que Colet, qui entretenait un sentiment très tendre pour la France, a voulu mal. « Sortons de ce monde », disait-il. Et respirez », disait-il.

Page 14

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

La Russie et sa littérature

Il y a quatre, ou cinq, un Italien et un Français, à l'heure lancée par une monumentale entreprise : une *Histoire de la littérature russe*, dont le quatrième tome paraît ces jours-ci, trois autres étant à venir. Georges Nivat, l'un des quatre concepteurs, nous donne les lignes directrices de cet ensemble monumental.

Page 14

La rentrée littéraire

Sur fond de crise

Moins de romans, moins de premiers romans : la déprime économique n'épargne pas les maisons d'édition. Restent tout de même 190 nouveaux titres...

Qui n'aurait envie de dire « Vive la crise » ? La production romanesque française de l'année 1990 (année record) a passé de 250 à 200 titres en 1991. La réduction de la quantité n'est cependant pas nécessairement le signe d'un « recentrage » sur la qualité. Beaucoup de romans sont encore publiés pour des raisons n'ayant que des rapports avec la littérature.

Le nombre des premiers romans (trente-sept) a lui aussi en baisse, ce qu'il n'y a pas lieu de déplorer. Trop de premiers romans sont publiés pour rien, pour « voir ». Trop peu d'éditeurs considèrent la publication d'un premier roman comme un engagement, un pari sur un auteur que l'on soutiendra même s'il met du temps à trouver un public.

Ce qui est désolant, en revanche, c'est l'absence, en cette rentrée, de certaines maisons d'édition, qui ont cessé leurs activités : entre autres Ramsay,

Régine Deforges, Bernard Bantigny, Le Livre de Poche, sont au stade d'un nouveau directeur éditorial. Elisabeth Gille, qui dirigeait Julliard, fait sa rentrée chez Rivages et Jean-Claude Simoen, qui avait créé Le Pré aux Clercs, voilà près de dix ans, avec Pierre Belfond, rejoint Plon comme éditeur associé.

Il serait trop long de dérouler la liste exhaustive des 190 titres qui s'annoncent. Mais il est parfois plaisant à savoir, avant d'entrer en librairie, qui on attend et qui on souhaite éviter. Alors, à tout seigneur tout honneur (et un brin de déshonneur parfois) : voyons ce que Gallimard réserve aux lecteurs de « Blanche ». Un nouveau Modiano, *Un cirque passe*, un Michel Mohrt, *On liquide et on s'en va*, un quatrième Marie Nimier, *L'Hypnotisme à la portée de tous*, le troisième roman du talentueux *André Fautou* Chamoiseau, *Texaco*, le deuxième de

Nina Bouraoui (prix du Livre Inter pour le premier, *Le Voyage Interdit*), *Poing mort*, et quatre premiers romans, ce qui est un signe de vitalité.

On déplorera tout de même que la rentrée romanesque de Gallimard soit entachée par la publication du roman « illustré » d'Alexandre Jardin — très cher à fabriquer (1) — *Le Petit Sauvage*, parsemé de calligrammes hors de propos, de jeux de mots et de phrases redondantes et banales. Même pour « arrondir » les fins de mois, l'éditeur de littérature française le plus prestigieux de ce siècle peut-il admettre dans sa fameuse collection « Blanche » ce genre de produit ? La question devrait se poser à lui. Il y a, certes, toujours eu, depuis quatre-vingts ans qu'elle existe, des livres discutables dans cette collection, mais c'est normal (Alexandre Jardin lui-même y a été publié) et a obtenu le prix Femina.

Mais la même prétentieuse *Petit Sauvage*, « livre-clip » se pro-

posant pour un roman « expérimental » exhibant un grossier mépris pour le « grand public », passe la mesure. Alexandre Jardin ne fait croire à des lecteurs supposés incultes qu'il court sur les traces d'Apollinaire, de Raymond Queneau (le mélange des styles et des niveaux de langue), d'Henri Michaux et de quelques autres, publiés sous le label NRF. Ce n'est pas seulement une faute de goût, c'est injurieux pour eux.

Françoise Verny, qui a en la main l'idée d'inventer « l'essai », l'a quittée depuis avec l'élégance qu'on imagine, contrôlant tout de même mieux la marchandise qu'il mettait sur le marché (chez Gallimard, puis chez Flammarion).

Josyane Savigneau
Lire la suite page 16

(1) Alexandre Jardin a « payé » de sa poche le surcoût de fabrication de ce « document », qu'il aurait passé trois ans à écrire (voir le *Figaro* du 21 août).

LUIS SEPÚLVEDA

Le Vieux qui lisait des romans d'amour

Un livre miracle.
(A. Rollin, *Le Canard enchaîné*)

Tout simplement un roman « épatant » rempli d'images luxuriantes.
(M. Polac, *L'Événement du Jeudi*)

Un chant d'amour adressé au dernier lieu où la terre est encore sa virginité.
(M. Gazier, *Télérama*)

Éditions Métailié

Diffusion Seuil

132 p., 75 F.

L'HOMME DE LA PASSERELLE

d'Isabelle Jarry.

Le Seuil, 187 p., 88 F.

COMME TU AS CHANGÉ

de Guillaume Le Touze.

Editions de l'Olivier, 155 p., 95 F.

Où dire jamais à quel point pour combien de raisons les premiers romans sont nécessaires. D'abord, ils permettent à l'auteur d'entreprendre son deuxième roman, le plus difficile à écrire comme l'en aura averti son éditeur. Ensuite, ils entreprennent chez le dernier une petite perte d'argent salutaire, une modeste saignée dont il se reconnaît : c'est là sa justification, sa lumière d'artiste, sa dévotion, sa qui d'encore noble dans ce rude métier. Parler de l'écriture, c'est se donner que l'on évoquera à la rentrée d'une autre année, pour ne pas flamber des arguments d'un coup, l'une d'entre elles, que, dans la grande vente des publications de septembre à octobre, à l'époque où l'on remonte dans les quantités de poissons, les romans, interchangeables et méroüs futes, il est rafraîchissant de découvrir quelques jeunes anguilles frétilantes.

Isabelle Jarry, au tout début de la trentaine, écrit la première personne une histoire qui n'a pas pu lui arriver. Elle est qui perturbera sans doute les beaux esprits que la mystère simple et multiple du « je » en littérature laisse perplexes. Nous y reviendrons. Son héroïne, elle-même, on la comprend vite, mais ce n'est pas de cela qu'elle veut nous entretenir. Elle se souvient, elle se souvient de sa jeunesse dans les romans. Sa son enfance : « Quand j'étais petite, j'avais un TOC. Je me souviens que j'avais un problème de rangement [...] une obsession de rangement, de celles que certains médecins considèrent comme une vraie maladie. Ce n'est pas que j'ai appelé un TOC, pour trouble obsessionnel compulsif. On rit toujours des gens qui ont une obsession ou un tic. Mais un TOC c'est très différent, personne n'en rit, parce que personne ne le sait. »

Un jour ses parents ont absolument tous les objets bien rangés dans sa chambre, sans qu'elle puisse en déplacer un. Elle est guérie. Mais il lui arrive autre chose, par la voie des airs. Alors qu'elle habite en Bourgogne un préleur, elle voit passer entre le clocher et le beffroi, matin et soir, un homme sur une passerelle, léger comme un papillon et qui la salue. Comme la fausse liaison qu'elle a, par ailleurs, avec un architecte parisien, incapable de se lever le pas ni rien de plus, lui pèse, elle finit par l'homme de la passerelle se risquer vers elle. Il la trouve dans un fauteuil, là d'où elle l'observe chaque jour, et elle lui dit, par étourderie, qu'en fait elle ne bouge pas et pour une raison : elle est paralysée.

C'est dans ce roman que se trouve le très subtil roman d'Isabelle Jarry, de des menteurs, qu'il faut distinguer des dissimulateurs. Les menteurs cherchent à cacher la vérité, par nécessité, mais les premiers sont poussés par une sorte d'impérieux qui les fait s'embarquer à bord d'un mensonge.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Guillaume Le Touze : adroite et audace.

Sortir de l'enfance

toires [...] C'est en cela que le mensonge du menteur est impénétrable, car il n'a pas de fondement. Ainsi, l'architecte lui ment et elle ne sait jamais pourquoi. Pas plus que l'homme de la passerelle, qui cherche dans la chapelle un trésor caché, ne connaît la santé de la jeune fille. Mais l'élégance et la ruse de cette fable, écrite sur un monde limpide et presque classique, ont de montrer, sans en tirer trop de morale, par quelle logique impitoyable nos mensonges finissent toujours par devenir notre vérité.

Sur un tout autre ton, un roman de vingt-quatre ans, Guillaume Le Touze, donne un portrait au couteau de ses jeunes années, au de celles de son héros Paul (voir, plus haut, les vieux beaux esprits). Ce qui est tout de suite, c'est l'écriture de la voix, la clarté et la gouaille du narrateur, qui doit avoir une

quinze ou seize ans et se trouve embarqué à l'arrière d'une 4L, coincé entre la plante des pieds et les fesses, route pour les vacances en Espagne. A l'avant, il y a, bien sûr, la mère, Elane, forte femme qui mène la famille. A la place du mort, le père, Félix, dit Nougat, brave alcoolique prêt à la blague (« Son regard est humide d'amour retenu. Ses yeux sont soulignés d'un petit cerne rose qui ressemble à un vieux chagrin dont la cause serait éventée. Ses pattes d'oie sont tendues comme les boyaux d'une raquette de tennis. Il me fait un clin d'oeil qui signifie : Tu vois, fiston, c'est comme ça qu'il faut faire avec les femmes. »). Il fait chaud sur la route, on chante en chœur Caramels, bonbons et chocolats, de Dalida, le poids lourds empestent et le moteur chauffe. La villa espagnole louée d'avance à l'été s'appelle Chimène, c'est un taudis sinistre. Certes, il y a la plage, mais le Paul fait la fête d'un groupe de jeunes gens espagnols des deux sexes, très sympathiques. Mais Maman veille.

Le soir, au restaurant, un couple s'assoit à la table voisine, un grand Jean-Pierre, professeur de gym, et sa Mariette, blonde dépressive. Entre Français, on se parle, bien sûr, au loin du pays. Et voilà que l'irréprochable Maman drague le Jean-Pierre, laissant plan Nougat et Chouchou, autre nom de Paul. Sans compter Mariette, morte, qui a fait à moitié écraser sur la route. Le lendemain, Nougat a disparu et Paul quitte sa douce mère pour aller à la recherche du pitoyable père.

L'ADRESSE de ce très jeune romancier est grande, son audace aussi. Après une première partie en Espagne, toute en caricatures, où l'on est entre tendresse et cruauté, entre les affreux et les touchants, un trait du style de Reiser, une retouche à la Tati, le roman bascule dans une fuite picaresque où Paul rencontre toutes sortes de gens en remontant vers Paris en auto-stop, y compris un très vilain monsieur à la hauteur de Dijon. Avec une bonne santé inhérente, il s'en remet et continue sa route jusqu'à Paris, rue Meslay. Pour retrouver son père, il n'a aucun indice particulier, aucun tuyau, juste une méthode intuitive et impitoyable : il fait tous les bistrots des grandes artères. Et finalement, boulevard Saint-Germain, à l'enseigne de Chez Félix, il découvre un jeune homme, bien rasé, le ballon de rouge en main. Il s'approche de la Seine, sur un pont : « Sans rien dire, nous nous mettons en garde et nous plongeons dans l'eau. C'est un jeu de garçons. Mon père a gagné, il a atteint une péniche. Vite, nous sautons sous le pont pour nous échapper. Quand la péniche passe sous le pont, je fixe l'œil de mon père. Tout au fond, derrière la petite tache jaune, brille une pépite d'argent. C'est une étoile filante qui est morte il y a très très longtemps. Quand nous nous relèverons, elle sera passée. »

Guillaume Le Touze n'est pas un météore. Il est tout à fait moderne et parfaitement fiable, agréable au premier coup d'oeil. Sa place est déjà faite ici, il ne dérange pas par une nouveauté romanesque, mais séduit par une façon très habile de prendre le relais d'un roman à la fois réaliste et poétique, à la fois grand-père sans Queneau ou Vian, la griffe en plus. Pas loin du premier Jean Vautrin (Billy-Ze-Klot), mais du Vautrin allégé, moins noir. C'est encore avec le cinéma de Jean Eustache que la filiation s'établit le mieux, en attendant la suite des œuvres de Le Touze, on ne voit pas de meilleur compliment à lui faire.

CONTRE L'OUBLI

d'Henri Calet.

Préface de Pascal Pia.

Ghasset.

coll. « Les cahiers rouges », 224 p., 51 F.

La météorologie est une passion française, comme le football, le mode, la désobéissance et la nuit du commerce. Au retour des vacances, ce qui occupe les conversations, c'est le temps qu'il a fait à Touquet, à Houlgate, à La Rochelle, à Argelès, à La Clotat ou à Piana. On entre dans l'automne et l'on reprend les chemins de l'hiver en se plaignant ou en se réjouissant de la couleur que revêtiront les arbres d'été... Mais ces grandes conversations dont parle Henri Calet dans *Contre l'oubli* furent assez particulières et semblèrent vouloir s'éterniser. Il s'agissait, en effet, des années 1939-1944. Fait prisonnier en juin 1940, l'auteur du *Contre l'oubli* avait à s'évader. Absent de Paris pendant cinq ans, il fut soulagé de voir se terminer cette époque où l'histoire de France avait subi les avanies d'une météo désastreuse...

Il revenait de la Drôme. Il avait séjourné dans ce département, avec une nostalgie d'été. « Durant des années, je m'appelaient, à l'été 7, à l'été 8, boulevard. On s'y rendait le soir, comme à la promenade, pour regarder passer les véhicules et les hommes qui traversaient le nord. Le nord, c'était Paris, notre maison, notre avenir. » Et Calet songeait à ces rendez-vous manqués avec la tour Eiffel... Mise à la retraite par l'autoroute du Sud, le RN 7 fait partie, maintenant, des « sunset boulevards ». Elle connaît l'amertume d'être démodée. N'empêche, elle a porté beaucoup d'espérances et de chimères. Pour Calet, ce n'étaient pas les chimères du départ, mais celles du retour. « Je me pressais, disait-il, Paris m'attend. » Avant guerre, il n'avait jamais franchi la porte

d'Orléans ni celle d'Italie sans éprouver déjà mille regrets. En 1904, il eut, toute sa vie, un amour de jeunesse pour sa ville natale. Je ne puis dire un sentiment qui ignore la fatigue et qui soupçonne même pas qu'elle puisse un jour le rapetisser. Calet a exercé des métiers fort divers : celui d'huissier, journaliste d'imprimerie, employé de statistique, professeur de français, journaliste... Il a même fait de la statistique, ce qu'il détestait. Les chagrins d'amour du quatorzième arrondissement ? Ou peut-être les coups de foudre de la place Maubert ? La tromperie du curriculum vitae que rédigeaient les employeurs, c'est qu'il ne négligeait rien. Car le vrai métier de Calet, en dehors de la littérature, c'est de flâner dans Paris. D'ailleurs, écrire et flâner, c'est pour lui la même chose. Mais allez trouver un emploi avec cela...

Sensible aux moeurs qui caractérisent la géographie parisienne, il se promenait dans les quartiers. Car vous n'avez, bien sûr, un air différent selon que vous traversez le seizième ou le dixième arrondissement. La fameuse ligne des climats s'applique rue Lepic, boulevard Voltaire ou place Denfert-Rochereau comme dans les îles du Pacifique sud ou sur les bords de la Baïque. « Il nous venait presque des pensées distinguées », disait Calet lorsqu'il déambulait avenue du Bois... Depuis Clément Marot, la promenade parisienne est un de nos genres littéraires. Charles Nodier, Honoré de Balzac, Charles Baudelaire, Léon-Paul Fargue, Louis Aragon, Léo

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Quel temps faisait-il ?



Henri Calet

Malet, Antoine Blondin furent, tour à tour, les champions de France de cette discipline. Calet figure au palmarès. Il a bien illustré le genre. Il avait l'entraînement, la verve et le regard qu'il fallait.

Après son retour dans Paris de la Libération, le journaliste de la *Belle Lurette* fit quelque temps du journalisme et donna des articles à diverses publications, parmi lesquelles *Combat*, que dirigeait alors Pascal Pia. Réunis dans *Contre l'oubli*, ces articles sont naturellement des chroniques parisiennes. Calet dépeint les semaines et les mois qui suivirent l'euphorie du mois

d'août 1944. « Il paraît que nous cinglons l'avenir », écrivait-il, ajoutant qu'« entendre parler de l'avenir, c'est autre, c'est entre-tient le moral ». Il se rendit à l'hôtel des revenantes, rue Guynemer, pour rencontrer Annick Marcelle. Annick avait mené des activités clandestines à Locminé, près de Pontivy, dans le grenier de ses parents. Quel temps avait-il fait dans le *Marquise* ? Annick était torturée, la jeune fille avait refusé de parler, mais elle pesait 29 kilos quand elle fut libérée. « Elle avait battu les records : celui du poids et du courage. » A Poitiers,

Marmelade avait fondé l'Express Swing Club avec d'autres jeunes gens. Même si l'on y dansait, Marmelade n'avait peut-être le valse et le tango, avec l'insouciance que cela suppose, le club dissimulait un groupe de résistance. Arrêtée elle aussi, Marcelle avait été déportée dans un camp. Depuis son retour, elle essayait de se remettre à ses études. « Elle repasse la seconde partie de son bachelot », écrivait Calet. Elle a un grand retard à rattraper. Deux années de perdus d'avion, pendant lesquelles elle n'a rien appris (...). On l'a mise dans une cage, telle une bête méchante (...). Elle a entendu des cadavres pourris. On n'est pas que l'on enseigne généralement aux jeunes filles. Elle en sait trop long maintenant. »

A l'époque, tout le monde ne se préoccupait pas de savoir à quoi rêvaient les jeunes filles des années 40. Certains reparaient de Paul Déroulède, montrant qu'une partie de la France ne guérissait jamais de ses obsessions. « Notre patriotisme », répondait Calet, n'est pas celui de l'auteur des *Marches* de Sorel. Il ne se joue pas au tambour. C'est un sentiment dépouillé de toutes couleurs criardes (...). Le contraire presque du nationalisme et du bellicisme. Un sentiment très tendre pour la France. »

Cet été, de Béziers à Biarritz et de Cherbourg à Villefranche-sur-Mer, on a beaucoup parlé de points devant les compatriotes et l'on a beaucoup souvenu de la rafle du Vél d'Hiv, avant de s'intéresser aux jeux de Barcelone. Beaucoup de jeunes gens ignoraient à quoi servent parfois les vélodromes. Ils

auront appris quelque chose pendant les grandes vacances de 1992. Calet, écrivain des textes « contre l'oubli ». Il en ressentait la nécessité. Il rappelait qu'un vieillard portant les attributs d'un maréchal de France avait écrit : « Les enfants aux tortionnaires ». A la suite de cet article, Calet reçut des lettres anonymes. Encore une fois chez certaines personnes. Elles ne connaissent que cette façon de pratiquer l'art épistolaire. Pauvre M. de Sévigné ! Les chères marquises de notre littérature méritent une autre descendance. Une lecture de *Combat*, qui signait à son nom, M. Dubois, a été envoyée à Calet pour déplorer qu'il n'ait écrit beaucoup trop d'étrangers et de juifs sur le territoire français, malgré la rafle du Vél d'Hiv. Les M. Dubois de ce genre sont nombreux. Vous les retrouverez cet automne. Elles tiendront les mêmes propos. Elles n'auront pas guéri de leur bêtise ni de leur animosité. « Arrêtez ! », dit Calet. Et respirons, disait Calet.

Il rendait l'histoire de France en couleurs quotidiennes, comme M. Dubois, les Annick et les Marcelle. Il avait toujours fait cela. Dans la *Belle Lurette*, son autobiographie romanesque, il avait choisi le 14 juillet comme date de naissance. C'était sa façon d'apprivoiser les jours historiques ou de les « naturaliser », et de leur donner un air intime. Car il détestait la musique militaire. Mais cette date de naissance fictive devint la date réelle de sa mort. Il s'éteignit, en effet, à l'aube du 14 juillet 1956. Il faut croire que les écrivains ont des pressentiments ou des prémonitions... Peut-être Calet espérait-il, en secret, n'être pas entièrement oublié. Mais tout est devenu « hors de prix », disait-il, compris les « niais ». Cela pourrait être le mot de la rentrée.

*Entre Rome et Berlin, l'histoire d'un amour endeuillé.
Une quête exigeante d'Alain Bonfand qui approche « la nature du feu »*

La quête obstinée, recommandée à chaque livre, d'un seul même objet : pour quelques auteurs, la littérature, qui s'accomplit le d'une certaine gravité, semble être Par l'écriture, par mouvement singulier, par le vain qu'elle creuse en soi, cet objet unique autant qu'insaisissable serait toujours et encore chercher, dire, l'in en œuvre.

Il y a plusieurs manières de lire
 la répétition. La plus immédiate
 est de s'en lasser, de demander
 la nouveauté à un prix afin de
 cette manière courte
 mure, au caprice, à la fuite
 le, le caprice, il est désirable
 d'en substituer une autre : l'en-
 teneur, alors, par sympathie, pé-
 netre dans le périmètre dessiné par
 l'émotion de l'écrivain, se fait,
 par amitié, le témoin, le fait
 le participant, le moins quete. La
 sympathie est, par elle-même, un
 mode de participation, une proximité
 à cet objet, qui devient des
 l'un celui d'un p. L'amitié
 n'est pas une complicité : elle
 libre et dans la liberté.

Depuis *Lettres d'août*, qui lui donnait à la fois un visage et des images, Alain Bonfond écrit toujours ■ même histoire. Après un court récit, ■ *Rêve de la guerre*, et un premier roman, *le Malheur* (1), la *Chambre* ■ se constitue comme l'aboutissement formel et intérieur. L'unité de l'objet, la reprise des mêmes thèmes, l'obstination de l'écriture



à cerner un même ordre de sensation et de sentiment au conduisant aulement à l'élucidation de ces titres, au demeurant fort différents les uns des autres. Mais, visiblement, un cycle, ici, roman, à une manière de perfection, - la manière particulière de sa phrase, à l'urgence se fait lancinante, au point de douceur parvient à transcrire la violence, en son langage.

Dans les premiers livres, l'historien cherchait encore, cherchait à former. Dans la *Chambre du cerf*, elle se trouve, prend son essor, se libère (dom le *roman* posait *la* prémissa), avec son propre, son rythme, son architecture, les noms, les lieux, le singulier de la narration se dégage, l'émotion initiale, en un degré exceptionnel, tributaires. Cette exception, l'écriture d'Alain Bonfond — parvenue — ce

Berlin... Pauvres, ordinaires, les circonstances du récit ont le noyau de simplicité auquel Alain a construit, avec une rigueur qui ne laisse rien à l'échauffement d'un style lyrique immaîtrisé, l'émouvante narration de cette détresse, de sa mise à nu. Du premier tremblement de l'émotion à l'art qui le restitue, il n'y a pas seulement le savoir-faire, l'intelligence combinatoire de l'écrivain. Il y a aussi la trame, l'épaisseur de l'existence qui le laisse que le lecteur peut y prendre.

Pour Alain Lamont, écrire est, manifestement, la *déclaration* adéquate et nécessaire – vitale même, si l'on s'oppose à tout *absolu* – au caprice – de deux autres verbes, ordinaires, pauvres mais aussi : vivre et aimer. Aux formes mouvantes de la présence, aux figures et aux images que le premier de ces verbes appelle et contient, le second vient ajouter le visage d'un être et de la présence. Écrire est alors ce geste qui prend en charge les images et leur fuite, qui cherche, dans la violence du désir et le chagrin de l'absence, les motifs d'une présence évanouie, de l'abandon, de l'oubli, de la mort enfin. Ce geste,

une phrase d'Ingeborg **Balthazar** (dans *Malina*) nous en tend l'explication : « Avec *ma main brûlée, j'écris sur la **lettre du feu*** ». « Je connais *la légende du cerf* », *signe du malheur*, quand il *entre dans la ville*, la forêt *est en feu*, l'incendie *est* *des portes de la ville* », écrit Alain **Bouillat** comme un écho. La *lettre* de son roman a les *couleurs* et l'urgence *du* *feu* incendie.

(1) **Tout à La Différence.**

Landru sur le divan

**NEUTRALITÉ
MALVEILLANTE**
■ Jean-Pierre Gattégno.
■ Calmann-Lévy,
237 p., 92 F.

Tel qu'il les décrit ici, les milieux psychanalytiques de leurs patients sont fidèles à la morale : on ne s'y livre qu'à des figures connues et parfois jusqu'à ce que les plus troubles d'eux-mêmes en arrivent à la conclusion qu'il est peut-être plus facile de venir à bout de son psychanalyste que de se thérapeutiser. En outre, quel intransigeant moral de Freud quand il juge que les jeunes femmes qui se livrent à l'analyse sont comme hypnotisées par les paroles de l'analyste !

Le même sujet avait inspiré Phil Jackson pour son film *Analysis* (stupéfiamment traduit par *Sang chaud* pour raisons de sang-froid), avec clin d'œil à *Vertigo* du vieux Alfred, qui jouait du rôle d'un psychiatre, fumeux et inculte, même subjugué par des forces bien redoutables qu'un bon de pir-

On a reproché aux grands prêtres de l'inconséquence de manipuler leurs patients. L'heure de la médecine est venue. Ne se rendrait-on plus chez l'analyste sans l'espoir d'un meilleur mieux-être, sans avec le consentir de la Médecine, se de l'amener à conclure, comme le médecin des lieux dit par Gergéno se reconvenir à l'œuvre du crime : « Mais que j'avais ma pouvoir guérir les autres ! Les guérir de toutes les maladies ! Qu'ils m'ont dit ! Et les autres médecins : « J'ai vu tous ces plus ridicules qu'un homme qui veut se faire guérir »

Roland

■ Parfois, je ris tout seul », avoue Jean-Paul Dubois. Un roman et un recueil de chroniques le prouvent : il s'y entend pour faire partager cette *humour*

UNE ANNÉE SOUS SILENCE
de Jean-Paul Dubois.
Robert Laffont, 200 p., 88 F.

**PARFOIS,
JE RIS
TOUT SEUL**
Chroniques
de Jean-Paul Dubois.
Robert Laffont, 140 p., 72 F.

Ni Charles ni Thomas, qui sont peut-être ses fils, pas plus que Zeïsev, psychiatre, ou le très bibliqueux abt Winogradov, ne peuvent convaincre Paul Miller de prononcer un mot. Pas davantage les deux femmes qui, plus que ses maîtresses, furent ses objets à jouir. Ayant atteint un âge disgracieux, un âge de transition entre l'arrogance et la maturité et la résignation courtoise du «*vieil âge*» - et celui des bilans pour faire le point, - Miller s'est réfugié dans le silence après le suicide de sa femme.

Un suicide des plus particuliers, dont l'écho discret nous parviendra, pour une répercussion probable mais pas certaine, aux dernières pages d'un roman où les événements s'enchevêtrent sans jamais avoir l'air d'être porteurs de l'importance qu'ils ont. Giguène, ne dédaignant pas une espèce de trompe-l'œil qui mettrait en creux ce qui en fait le relief, *Les années sous silence*, le roman de Jean-Paul Dubois, impose habilement à ses lecteurs une interrogation : ne peuvent-ils pas les personnages qui gravitent autour du suicidé, Quattend Miller de ce silence? Simulateur ou pris à son piège? Quéteur ignorant l'objet de la quête?...

On ne dévoile pas l'essentiel en disant : c'est là le mutisme d'une déroute. Pour l'illustrer, le romancier multiplie les séquences

où le sexe tient une place majeure en s'égaillant et s'égayant dans le blasphème jubilatoire. Cette réclusion, aussi triste que désespérante, c'est avec un humour de **Barthes** que Jean-Paul Dubois nous la fait partager.

Et en ~~MARIE ANTOINETTE~~ le soin de conclure, ce qui n'est ~~pas~~ nouveau chez lui. Il indique la route et, au carrefour, à nous d'orienter le ~~per-~~
~~sonnage~~. De cela aussi, il rit peut-être. Comme ~~marx~~ les textes ~~de Marx~~. Parfois, je ris tout seul.

où le silence a ■ part, instantanés au 500^e de seconde, qui sont tantôt les chroniques d'un Chamidour personnel, tantôt des contes inspirés par le rêve ou la réalité.

Dans tous les cas – échange de lettres éditeur-auteur, le parfum et les femmes, le destin, des moches ou la honte des miséreux – l'ironie est maîtresse et, comme du roman, l'écriture « capotante ». Car c'est bien là le signe distinctif de cet écrivain, un style qui capte l'attention, l'interrompt, « fixe ». Le charme, quoi. Qu'il nous fasse entendre les silences (au lieu) de son Miller ou qu'il nous invite au rire de « ses » vases ou « ses » mots – plus simples pour les visions les plus quotidiennes – deviennent « fil », qu'on reçoit « un vrai bonheur de lecture ».

Pierre-Michel Leclercq
 □ La saison littéraire au Mans -
 Nancy, avec « Le livre sur la
 place », le 17 au 20 septembre,
 qui inaugure la saison des foires
 des salons du livre en province.
 Viendront ensuite : Bordeaux
 (8-11 octobre); Le Mans
 (10-11 octobre); Saint-Etienne
 (16-18 octobre); Brive
 (6-8 novembre). Quant à « La
 fleur de lire », elle se tiendra les
 17 et 18 octobre. Hors des fronti-
 ères, la grande fête de Francfort
 aura lieu du 30 septembre au
 5 octobre.

□ **Entre** ■ — Les vers tirés ■
Contrerimes (poème LXX) ■
 Paul-Jean Toulet, à la fin de
 « l'entretien imaginaire » de
 Pierre-Robert Leclercq (« le
 Monde » fin livres » (14 août)
 ■ ■ ■ ■ ■ cifiés d'une manière fau-
 tive. Voici la bonne version :
 « La vie ■ plus vaine ■
 image ■
 Que l'ombre sur le mur.
 Pourquoi l'héroglyphe obscur
 Qu' y trace ton passage
 M'enchante... »

PRÉLABLE SUR LA PERLE
 ■ Jean-Pierre Le Goff.
 ■ la SFEP ■ juillet-août
 (pp. 126 à 196), 85F.

Trop souvent les revues littéraires ne proposent, de numéro en numéro, que des interventions répétitives comme si leur but était de balayer le terrain plutôt que d'ouvrir le champ. Le *PLP*, institution pourtant vénérable, s'élève magnifiquement en se refusant d'être un réducteur une place centrale. Le Jean-Pierre Le Goff, qui est l'un des plus grands magiciens littéraires de ce temps,

Vald donc un message. Un message qui arriva un matin, par voie postale, avec la rosée. Voilà un arpenteur de signes absurdes. Il a la main verticale, la pensée abrupte, la poésie pareille au grand murmure du vide. Roi des éphémères, il laisse peu de traces mais des fêtes très riches, des festins qui brûlent tout autour d'intensité et de pureté.

à petit titre que *Remparts de Brouage* (Orbe) et un *Journal* neiges (Le 1^{er} d'ère), ne que que jalous le 1^{er}. C'est le ton qui ne s'oublie pas : *Les quisis sont* (Le 1^{er} d'ère) *sur surgit* (Le 1^{er} d'ère) *neige* (Le 1^{er} d'ère) *Et* (Le 1^{er} d'ère) *en effet*, nous Jean-Pierre Le Goff, ponctuellement, *Le 1^{er} d'ère*. Car il com- com- chronomètre, il com- de l'espace, il agit sur l'imaginaire. Rien ne plus précis, le plus méticuleux, le plus repérable que *rendez-vous*. *Le 1^{er} d'ère* place pour le hasard : toute la place pour la l'insolite hasardeuse, que *rendez-vous* l'inconnu, une personne, geste subit, infatigable.

Les **livres** de Jean-Pierre Le Goff sont à lire avec les yeux d'Afrique. Ils portent à l'émerveillement calme, à la méditation ir-
résistible, à un bonheur fragile, secret, intime, comme être de l'univers, d'un coup d'aile, découvrir son âme, un univers en soi : sa parole.

André Velter

JOLIES

FRANÇOIS SIEGEL

L'EUROPE
de
Maastricht

Supra d'un universel et d'un monde d'aujourd'hui

POUR CEUX QUI N'Y
COMPRENNENT RIEN

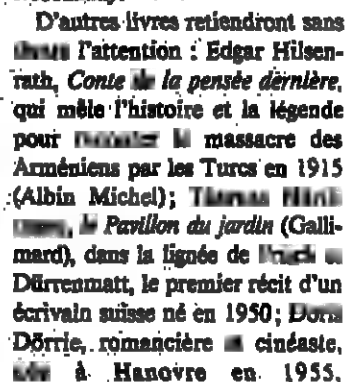
228 p. 85 F

**François
Siegel**
**L'EUROPE
DE
MAASTRICHT**

Noyés sous les textes, les documents officiels, à court d'exemples concrets, il nous est de plus en plus difficile d'y voir clair. Le livre de François Siéglé, adressé à ceux, nombreux, « qui n'y comprennent rien », permet d'entrer dans ce nouveau monde, à peine sorti de la guerre, du communisme, et de saisir l'avenir qui nous dessine et nous fait peur.



De Kawabata à Mao Dun



Sur fond de crise

Les bons conseils d'André Gide

P. K.

LE MONDE DES LIVRES
LA RENTRÉE LITTÉRAIRE

Feu l'URSS...

Documents

L'Homme de mes rêves, suivi de **Pour l'honneur** (La Découverte); Herbert Rosenzweig, les **Saints d'or** (Fayard); l'Autrichien Gert Jonke, **L'École du virtuose** (Verdier); Ricarda Huch, morte en 1947 et saluée par Thomas Mann, le **Dernier été** (Viviane Hamy); Nicolaus Sombart, **Une jeunesse berlinoise** (Quai Voltaire); Hans Christoph Buch, **Amiral Zombie ou le retour de Christophe Colomb** (la promesse).

Largement exploités les années passées, le vivier littéraire italien semble avoir été moins sollicité par les éditeurs. Quelques auteurs marquants cependant, et peut-être des découvertes à faire: Pietro Citati, **Goethe** (l'Arpeur, octobre); Paolo Barberio, **L'Unità** (Verdier); Roberto Pazzi, **L'Évangile de Judas** (Grasset, octobre); Luisa Adorno, **La Dernière Province** (Julliard, octobre); Luigi Pintor, **Servant** (La Découverte, octobre); Alberto Olivo, **Ratatouille**, autobiographie d'un xuricorde d'abus de 1983 (Verdier); enfin, deux romans de Lalla Romano, **la Phénix** et **Une jeunesse inventée** (La Différence).

Le Portugal, dont les écrivains modernes les plus importants sont à présent, au moins partiellement, connus en France, bénéficie toujours d'un certain engouement: de José Maria Eça de Queiroz, le grand romancier prolifique du dix-neuvième siècle, **la Religieuse** (Arléa); et pour les auteurs actuels: Almeida Faria, romancier dont la tétralogie des **Jours de la passion** avait paru chez le même éditeur, **le Conquistador** (Belfond); Antonio Lobo Antunes, **la Forêt des damnés** (Bourgois); José Carlos Faria, six contes fantastiques, **la République des corbeaux** (Gallimard, octobre); Maria Judite Carvalho, **le Temps de grâce** (La Différence, octobre).

Le grand frère ibérique, l'Espagne, est également assez bien représenté, avec le prolifique Manuel Vazquez Montalban, **le Labyrinthe grec**, nouvelle enquête de Pepe Carvalho (Bourgois, octobre). Et également: José María Guelbenzu,

Rivière de lune (Seuil, octobre); Miguel Delibes, les **Saints innocents** (Verdier); et Soledad Puerto, avec deux livres, **l'Indifférence d'Éva** (Complexe) et **Le mal** (Denoël).

Puis au sud, la Grèce est un espace littéraire encore insuffisamment défriché: Aris Fakinis, **la Citadelle de la mémoire** (Fayard, octobre); Yorgos Ioannidis, **le Sarcophage** (Climats); Costas Hadziaryris, **le Peintre et le pirate** (Griot); Petros Abatzoglou, **Monts et merveilles** (Nolli Blandin); Nikos Gavril, **le Jeune Homme, ma mort et la résurrection**, et Thanasia Valtinos, **Bleu nuit presque noir**, les deux chez Hachette.

Avant de quitter l'Europe, remontons vers le nord. Traduit du suédois, Jacques Wernup, **Mort d'un pornographe** (Climats), et du danois, Kirsten Thorup, romancière née en 1942, **Baby** (Castor Astral, octobre).

De l'Israélien David Shahar, signons les **Nuits de lumière** (François Bourin, octobre). De leur côté, les éditions Actes Sud publient, en octobre, le premier roman traduit (de l'arabe) d'une romancière libanaise vivant à Londres, Hanane el-Chikh, **Femme de sable et de myrte**.

Pour le continent asiatique, la moisson reste assez riche. Japon: Naïf Kafi, **Une histoire singulière à l'est du fleuve** (Gallimard, octobre); Haruki Murakami, **le Fin des temps** (Seuil); Tautou Mizukami, **le Temple des dieux sauvages** (Picquier); et un écrivain d'Émir Yamada, **Regards amoureux** (Picquier).

Corée: Yi Mun-yol, **le Poète** (Actes Sud); chez le même éditeur, **le Poète**, une nuit d'un bleu profond (octobre); Song-Dong Kim, **Mandara** (Picquier).

Chine: Wu Tchi-Eng-En, **le Singe pèlerin**, un classique du XVe siècle (Fayard); Li Ang, **la Femme du bouddha**; et Huang Fan, **le Dieu au ciel de la charité**, tous les deux chez Flammarion, en octobre; enfin, du grand écrivain Mao Dun, mort en 1981, **l'Éclipse** (Belles-Lettres).

P. K.

Après les bouleversements de la perestroïka et la désagrégation du « bloc » communiste de l'URSS elle-même, l'heure aux bilans, aux rétrospectives, à la découverte presque d'un monde nouveau - qui n'en a pas fini, d'ailleurs, de se transformer. A l'université des sciences humaines, quatre ouvrages conçus dans une perspective: **un État du monde 1992**, **annuaire économique et géopolitique mondial**, avec sa version **l'État du monde junior** pour les 11-14 ans, **l'Économie mondiale**, édition 1991 (septembre), préparé par le Centre d'études prospectives et d'information internationale (CEPII), et enfin, **l'État de l'Europe** (octobre), rédigé sous la direction de François Féron et Arnette Thoraval. A signaler également un **Atlas du monde** (octobre), une édition mise à jour de l'Atlas stratégique, de Gérard Chaland et Jean-Pierre Ragueau (Complexe, août 1992), et un **Atlas mondial**, économie, politique, société, première édition française de **The Economist Atlas**, version adaptée sous la direction de Mario-François Durand (Fondation nationale des sciences politiques, octobre).

L'après-communisme, à l'ordre du jour avec les **Annuaire communiste**, de François Thoen (Critérion, septembre), **Les du monde**, de Stéphen J. Bertoin (J. Bertoin, septembre), **Questions venues de l'Est**, marxisme, foi chrétienne, utopie (éd. Ouvrières, septembre), sous la direction de Denis-Constant Maréchal (Complexe, octobre),

Constance Colonna-Cesari (La Découverte, septembre). Plus spécifiquement consacrés à l'URSS, on attend avec intérêt le **Naufnage de Gorbachev**, de l'ancien conseiller du promoteur de la perestroïka Andreï Gratchev (Le Rocher, novembre), ainsi que **Victoire russe**, d'Hélène Carrère d'Encausse (Fayard, septembre), mais aussi **Moscou contre Moscou**, de Virginie Coulloudon (Laila, octobre). Les souvenirs de l'ancienne RDA sont, d'autre part, évoqués avec l'**Empire des mouchards**, dossiers de la Stasi, de Luc Rosenzweig et Yacine Le Forester (J. Bertoin, octobre) (1).

Autre zone privilégiée, le monde islamique et ses voisins, dont traitent une série d'ouvrages, parmi lesquels on retiendra notamment **Echec de l'islam politique**, d'Olivier Roy (Le Seuil, octobre), **les Arabes et l'histoire**, de Claude Lévi-Strauss (Albin Michel, octobre), **Islam et Palestine**, territoires sans frontières, de Daniel Amson (PUF, octobre), **D'Arabie et d'Islam**, de Jamel Eddine Bencheikh et André Miquel (Odile Jacob, septembre), **les Nations du Prophète**, de Xavier Planhol (Fayard, octobre), 1915-1925, la **Libération du Japon**, de Jacques Oriol, de Nadine Heflinger (Complexe, octobre).

Sur d'autres continents, on signale **l'Amérique mercenaire**, d'Alain Joxe (Stock, octobre), **Guerres et paix en Amérique centrale**, d'Alain Riquelme (Le Seuil, octobre), **Sarimbé**, une autre voie pour l'Afrique, de Jean-Marie Kaliche (Critérion, septembre), **Sorité**, de l'anthropologue, sous la direction de Denis-Constant Maréchal (Complexe, octobre),

l'Inde, un million de révoltes, V.S. Naipaul (Plon, août), **Nipoul**, le superpouvoir, William Horsley et Roger Buckley (Le Monde Éditions, septembre), **Il n'y a pas de modèle japonais**, de Sylvaine Trinh (Odile Jacob, octobre), sans oublier **Mon passé eskimo**, de Georg Quappes (Gallimard, octobre).

Les souvenirs des derniers évènements évoqués par plusieurs témoignages sur l'univers concentré: **Si tu t'en sors**, Auschwitz 1944-1945, de Nadine Heflinger (La Découverte, octobre), **les Beaux Jours de ma jeunesse**, d'Alain Novac (Baland, septembre), **l'Autre**, de Denise Dufournier (Julliard, octobre). Sur la même époque: **Ma guerre dans la Gestapo**, d'Henri Nallet (Albin Michel, septembre) et, certainement, le **Dictionnaire historique des fascismes**, de Serge Bernstein et Pierre Milza (Complexe, octobre).

Politique, justice, presse...

Plusieurs ouvrages de guerre nous livrent, d'autre part, leurs témoignages biographiques: Pierre Maitron, **Après** (Albin Michel, septembre), **la Maison des morts**, dans ses **Mémoires** (Plon, septembre), d'autres personnalités du passé, comme Michel Jobert (avec Jean-Louis Remilleux), **Puisqu'il faut tout dire** (Albin Michel, octobre), Edgar Rieu dans **l'Insomnie** (Baland, septembre).

Plusieurs auteurs s'intéressent de leur côté au souvenir de Pierre Maitron: Jean Daniel, **l'Épave** (Laffont, octobre), **le Citoyen** (Laffont, octobre), **le Seuil**, **le Seuil**, Francis Delabarre et Richard Darigues dans l'album **Pierre Mendès France, la passion de la vérité** (Plon, septembre), Marie-Claire Mendès France, dans **l'Esprit de liberté** (La Renaissance, septembre). A noter, par ailleurs, **Guy Mollet, le mal aimé**, de Denis Lefebvre (Plon, octobre) et **le Juan Carlos de José Luis de Villalonga** (Fizot, octobre).

Plusieurs auteurs de la société française contemporaine sont traités dans une série d'ouvrages, à commencer par **l'Homme après Mitterrand**, de Jean-Marie Colombani (Flammarion). Pleins feux, d'autre part, sur la justice: **les Juges**, de nos collaborateurs Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann (Fayard, septembre), **Justice maudite**, d'Henri Nallet (Plon, octobre) et **le Juge**, d'Avocat, de Simone Mozzes et Paul Lombard (Laffont, septembre), mais aussi **l'Affaire Chénier**, à croquer mort en prison, de Daniel Karlin et Tony Laine (Le Seuil, septembre). La presse incite également à la réflexion dans **la Part d'ombre**, également d'un de nos collaborateurs, Edwy Plenel (Stock, septembre), le **Sermon de Théophraste**, d'Albert Du Roy, ou sollicite la mémoire dans **les Hommes de Pierre Lacroix**, de Robert Soule (Grasset, septembre) ou **Haras**, de 1835 à nos jours, le pouvoir, l'argent, l'information, d'Antoine Lefebvre (Grasset, octobre) et, même chapitre, **Journaux intimes**, les **tragi-comiques de la France**, de François Mitterrand, et François Berger (Laffont, octobre).

On ne saurait enfin passer sous silence plusieurs livres touchant aux sujets sensibles de l'immigration - **En attendant les Barbares**, de Guy Sorman (Fayard, septembre) ou **Mépris**, de Philippe Franchini (J. Bertoin, novembre), - de la drogue - **l'État-cocaïne, science et politique**, de Zorka Domic (PUF, septembre), **A qui profite la cocaïne**, de Mylène Sauloy et Yves Le Bonniec (Calmann-Lévy, septembre), - ou encore de la médecine - **Éric, santé, le scandale**, de Marc Dem (Le Rocher, septembre), **médecins sous risques**, Sylvie Chemin (Laffont, octobre).

Alain Jacob



Philosophie

Le jeu des anniversaires

Peut-être pensiez-vous que l'an 1992 avait fait son plein de commémorations. Les cinq cents ans de la découverte de l'Amérique, ceux de l'expulsion des Juifs d'Espagne, le bicentenaire de la République, ce n'est déjà pas mal. Bref, il vous manquait encore au moins quatre anniversaires, que les **Annuaire communiste** ne vont pas tarder à vous rappeler.

D'abord celui de Montaigne. Sa mort, chez lui, à Montaigne, le 13 septembre 1992, aura dans quelques jours quatre ans. A l'occasion paraissent deux biographies, **Michel de Montaigne**, de Madeleine Lazard (Fayard) et la réédition de **la Vie de Montaigne**, de Jean Prévost (Zulma), plusieurs essais, dont un **Montaigne**, de Jacques Chabanel (Michel Lafont), **Montaigne et la mélancolie**, de M. A. Scorschi (PUF), et le **Journal de voyage de Michel de Montaigne**, édité et présenté par François Rigolot (PUF).

L'année même où mourait Montaigne, naissait à Champagnac, loin de Digne, Pierre Gassendi. Ce philosophe qui s'inspire d'Épicure, critique Aristote, relative les savoirs d'un point de vue nominaliste, et sceptique, parut à ses contemporains d'une stature comparable à celle de Descartes ou de Newton. Quatre cents bougies feront sortir de l'ombre une œuvre longtemps négligée. **Le Corpus des œuvres philosophiques en langue française** publie **l'Abbrégé de la philosophie de Gassendi**, de François Bernier. Cet abrégé n'a pas moins de sept volumes (Fayard, octobre).

Gassendi avait tout juste cinquante ans quand mourut Galilée. Nous célébrerons la mort de ce cinquantenaire, la mort de Galilée Galilei avec attention et ferveur. Avec quelque retard aussi: c'est, en effet, le 9 janvier 1642 qu'il s'éteignit. Ne saisissez pas ce mauvais prétexte pour esquiver la lecture de cinq volumes. Deux œuvres de Galilée: le récit de 1610 de ses observations astronomiques, rédigé en latin sous le titre **Sidereus nuncius**, qui devient en français le **Message des étoiles** (Seuil) ou bien le **Message céleste** (Les Belles-Lettres, octobre) et son ouvrage majeur de 1632, **Dialogue sur les deux grands systèmes**

du monde (Seuil). Deux livres sur Galilée: la traduction de **la Révolution galiléenne**, de William Shea, et la réédition de **Galilée**, de Ludovico Geymonat (les deux chez Seuil).

Enfin vous pourriez, exactement le 2 octobre, songer au centenaire de la mort d'Ernest Renan, dont plusieurs ouvrages ont été réédités ces derniers mois. Philippe Barret lui consacre un ouvrage vif et pénétrant, **Ernest Renan. Tout est possible**, chez Seuil (François Bourin).

Manie arithmétique

Finalement, le jeu des anniversaires possède des règles simples. Avantage: on est assuré de gagner. Inconvénient: on ignore quoi. Un ensemble d'actualité? Un prétexte à publications? Mythe. Pour en savoir plus, étudions l'étude de William Johnston, l'auteur de **l'Esprit viennais**, sur **le culte des anniversaires dans la culture contemporaine**, sous-titré explicitement **un livre malheureusement intitulé Post-modernisme et bimillénaire** (PUF).

Cette manie arithmétique n'ayant pas encore tout envahi, il subsiste de grands auteurs que l'on traduit, réédite ou commente sans autre cérémonie. Parmi les classiques, on découvre les **Œuvres philosophiques** de Pic de la Mirandole (PUF, décembre), le premier volume des **Œuvres complètes** de Giordano Bruno (les Belles-Lettres). On pourra lire ou relire celles de Malraux, dont un second tome paraît dans **la Vie de Malraux** (Gallimard), ou encore goûter **l'Alchimie**, de George Berkeley (PUF), sans oublier **De la liberté**, de la **liberté**, tome XI des **Œuvres de Leibniz** (Vrin, octobre), ni une nouvelle édition des **Pensées** de Pascal, restituées sous la forme de **Discours sur la religion** par Emmanuel Martinou (Fayard-Armand Colin, octobre). De son côté, Maurice Ruben Hayoun publie un essai biographique sur **Maimonide** (Fayard).

L'intérêt pour les pensées de l'Antiquité ne dément pas. En témoignent **l'annonce** de deux ouvrages, l'un de Jacqueline de Romilly, **Pourquoi la Grèce?**, consacré aux sources de notre culture (de Fallois), l'autre de Pierre Hadot, **la Citadelle in-**

rière, centré sur la pensée de Marc-Aurèle (Fayard, novembre), ainsi que la traduction de **la Vie de Plotin**, de Porphyre (Vrin) et que le tome III de **la Sagesse** de Sergio Colli (l'Éclat). La pensée contemporaine continue à fournir un continent de titres, et de pleins. **Fourier ou l'art des passages**, d'Urias Azantès (l'Armanian, octobre), deux ouvrages sur Nietzsche, l'un de Sarah Kofman, **Explosion**, l'autre de **Ecce Homo** (Gallilée, octobre), l'autre d'Angèle Kremer-Marietti, **Nietzsche et la rhétorique** (PUF, décembre). A la traduction du **Discours à la nation allemande**, de Fichte (Imprimerie nationale) s'ajoute une nouvelle traduction de **Schmitt, Aristote et la philosophie** (PUF, novembre) de **Regei, Carl Schmitt. Le politique sans spéculation et positivité**, de Jean-François Kervega (PUF, novembre). L'intérêt pour les intellectuels français n'est pas démenti par **l'État du monde** (J. Bertoin, septembre), **Questions venues de l'Est**, marxisme, foi chrétienne, utopie (éd. Ouvrières, septembre), sous la direction de Denis-Constant Maréchal (Complexe, octobre),

Bien qu'il soit artificiel de disserter sur des thèmes tels que **la philosophie**, la relation de la philosophie aux sciences voit converger plusieurs publications, telles la traduction des **Lois de la pensée**, de Boole (Vrin, octobre), celle du traité **des idées**, de Husserl, intitulé **la Phénoménologie** (fondement des sciences) (PUF, octobre), de recherches comme **Physique du sens**, de Jean Petitot-Corda (Éditions du CNRS) ou **la philosophie. La physique comme pratique philosophique**, de Michel Paty (PUF, décembre). D'autre part, les questions de **l'art** de l'architecture suscitent aussi des réflexions de Rainer **l'Art** (Gallimard), de Sylviane Agacinski sur **Philosophie et politique de l'architecture** (Gallilée), de Christine Buci-Glucksmann sur **l'Enjeu du beau** (Gallilée, octobre), de Hans-Georg Gadamer, **l'Actualité du beau** (Alinéa). Si la tonalité dominante semble appartenir aux rétrospectives et aux commémorations, quelques auteurs se tournent délibérément vers une réflexion concernant notre présent et son avenir.

C'est le cas, par exemple, de Luc Ferry avec **le Nouvel Ordre écologique** (Grasset), d'Alain Badiou avec **Conditions** (Le Seuil, octobre), de Michel Gauchet avec **l'Inconscient collectif** (Seuil), de Jean Baudrillard, **l'Illusion de la fin**, ou la grève des événements (Gallilée, octobre) ou de Pierre-Jean Labarrière avec **Utopie logique** (l'Armanian, octobre), de Jacques Testart, **le Dérèglement du gène** (François Bourin).

Enfin, pour respecter toutes les règles du jeu, cette rentrée n'omet pas une belle brochure de signatures renommées: Gilles Deleuze publie **l'Épistémologie**, à la suite de **Quadrant**, de Samuel Beckett (Mimimi); Jean-Toussaint Desanti livre **les Réflexions sur le temps** sous forme de **Variations philosophiques** (Grasset, octobre); François Dagognet élabore une **Philosophie de la propriété**. **L'Avant** (PUF); Jacques Derrida regroupe des entretiens parus dans la presse sous le titre **Points de suspension** (Gallilée, octobre); Claude Hagège s'interroge sur **le Souffle de la langue** (Odile Jacob).

Chez les sociologues, Georges Balandier publie **le Pouvoir sur scène** (Baland), Pierre Bourdieu les **Règles de l'art** (Seuil), Alain Touraine une **Critique de la modernité** (Fayard). On annonce, d'autre part, un essai de Régis Debray (Gallimard, novembre) dont le titre n'est pas encore précisé.

Bonne nouvelle enfin pour ceux qu'événait déjà un léger tournoi: le volume III de **l'Encyclopédie philosophique universelle**, dirigé par Jean-François Mattei, sera là en novembre (PUF). Quatre mille six cents pages, neuf mille notices analysent les œuvres philosophiques de quelque cinq mille auteurs. L'époque n'a pas goût seulement pour les anniversaires mais aussi pour les récapitulatifs, les parrains, les dictionnaires, les documentations, les centennaires, même combat.

Roger-Pol Droit

Sur d'autres continents, on signale **l'Amérique mercenaire**, d'Alain Joxe (Stock, octobre), **Guerres et paix en Amérique centrale**, d'Alain Riquelme (Le Seuil, octobre), **Sarimbé**, une autre voie pour l'Afrique, de Jean-Marie Kaliche (Critérion, septembre), **Sorité**, de l'anthropologue, sous la direction de Denis-Constant Maréchal (Complexe, octobre),

Plusieurs auteurs de la société française contemporaine sont traités dans une série d'ouvrages, à commencer par **l'Homme après Mitterrand**, de Jean-Marie Colombani (Flammarion). Pleins feux, d'autre part, sur la justice: **les Juges**, de nos collaborateurs Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann (Fayard, septembre), **Justice maudite**, d'Henri Nallet (Plon, octobre) et **le Juge**, d'Avocat, de Simone Mozzes et Paul Lombard (Laffont, septembre), mais aussi **l'Affaire Chénier**, à croquer mort en prison, de Daniel Karlin et Tony Laine (Le Seuil, septembre). La presse incite également à la réflexion dans **la Part d'ombre**, également d'un de nos collaborateurs, Edwy Plenel (Stock, septembre), le **Sermon de Théophraste**, d'Albert Du Roy, ou sollicite la mémoire dans **les Hommes de Pierre Lacroix**, de Robert Soule (Grasset, septembre) ou **Haras**, de 1835 à nos jours, le pouvoir, l'argent, l'information, d'Antoine Lefebvre (Grasset, octobre) et, même chapitre, **Journaux intimes**, les **tragi-comiques de la France**, de François Mitterrand, et François Berger (Laffont, octobre).

On ne saurait enfin passer sous silence plusieurs livres touchant aux sujets sensibles de l'immigration - **En attendant les Barbares**, de Guy Sorman (Fayard, septembre) ou **Mépris**, de Philippe Franchini (J. Bertoin, novembre), - de la drogue - **l'État-cocaïne, science et politique**, de Zorka Domic (PUF, septembre), **A qui profite la cocaïne**, de Mylène Sauloy et Yves Le Bonniec (Calmann-Lévy, septembre), - ou encore de la médecine - **Éric, santé, le scandale**, de Marc Dem (Le Rocher, septembre), **médecins sous risques**, Sylvie Chemin (Laffont, octobre).

Alain Jacob

La semaine prochaine, « Le Monde » publie la suite de l'inventaire non exhaustif de la rentrée littéraire avec l'histoire. L'histoire littéraire les

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'histoire de la Russie par sa littérature

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE RUSSSE

Tome I : Des origines aux Lumières

Ouvrage dirigé par Efin Etkind, Georges Nivat, Ilya Serman et Vittorio Strada.

Feyard, 896 p., 495 F.

■ Où en sont les travaux ?

Georges Nivat. — Nous préparons les deux tomes sur le XVIII^e siècle consacrés à l'âge d'or, marqué par Pouchkine, et à l'âge du roman, marqué par la venue des grands romanciers qui ont subjugué l'Europe : Gogol, Dostoïevski, Tourgueniev, Tolstoï... Quant au tome VII, le tome transversal qui essaiera de dégager des permanences de la culture russe, comme, par exemple, le rôle des clercs qui ont pris le nom d'« intelligentsia ». C'est un vieux débat de savoir quand a commencé l'intelligentsia ; la nuit n'est apparue qu'après 1860. On peut penser, comme l'historien Max Raëff, que la noblesse russe a été libérée de l'obligation de servir. Mais, après plus l'Etat, elle se met à servir pour elle-même et devient opposition, ce qui donnera le mouvement décembriste. L'« intelligentsia » évidemment intéressante à tirer au clair...

■ Un problème permanent : la notion de « caractère » de la littérature : quel est, en effet, le support de la langue de cette époque ? Le poète Mikhaïl Lomonossov (1711-1765) a une conception des trois styles : le haut style, qui vient du latin d'Eglise, le moyen style, qui vient du grec, et le style bas, qui est un amalgame. Ainsi la littérature médiévale sur laquelle porte une partie de ce premier tome est écrite dans une langue qui n'est pas le russe, soit en slavon pour les homélies ou les traductions de textes théologiques, soit en vieux russe pour les chroniques.

■ Pour le *Dit de l'ost d'Igor*, il y a une polémique, passionnante parce qu'elle touche au problème de l'authenticité de la culture russe. Ce *Dit*, s'il est authentique, est du XII^e siècle, la présente sous un environnement ; on l'a retrouvé dans un seul exemplaire de copie et de plus cette copie a brûlé dans l'incendie de Moscou en 1812, donc on ne peut s'y référer. Le problème de l'authenticité de ce texte s'est posé rapidement. Pouchkine a écrit pour l'authenticité. Ce *Dit* a servi de berceau d'images à la poésie russe du XIX^e siècle. Entre parenthèses, en 1904 les Français qui ont attaqué le *Slovo*, en particulier au début du XX^e siècle, André Mazon qui le tenait pour un faux du XVIII^e siècle et qui s'est fait traiter de tous les noms par la critique savante de l'époque stalinienne et poststalinienne parce qu'on n'avait pas le droit de toucher à « notre Chanson de Roland » !

■ Tous ces aspects de la culture russe posent le problème de la nationalité nationale étant donné qu'il y a eu un schisme à partir du moment où la culture est repartie en Moscovite, Moscovite devenant dans la Russie tsariste la « Russie russe ». Dans quelle mesure la culture de la Kievue ou celle de la Roussie russe ?

■ Naturellement oui, par le biais de l'Eglise. Voilà un des problèmes « verticaux » qui ont été traités dans le VII^e. Un autre sera la géographie de la littérature. Quels sont les berceaux géographiques ? On a remarqué depuis longtemps, par exemple, que la région d'Orel et de Toula, en Russie centrale, a été riche en écrivains.

■ Voilà ce qui sera traité : deux tomes, deux pour le XIX^e siècle, et ce tome VII. Et un index pour l'ensemble.

■ Comment sera traité Pouchkine, dans le prochain tome ?

■ Voilà ce qui sera traité pour le public français il y a le problème insoluble de la traduction. Au fond, la littérature en français, sont un peu banalisées, ce qui fait que le public français n'a jamais vraiment compris pourquoi Pouchkine a une telle place dans la psyché russe. On a imaginé des groupements d'articles : un portrait, un article sur la poésie, un article sur la réception de Pouchkine est un sujet capital : tout ce qui se rapporte à Pouchkine. Lettré ou pas lettré. Cela vient de l'éducation de l'enfant russe. La figure de Pouchkine a évolué ; il y a eu une éclipse au moment des positivistes russes (Pissarev), de l'art pour l'art (avec le poète Fet), puis de l'art pour l'engagement politique complet (avec les populistes), qui ne laissent pas de place pour cette position harmonieuse et équilibrée de Pouchkine. Il sera redécouvert, à quelque sorte, par la redécouverte de l'époque soviétique, puis à l'époque soviétique, de l'anti-absolutisme. Or c'est un authentique libéral, pétri de Benjamin Constant, mais un chanteur de l'empire que de la liberté, de l'empire que de la liberté, de l'empire que de la liberté.

■ En 1937, on a fêté les grands sons de la culture russe... L'émigration en fait sa vraie fête à elle, son « jour de la culture russe ». C'était le jour de la naissance de Pouchkine. Ce qui prouve à quel point le mot en Russie est plus

L'entreprise est considérable. Quatre maîtres d'œuvre, des universitaires choisis parmi les meilleurs spécialistes mondiaux de la Russie, pour cette histoire qui n'a jamais eu aucune langue et dont l'initiative revient aux éditions Einaudi de Turin : deux Russes, Efin Etkind, qui s'est fixé à Paris, et Ilya Serman, du XVIII^e siècle, qui enseigne à l'université de Jérusalem ; un Italien, Vittorio Strada, qui enseigne l'histoire et la littérature russes à l'université de Venise ; un Français, Georges Nivat, qui enseigne à l'université de Genève. Des articles d'un nombre imposant de slavistes appartenant à une quinzaine de pays. Déjà quelques quatre mille pages ont paru en quatre volumes publiés dans le désordre (1).

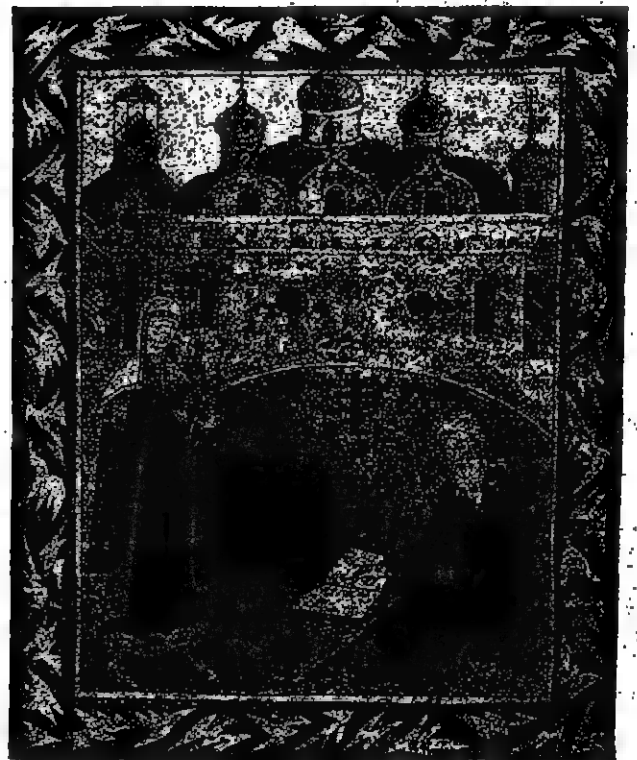
Le volume qui vient de paraître, le premier dans l'ordre chronologique, est consacré, sur une période qui va du XI^e au XVIII^e siècle, aux sources de la littérature russe, religieuse et profane, depuis le *Dit de l'ost d'Igor*, le premier texte poétique connu, qui daterait des XI-XII^e siècles, mais dont l'authenticité est sujette à des discussions qui constituent un véritable fouillis. Un volume savant, destiné à l'« honnête homme » comme on dit, qui fait le lien entre la littérature et l'histoire des idées ainsi qu'avec l'histoire religieuse, et qui éclaire l'écoulement culturel de la Russie par rapport à l'Occi-

dent jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Un « ridé » de fer idéologique dans ce pays où la culture livresque, totalement soumise à l'Eglise orthodoxe, elle-même liée au pouvoir du tsar, dressa des « recommandées » et « utiles » et d'œuvres « nuisibles » pour le lecteur russe...

Immense panorama qui va de la littérature orale à la littérature écrite, dans une série d'articles de spécialistes divers qui reconstituent de l'intérieur l'histoire d'un pays au confluent de trois systèmes culturels : le royaume khazar, l'influence slave et Byzance — et examinent le passé littéraire à la lumière de l'expérience moderne. La Russie médiévale, la Russie de Novgorod, puis l'enfermement de la culture de l'Etat moscovite à la fin du XV^e siècle et au XVI^e, le temps des troubles amenant l'ouverture de la vie littéraire au XVII^e siècle, notamment avec Siméon de Polotsk, que contrebalancent la littérature des vieux-croyants, avant que ne soit surmonté l'isolement. Autant d'auteurs du XVIII^e siècle dont nous connaissons à peine l'existence et à peu près rien des œuvres — Kantémir, Soumarokov, Lomonossov, Radichtchev, Novikov, Derjavin, etc.

Nous avons demandé à Georges Nivat, un des membres de la bande des quatre concepteurs de cette Histoire de la littérature russe, de nous donner les lignes directrices de l'ensemble d'une œuvre ambitieuse et essentielle, qui nous en apprend plus sur l'âme russe que bien des essais.

(1) Déjà paru, le XIX^e siècle en trois tomes : *l'Âge d'argent, la Révolution et les années 20, Gels et dégel*. A paraître, le XIX^e siècle, en deux tomes : *le Temps de Pouchkine, le Temps du roman*, et un dernier volume : *les Temps de la littérature russe*. En tout sept volumes.



Ci-dessus, une miniature du XIX^e siècle. Ci-dessous, une Moscovite lit des vers lors d'un anniversaire de la naissance de Pouchkine.

important qu'ailleurs. On se réfère à lui, on s'accroche à lui, et lorsqu'on demande ce qu'est la russité, on retombe obligatoirement sur lui. A lui tout seul, il remplace la culture de la vie quotidienne et presque la classe moyenne que la Russie n'a jamais eue. Tout cela, il va falloir essayer de le montrer dans ce tome et de montrer aussi la richesse de l'époque de Pouchkine. Ce qui est paradoxal en un sens, parce que ce despotisme de Nicolas I^{er} n'a pas étranglé la culture. Finalement, ce fut l'âge d'or.

■ Pourquoi avoir commencé à l'envers par la période la plus récente ?

■ On a commencé par la période la plus récente du XIX^e siècle parce que c'était évidemment la période où la plus soumise au mensonge, à la censure soviétique, et que les manuels et ouvrages occidentaux, qu'ils le voulaient ou non, étaient sous l'influence de ce mensonge soviétique. Pour la Russie de « littérature soviétique », pour reprendre le mot d'un critique russe Gallimard, qui donnait un panorama extrêmement déformé, déformé. D'un côté, on avait des dissidents, auxquels on n'attribuait l'espace d'une saison ; de l'autre, cette vision utopique de la littérature soviétique, une littérature de l'amitié entre les peuples, de l'homme nouveau qui venait de l'avenir. Il y avait aussi une littérature de l'émigration qui n'était pratiquement pas connue ; par exemple, un livre de Celine Struve, qui n'était pas connu en français, et aussi l'ouvrage de Slonim. L'un de ceux qui à la fois

suivaient de près la littérature soviétique et faisaient le lien avec la littérature de l'émigration. Au fond, c'est lui qui avait eu le premier volume de l'« Union symbolique », à la fin des années 20, à Prague, en France, sa revue, qui s'appelait *Liberté* (*Volia Rossiia*). A la question : « Y a-t-il une littérature russe ? », sa réponse était qu'il n'y en avait qu'une et, pour lui, l'exemple vivant, c'était Marina Tsvetaïeva. C'est symbolique, on a vu qu'elle avait une coloration française, mais tragique, elle l'a prouvé précisément le destin de Marina Tsvetaïeva.

■ Malgré tout, l'unité organique de la littérature émigrée, renouvelée par de nombreux venus, et la littérature de la métropole russe était largement méconnue. C'est une des nouvelles qu'on a voulu enlever à la communication entre ces deux littératures malgré les apparences. Aujourd'hui évidemment, la littérature émigrée est complètement réintégrée en Russie ; mais il y a beaucoup de choses à rééditer. Ce n'est pas un chaos éditorial très grand : Merejkovski, par exemple, est revenu surabondamment, y compris ses textes les plus antisoviétiques ; Zinaïda Hippis aussi, mais avec moins de textes ; on a publié aussi en Russie *Jours maudits* d'Ivan Bouinine, qui avait été réintégré depuis très longtemps dans le patrimoine. Bouinine avait essayé de le faire revenir après la victoire en 1945 ; Bouinine avait hésité, finalement il était resté à Paris. L'édition de son

œuvre s'était faite peu après sa mort avec des choix assez importants. Bouinine était devenu un « classique soviétique » ; quelque sorte, mais évidemment il manquait tout un pan de son œuvre. Il y a aussi des poètes comme Poplavski qui sont maintenant mythiquement réintégré dans la littérature russe.

■ Goumilev...

■ Goumilev, c'est un cas assez étrange en ce sens qu'on ne comprenait pas l'importance de son œuvre qui persistait sous le régime brejnevien alors que ce régime autoritaire autorisait la publication de Marina Tsvetaïeva, par exemple. Emondée, mais autorisée. Mais Goumilev, ça résistait... Peut-être parce qu'on lui en voulait de l'avoir fusillé !

■ Dans une dernière partie, vous mêlez les problèmes historico-culturels, qui semblent intrinsèquement imbriqués à l'évolution de la littérature.

■ Le tome I se termine sur le mythe des révolutions — américaine, française, — leur réentendement sur la Russie, sur des hommes comme Radichtchev ; un article sur la franc-maçonnerie, sur des hommes comme l'historien Karamzine (l'auteur de *l'Histoire de l'Etat russe*), qui est très étudié aujourd'hui et qui annonce Pouchkine. Celui-ci lui a d'ailleurs emprunté l'argument de *Boris Godounov*, cette idée d'un Macbeth russe qui va lui permettre de faire du Shakespeare russe. Avec Karamzine naît l'idée moderne de la Russie et d'un Etat russe. Il a été réédité sous la perestroïka. C'est tout à fait

extraordinaire : ce texte, qui peut paraître vieilli, archaïque, la Russie actuelle avait horriblement besoin puisqu'elle l'a réédité plusieurs fois, en revue même. Quel historien français du XIX^e siècle pourrait aujourd'hui être dans une revue ?... Là, vous avez une œuvre extraordinaire de retrouver ce que nous sommes, nous les Russes. Karamzine est le premier qui répond.

■ La querelle entre les archaïques et les novateurs, au début du XIX^e siècle, est une querelle fondamentale sur l'identité : que sommes-nous ? C'est à l'étranger de voir combien ces querelles de langue sont fondamentales pour l'histoire de l'émigration russe depuis le XVIII^e siècle. C'est le XVIII^e siècle qui naît la littérature moderne, c'est-à-dire sécularisée. Avant, elle est soit d'Eglise, soit anticlérical avec des sortes de fabliaux.

■ C'est Ilya Serman qui est l'architecte de ce tome intitulé *Des origines aux Lumières* ; c'est un spécialiste du XVII^e et du XVIII^e siècle, il était professeur à l'université de Leningrad en même temps qu'Efin Etkind. Ce qui est amusant, c'est que Serman, qui connaît très bien l'histoire de l'Eglise russe, a dans ses articles, une tendance légèrement anticlérical.

■ Pour l'histoire de la Russie médiévale et de la culture russe, l'académicien Dimitri Likhatchev, l'ancêtre est dans la littérature médiévale, et il démontre que c'est de là que vient la grande littérature russe, que vient Dostoïevski. Il y a une poétique interne, très enrichissante, qui est, au fond, toujours sur l'identité nationale : qui sommes-nous ? Au cœur de ce grand débat, vous avez évidemment l'histoire de la « vieille foi », le raskol. Pierre Pascal, dans son livre magnifique sur Avvakoum (1) et les débuts du raskol, avance dans la préface une thèse selon laquelle c'est un peu l'équivalent du jansénisme, voulant ainsi donner une sorte de primat moral à la vieille foi par rapport à l'orthodoxie nikonienne. Il ne suis pas sûr que Pascal ait raison.

■ En quelle langue écrivait Avvakoum ?

■ Dans le tome que nous venons de publier, il y a un article passionnant de José Jéhane sur la langue d'Avvakoum : pose le problème des « russes » des russismes à l'intérieur de cette langue. André Smirnov a également écrit sur l'« imagination cosmique » d'Avvakoum (dans *Une robe dans le ciel*). Au fond, Avvakoum est le premier grand écrivain russe. Il termine le Moyen Age. M^{me} Ploukhanova, qui a écrit l'article, le montre bien : Avvakoum est de la race des prophètes, il voit son itinéraire comme une imitation du Christ, il en subit la Passion, mais en même temps il est le premier écrivain de la modernité. C'est-à-dire qu'il va aller son imagination alors que la littérature vous brida dans des stéréotypes. Avvakoum, dans sa prison de glace à Poustozersk, est en communion avec le cosmos entier. L'imaginaire d'un prisonnier qui, dépassant les circonstances immédiates, est en relation avec le cosmique. Les textes d'Avvakoum sur la nature, sur la Sibérie, sur les poissons, sur les oiseaux, c'est stupéfiant, tellement foisonnant de poésie. Et il y a son extraordinaire passion du martyre. Sublime.

■ Ce texte est également fondamental pour la psyché qu'il pose la question : qu'est-ce que la religion russe ? Est-ce la religion grecque ? On la religion grecque modernisée ? Les symbolistes (Alexandre Blok, André Bédou) ont vu l'esprit de la Russie dans l'attitude des vieux-croyants. Pour eux, la vieille foi était conservée quelque chose de fondamental, alors que la foi orthodoxe traditionnelle, même si elle peut nous paraître figée à nous, essayait de suivre son temps. On peut parler d'une modernisation de la Russie quand, avec l'introduction du grec et du latin à partir de 1632, elle a commencé à l'autre moitié de l'Europe, qu'elle ignorait qu'elle détestait, puisque la latinité c'est l'ennemi.

■ Est-ce que votre dernier volume dans l'ordre chronologique, *Gels et dégel*, écrit avant la chute du communisme, reste valable ?

■ On envisage des suppléments sur ce qui s'est passé dans l'histoire de la littérature en Russie depuis la dernière parution, mais la conclusion du tome *Gels et dégel* me paraît toujours valable. On ne peut pas dire que, depuis deux ans, il ait des renouvellements fondamentaux parce que, simplement, les Russes sont en train de digérer leur présent. Pour l'instant, il n'est pas une grande œuvre qui exprime ce qui s'est passé. Tout ce qu'on peut dire, c'est que, pour l'instant, il n'y a pas eu de « regel » et que le titre reste valable.

(1) L'archiprêtre Avvakoum (1620-1682) fut le premier chef du raskol des vieux-croyants, schismatiques de l'Eglise orthodoxe qui refusèrent les réformes liturgiques introduites par le patriarche Nikon. Banni en Sibérie, il a laissé une autobiographie qui est considérée comme un des premiers chefs-d'œuvre de la littérature russe.

Avec un excédent de 22,6 milliards de francs depuis le début de l'année

Dix ans après

Qu'il semble loin le temps où la France accumulait les déficits... En juillet, nos... l'étranger ont... de... milliards... importations, portant à 22,6... de... l'excédent enregistré depuis le début de l'année. En 1992, les échanges extérieurs de la France seront excédentaires : cela ne s'était jamais vu depuis quatorze ans.

Critiqué pour une politique économique qui n'apporte aucune amélioration de l'emploi et n'assure que de faibles gains de pouvoir d'achat, culpabilisé par... d'intérêt qui découragent... nombreux investissements, le gouvernement... justifier aux yeux... l'opinion publique... les bons... de... extérieur. On le comprend :... quelques... d'un référendum... important pour l'avenir... Communauté européenne, les motifs... ne sont pas si nombreux.

On aurait tort pourtant de sous-estimer l'importance de ces bons résultats sous prétexte qu'ils sont utilisés par le gouvernement à des fins politiques. Il y a dix ans exactement, la gauche avait dû renoncer à son plan de relance parce que les échanges extérieurs se dégradèrent de façon catastrophique. Ce qu'on appelle alors « contraintes extérieures » avait forcé les socialistes à tourner casaque et à réviser complètement leur stratégie économique. Le... en avait été élevé :... blocages des salaires, restrictions budgétaires, impôts et cotisations supplémentaires. Les Français... payés pendant... en termes d'emploi et de niveau... vie l'oubli d'une... simple qu'un ancien... - Pierre Mendès France lui-même - ne... de... : aucun... ne peut... durablement avec des comptes... déséquilibrés.

La... retrouvée de... dans des... trop... pour que l'on... en réjouisse pas. Elle... nos exportations... progresser... rythme de 5 % l'an, ce qui n'est pas si mal dans une conjoncture... Elle explique que notre industrie automobile regagne des parts du... intérieur :... les premiers mois de l'année, les immatriculations des voitures françaises ont progressé de 2,5 % contre un recul de 3 % pour les voitures étrangères. Une... inquiétude majeure :... la bon... du commerce extérieur... juillet s'explique... par la stagnation des achats à l'étranger. Ce qui n'est... le signe d'une reprise économique en France...

ALAIN VERNHOLLES

AGRICULTURE

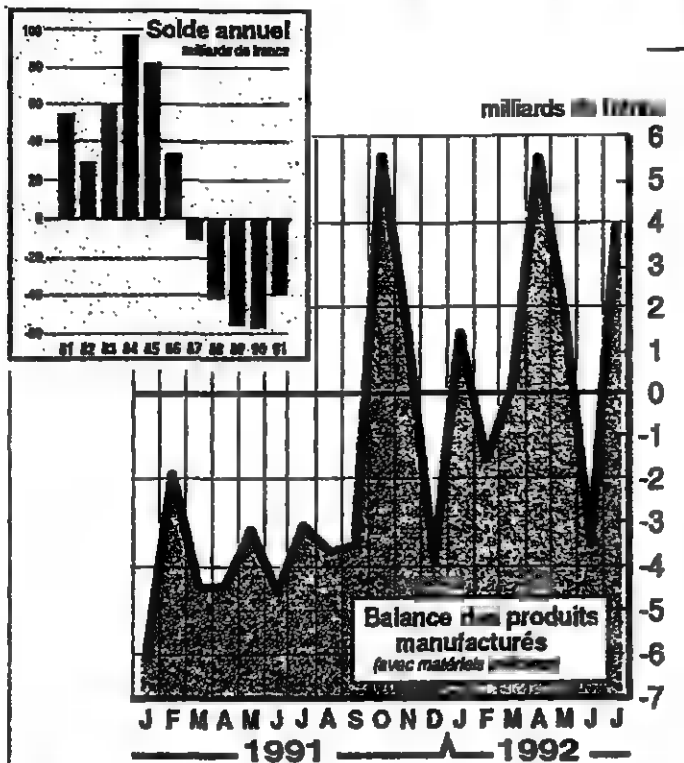
La réforme de la politique agricole commune

La FNSEA décide « de placer le gouvernement sous surveillance »

M. Luc Guyau, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a présenté mercredi 26 août la stratégie syndicale et la principale revendication... et a indiqué que « les agriculteurs... de placer le gouvernement sous surveillance... au cours des prochaines semaines ».

La vigilance de la FNSEA s'exerce à trois niveaux : à Bruxelles, où il faut... à la politique agricole commune ; à niveau international, car les négociations multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) « peuvent... celles... les dangers » ; à niveau national, la FNSEA veille à une... application... mesures « arrachées » au gouvernement le 11 juillet.

Redressement confirmé du commerce extérieur



Après avoir été largement excédentaire pendant des années, la balance des produits manufacturés s'est dégradée rapidement à partir de 1985. Ce retournement a eu pour origine la crise financière qui a touché, au début des années 80, de nombreux pays en... de développement ou d'industrialisation. Avec le... de ces clients traditionnels, la France a vu disparaître beaucoup des grands contrats qui permettaient le surcroît traditionnel de la balance des produits manufacturés. L'impossibilité pour de nombreux pays de rembourser leurs dettes publiques et privées les a conduits à adopter des politiques d'austérité qui ont eu pour premier effet de freiner leurs importations. L'effondrement des prix du brut, fin 1985, a aggravé la situation en privant d'une partie de leurs revenus les pays producteurs de pétrole, les obligeant eux aussi à freiner leurs efforts d'équipement et donc leurs importations. Ces bouleversements ont beaucoup affecté la balance commerciale de la France, qui a dû réorienter une partie de ses échanges vers les pays industrialisés où la concurrence en termes de prix et de qualité est sévère. Cette « reconversion » commence à porter ses fruits.

INDUSTRIE

Durant les trois prochaines années

Les industriels de l'armement prévoient la perte de 130 000 emplois directs et indirects en France

Durant les trois prochaines années, entre 1992 et 1994, la durée d'application de la loi de programmation militaire qui sera présentée à l'automne au Parlement, l'industrie française de l'armement pourrait perdre 50 000 emplois directs et 130 000 emplois indirects. Cette évaluation émane du Conseil des industries de l'armement (CIDEF), réunissant la quasi-totalité des entreprises, civiles ou militaires, qui travaillent pour les armées françaises et l'exportation.

Le président du CIDEF, M. François Le Menestrel, indique dans le dernier numéro de l'Armement, revue officielle de la délégation générale pour l'armement, que son organisation a récemment averti le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, des risques graves de dégradation de l'emploi dans les industries de l'armement, en

France, en raison du défi soit de devoir « arrêter la page », soit d'imaginer l'évolution. « Nos... de défense, écrit M. Le Menestrel, occupent une place importante dans l'économie nationale », avec un chiffre d'affaires de 180 milliards de francs, des... de l'ordre de 450 000 (répartis en 200 000 emplois directs et 250 000 indirects) et avec un solide positif de plusieurs dizaines de milliards de francs. Mais leur balance des échanges extérieurs... représentent l'un des pôles de dynamisme, de progrès technologique et d'équilibre commercial de l'économie française », ajoute M. Le Menestrel.

Vers une domination technologique du Japon

Comme son président, le CIDEF a récemment indiqué au ministre de la Défense que, sur les trois années 1992 à 1994, il prévoit de perdre 130 000 emplois directs et 130 000

emplois indirects. Cette période correspond à la durée d'exécution de la programmation militaire que le gouvernement a approuvée en juillet dernier (Le Monde du 3 juillet) et qu'il s'apprête à soumettre au Parlement à l'automne prochain. Outre une réduction de l'armée de terre, qui passera de 280 000 hommes en 1991 à 225 000 en 1997, ce projet se traduit par la réduction de la durée de la bataille à 375 (au lieu de 450) jours, la réduction du nombre de navires de la marine.

M. Le Menestrel considère, d'autre part, qu'une « hémorragie » équivalente menace l'industrie de la Défense en Europe. Actuellement, ce secteur emploie 1 000 000 personnes. « Compte tenu des budgets actuels, écrit le président du CIDEF, l'industrie européenne de la défense ne pourra maintenir que le tiers de son effectif dans les trois prochaines années, c'est-à-dire un demi-million de personnes sous une forme ou une autre ».

Dans son étude publiée par l'Armement, M. Le Menestrel cite le Japon et les États-Unis. Du premier de ces pays, il écrit que « le budget militaire du Japon se hisse progressivement au deuxième rang du monde dit occidental » et que, dans ces conditions, « le Japon évolue vers la domination par la technologie et les moyens de sécurité ».

A propos des États-Unis, le président du CIDEF observe que, malgré la réduction de son budget militaire, continue le développement de plusieurs avantages, notamment un marché national qui reste le premier dans le monde, un prestige incontesté à l'étranger depuis le... du Golfe, une avance technique « considérable » ou « la promotion de son exportation » la protection de son marché national par ses propres lois politiques.

L'Armement, numéro 24, juillet-août 1992, 24, avenue Prieur-de-la-Côte-d'Or, 92011 Cedex, 85

Les conséquences des turbulences monétaires

La baisse du dollar n'affecterait que modérément l'économie allemande

Jugée exagérée et momentanée par la communauté financière allemande, la baisse du dollar par rapport au mark ne devrait pas affecter durablement l'économie allemande.

FRANCFORT

La baisse du dollar face au mark est « exagérée », a estimé M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank. La majorité de la communauté financière allemande est de son avis. La chute du billet vert se poursuivra peut-être dans l'immédiat, avancent les analystes avec prudence, tant la nervosité est grande. Les plus téméraires évoquent une descente jusqu'à 1,35 DM (deutsche mark) ou 1,35 DM, niveaux qualifiés de « seuils de résistance ». Mais l'unanimité se fait pour dire que le dollar va... quelques mois.

Les résultats de l'élection américaine

A l'appui de leur hypothèse, les économistes se réfèrent aux calculs élaborés selon la fameuse méthode de « parité de pouvoirs d'achat » qui compare des paniers de consommation dans les différents pays pour calculer un taux de change « réel » entre les monnaies. Ces calculs, contestables et contestés, évaluent néanmoins le dollar à 1,65 DM en général (certains vont jusqu'à 2,10 DM). Les cours actuels seraient, de ce point de vue, nettement... de la parité de pouvoir d'achat, et le dollar largement sous-évalué. Les économistes expliquent surtout que les causes de la chute actuelle de la monnaie américaine auront disparu.

La baisse du dollar face au mark est « exagérée », a estimé M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank. La majorité de la communauté financière allemande est de son avis. La chute du billet vert se poursuivra peut-être dans l'immédiat, avancent les analystes avec prudence, tant la nervosité est grande. Les plus téméraires évoquent une descente jusqu'à 1,35 DM (deutsche mark) ou 1,35 DM, niveaux qualifiés de « seuils de résistance ». Mais l'unanimité se fait pour dire que le dollar va... quelques mois.

Les exportateurs inquiets

La Deutsche Bank prévoit, tout compte fait, un dollar à 1,50 DM l'an prochain en moyenne. Le billet vert pourrait amorcer sa remontée en début d'année et la poursuivre pour atteindre 1,60 ou 1,65 DM dans un an.

En attendant, l'économie allemande ne semble pas que... sont affectés par la baisse du dollar. D'abord, l'impact est limité : les échanges avec les États-Unis ne représentent qu'environ 8 % des exportations du pays et 18 % si l'on prend en compte l'ensemble de la zone dollar. Ensuite, et surtout, parce que l'effet « égal » des exportations est contrebalancé par le coût allégé des approvisionnements payés en dollars... le pétrole. Des importations moins chères forcent les entreprises à améliorer leur compétitivité et permettent de freiner l'inflation, problème numéro un de l'économie allemande.

Au total, les effets... l'ém-

portent toutefois, selon M. Rainer Veit, économiste à la DBR (Deutsche Bank Research). Le plus inquiétant, à ses yeux, est la baisse du dollar entraînant celle d'autres monnaies comme la livre ou la lire contribuant à ralentir la reprise dans ces pays qui constituent, eux, de gros débouchés pour les exportations allemandes. Si la chute du dollar devait perdurer, « les... récessionnistes... perceptibles actuellement en Allemagne seraient accentuées », craint M. Hans Tietmeyer. Koel, économiste en chef de la banque Deutsche Bank.

La baisse du dollar touche, comme partout, les secteurs industriels du Japon. Souffrant principalement, les exportateurs de la mécanique... qui... déjà faire face à une contraction... débouchés et à une concurrence étrangère (japonaise notamment) redoublée, de l'automobile, de la métallurgie et, bien entendu, de l'aéronautique, les avions se facturent en dollars.

La baisse du billet vert ne devrait pas... de réaction... comme une accélération des investissements outre-Atlantique pour la raison qu'ils sont rendus moins coûteux. Contrairement aux entreprises françaises qui ont... massivement en Amérique... la fin des années 80, lors de la précédente chute de la monnaie américaine, les firmes allemandes « sont déjà très internationalisées », explique M. Rainer Veit. Surtout, les industriels raisonnent à plus long terme... et ils savent que le dollar va... Ce s'est donc pas déterminant.

La baisse du dollar ne devrait pas non plus avoir l'effet prévu, redoublé par certains, de gonfler la masse monétaire allemande déjà excessive et de forcer la Bundesbank à resserrer encore sa politique monétaire. Dans... dans... viciés semble devoir être exclus... placements en marks s'effectuent en général... bons du Trésor allemand qui, portant une échéance de dix ans, sont exclus des calculs de M3, critère principal surveillé par la Bundesbank.

ÉRIC LE BOUCHER

Pour défendre la couronne

Forte hausse des taux d'intérêt en Suède

STOCKHOLM

de notre correspondant

Après une semaine de nervosité croissante sur le marché des changes qui a affecté la monnaie suédoise et... dévaluation de devises qui a vu fuir quelque 10 milliards de couronnes (9,3 milliards de francs), le gouverneur de la banque centrale, M. Bengt Dénis, a annoncé mercredi 26 août une hausse importante des taux d'intérêt à court terme portés de 13 % à 16 %.

M. Dénis a déclaré que cette hausse ferait revenir les devises et calmerait les esprits en coupant court aux rumeurs de dévaluation : « Il fallait défendre la couronne », a-t-il dit. Cette situation est, selon lui, la conséquence de plusieurs facteurs étrangers mais surtout domestiques, parmi lesquels l'inquiétude financière internationale née notamment du référendum français sur le traité de Maastricht et l'éventualité d'un réajustement imminent des cours des devises au sein du SME.

F. N.

La Suède s'allie à cinq pays de l'Est pour un siège au conseil du FMI. La Suisse a constitué avec cinq pays de l'ancien bloc de l'Est un groupe qui détient 2,8 % des droits de vote au sein du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Cette alliance avec l'Azerbaïdjan, le Kirghizistan, la Pologne, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan devrait permettre à la Suisse de siéger au conseil d'administration du FMI, dont elle est devenue membre le 29 avril. Cependant, selon le ministre des finances suisse, la décision finale reviendra aux États-Unis, qui disposent d'un droit de veto, lors des élections au conseil d'administration du FMI le 23 septembre.

SOCIAL

■ **Nouvelles technologies et droit de travail.** - Le Droit de travail publie un numéro spécial sur le thème du « Droit de travail à l'épreuve des nouvelles technologies ». Ce numéro... les principales interventions du... que organisé... par... social.

■ **État social, numéro spécial.** - 6, juin 1992 (125 F). Éditions techniques et économiques, 3, rue Soufflot, 75006 Paris.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

La formation d'un bloc commercial nord-américain

La candidature du Chili à l'ALENA est envisagée favorablement par les États-Unis

«Des négociations s'ouvriront avec le Chili dans les semaines ou les mois prochains d'envisager son adhésion au traité de libre-échange nord-américain», a indiqué mercredi 26 août la représentante américaine pour le Chili, Mme Carla Hills, en marge d'une vidéoconférence.

L'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), qui a obtenu le 14 août une signature de principe entre États-Unis, Mexique et Canada (le Monde du 14 août) prévoit l'abolition des barrières douanières entre les trois partenaires commerciaux, dans un délai maximal de dix ans. Mme Hills, qui a quinze ans de service au Département du Commerce, a posé à tout nou-

veau candidat à l'adhésion : «Il devra satisfaire à des critères macroéconomiques, à la maîtrise de la dette et de l'inflation, et être partisan du libre-échange».

«Le Chili répond presque à ces deux critères, et un accord pourrait être signé dans l'année à venir», a-t-elle poursuivi. Mme Hills a également insisté sur le fait que l'ALENA ne crée pas de «forteresse Amérique», et n'entraînera la mise en place d'au-

une barrière douanière aux frontières de la zone de libre-échange. «Ce traité n'a pas été conçu en vue d'une approche européenne, car nous avons toujours encouragé, et nous encourageons, l'Europe, au contraire :

Les Européens ont des partenaires commerciaux plus dynamiques et plus compétitifs», a ajouté M. Hills. Elle a enfin souhaité que l'accord stimule les discussions du GATT (accord sur les tarifs douaniers et le commerce) menées dans le cadre de l'Uruguay Round, dans l'impasse depuis plusieurs mois : «Les États-Unis souhaitent d'espérer que les négociations puissent aboutir. Pour que le GATT reste crédible, il faudrait accepter de revoir sa position sur les aides à l'agriculture, et que l'Europe accepte une solution au problème des obligations».

P. K.

McDonnell Douglas veut vendre sa filiale de simulateurs de vols. - Le constructeur aéronautique, McDonnell Douglas, a annoncé, mercredi 26 août, son intention de vendre sa filiale de simulateurs de vols par ordinateur, le System YSS, dans le cadre de son plan de restructuration. YSS est leader sur le marché des images conçues par ordinateur et utilisées pour les simulations de vols. - (AFP)

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

Commandes de biens durables : - 3,4 % en juillet. - Les commandes de biens durables des entreprises ont augmenté de 3,4 % en juillet par rapport au mois de juin, au rythme annuel de 2,7 %. Cette hausse est due à l'équipement militaire, dont les commandes ont baissé de 26,4 %, à l'aéronautique et au matériel de transport.

PRESSE

Le syndrome Amaury

Suite de la première page

Le Livre CGT a un effet tiers d'impression négative pour les quotidiens et laisse planer le doute sur ses intentions. Mardi 23 août, le numéro 1 de la centrale, M. Louis Vigneron, a déclaré, lors de sa conférence de presse, que la décision de M. Ayache de suspendre d'avoir des conséquences sur la parité, le nombre d'emplois dans l'imprimerie et parmi les journalistes.

Préface à un affrontement de grande ampleur ou d'épique mineur - un de plus - dans la longue série de conflits qui émaillent, depuis des décennies, les rapports du syndicat et des éditeurs parisiens ? La participation de M. Ayache à la Libération, l'organisation syndicale tout fait d'un monopole qui lui permet de contrôler l'embauche et lui permet d'obtenir des avantages sociaux considérables, négociés pour l'ensemble des imprimeries par le Syndicat (patronal) de la parité (SPP).

Une profession

Ainsi, le salaire brut annuel des catégories ouvrières confondues, en 1991, est de 240 000 francs pour les catégories de travail de 35 heures à huit semaines de congés ; les cadres techniques (catégorie qui comprend dans les autres catégories les agents de maîtrise) ont un salaire annuel brut moyen de 386 000 francs.

Mais cette profession - qui a naguère été aristocratique de la classe moyenne - n'est plus ce qu'elle était. Son savoir-faire a baissé, son statut a subi de plein fouet, comme d'ailleurs, la révolution technique. En l'espace de dix ans, les pratiques techniques ont subi la révolution de Gutenberg, ont été la proie de la photocomposition et de l'ordinateur. On ne manipule plus les lourds cylindres et les plomb, ni les entiers des rotatives, ni le bruit de l'agitation ; on ne voit plus de la distance, derrière un mur de verre, sur des claviers, on ne voit plus son travail de mise en page électronique... Toute une culture, une façon de vivre, de coups de bouffe, de coups de gueule et de solidarité, s'est effacée, avec sa nostalgie d'ailleurs.

Une profession entière, puissante et structurée, s'est retrouvée blessée. Et le syndicat - héritier des associations mutualistes déjà présentes en 1789 et qui participa, en 1895, à la création de la CGT - est le dernier

maillon qui résiste encore à l'ancien temps, le dernier de la corporation. A chaque étape de cette modernisation qu'il s'est efforcé de freiner, celui-ci a négocié, le due au sur, des réductions d'effectifs. Loin de ce qui permettrait les nouvelles techniques, mais significatives : entre 1982 et 1991, le nombre des ouvriers dans les imprimeries de la presse quotidienne parisienne est passé de 4200 à 1000, les gros départs ayant eu lieu entre 1984 et 1987, après un premier mouvement régional. L'accord-cadre signé au printemps avec l'appui du gouvernement (le Monde du 23 juin) prévoit une nouvelle réduction de 840 emplois d'ici à fin 1993.

Mais aujourd'hui, dans une conjoncture particulièrement délicate pour les éditeurs, le cumul d'effectifs élevés, d'une productivité plus faible que dans beaucoup d'autres industries et de salaires très élevés rendent les imprimeries parisiennes face à leurs homologues de province, à fortiori les pays européens. Ainsi, les conditions faites à M. Alain Ayache dans les imprimeries parisiennes Offprint et IPSN pour l'achat de ses titres-votes correspondaient à 112 «services» (1) ; à la suite de son départ, l'imprimerie parisienne Riccobono lui a fait une proposition de 35 services, qui correspondait encore à un tarif supérieur de 30 % à celui de l'imprimerie Méaulle ! En comptant que l'éditeur ne peut encaisser que 100 % de son chiffre d'affaires, on voit que l'accord-cadre, faussant, d'autant qu'il paraît assuré de l'appui du gouvernement, qui a fait protéger le titre de Bernay au nom de la liberté de travail.

Pas de statut des ouvriers du Livre

Le Comité intersyndical du Livre parisien, du côté, celui qui le transfère des titres Ayache vers la province, n'a pas aux dépens prévus par l'accord-cadre, faussant, à quelques jours, cette pression sur le SPP par ce biais. Les éditeurs de quotidiens et leur syndicat s'entendent pas de cette oreille, les termes de l'accord ne préjugent pas d'une évolution ainsi que celle-ci n'est pas du ressort du SPP.

Mais, de fait, lorsqu'un éditeur de quotidiens, franc-tireur au sein de la presse parisienne, négocie avec l'organisation syndicale, il déplace le problème sur l'ensemble des éditeurs de quotidiens, dont certains, le groupe Hachette, les Échos et le Monde, sont propriétaires de leur imprimerie. Ceux-ci sont alors confrontés, à

gré mal gré, au règlement collectif du problème des quotidiens. Suivre l'exemple de M. Alain Ayache ? Le syndrome Amaury frappe encore les esprits. Car si le Livre a finalement pu se libérer sous la houlette de M. Philippe Amaury, la «grande grève» se fait pour le quotidien par une sorte de verrouillage de sa diffusion : 700 exemplaires quotidiens - dont le Monde - ont été distribués à 388 245 exemplaires de moyenne en 1991, soit 40 % de moins qu'en 1990.

L'une des forces du Livre, en effet, qu'il trouve auprès du personnel des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), qui appartient aussi à la même branche de la CGT, un allié. La perspective d'une distribution perturbée dans les kiosques (2), ainsi que le portage à domicile ne sont pas rependus, est l'un des éléments de l'équation. Pour «tenir» dans la conjoncture publicitaire actuelle, en attendant les nouvelles réductions d'effectifs, plusieurs éditeurs ont tenté de faire passer le coût de la production à l'acheteur.

Et, à la différence des dockers, auxquels on ne peut pas comparer les ouvriers du Livre, le législateur ne peut rien imposer : le Livre est libre de ses mouvements, les rapports sociaux n'y sont pas réglés par un «statut» comme celui des dockers (1947, qui vient d'être aboli), mais par l'exercice, par le pervers, par la relation contractuelle, par les relations contractuelles et les conventions collectives.

Mais aujourd'hui, chacun se sent pour sa part. Les éditeurs ne peuvent se permettre d'attendre des jours meilleurs et s'enfoncent dans le rouge. Or les conditions actuelles (conjoncture économique, publicité, coût de production) ne permettent pas le développement des entreprises et compromettent le Livre. Les protagonistes du conflit évoquent, toujours, la liberté de la presse. Pour l'ensemble des parisiens et leurs lecteurs, cette expression n'est pas à prendre à la légère.

YVES AGNÈS

(1) Un service - une tranche - heures de travail d'un ouvrier.
(2) L'ensemble des quotidiens de NMPP présents, sur chaque exemplaire vendu, 42 % de son prix.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 27 août

Reprise

La Bourse de Paris, comme les autres places européennes, a retrouvé ses esprits jeudi matin 27 août après la remontée du dollar et la vive hausse de la Bourse de Tokyo (+ 6 %) quelques heures auparavant. En hausse de 1,08 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait un gain de 1,55 % en début d'après-midi.

Mercredi en fin de séance le marché revenait à de meilleurs sentiments grâce notamment à des rachats de vendeurs à découvert. La publication du sondage d'opinion IPSOS-Le Point qui confirme la montée en puissance des partisans du «non» au traité de Maastricht (52 %) n'avait pas surpris outre mesure les opérateurs qui estimaient à présent que le marché avait atteint les cours le «point zéro». Des acheteurs ont alors celui-ci présente des opportunités d'achat dans des perspectives à long terme. Le MATIF semblait également mieux disposé en raison de la stabilisation du dollar. Le marché demeure cependant calme. Les principales hausses sont parvenues, notamment, Métaleurop, Majorité et Hachette. En baisse figuraient la SFRM, les Galeries Lafayette et Eurofrance. Le groupe d'Orléans et de tourisme Accor a réajusté un chiffre d'affaires consolidé de 21,19 milliards de francs au premier semestre 1992, en hausse de 10,8 % sur celui du premier semestre 1991 (19,15 milliards), selon un avis paru jeudi au Bulletin des annonces réglementées en bourse (BALO). Ces données incluent rétroactivement les activités de la Compagnie internationale des wagons-lits du monde (C.I.W.L.), rachetée en 1991 par Accor.

NEW-YORK, 27 août

Redressement

Les marchés techniques et les indicateurs du marché ont montré, mercredi 26 août, à la fois, que le marché américain est en train de se redresser. L'indice Dow Jones des valeurs a terminé à 3 246,76, en hausse de 14,87 points (+ 0,45 %). L'activité a été très modérée avec quelque 172 millions de titres échangés dont 38 millions d'actions durant la dernière heure de la séance grâce à un mouvement d'achats sur programme informatique.

L'absence d'une forte baisse des commandes de biens durables en juillet (-3,4 %) ainsi que les experts anticipent une amélioration, ont été à l'origine de la baisse initiale de l'indice. Selon des sources, sur le marché américain, le titre moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, précédemment estimé à 7,47 %, est passé à 7,47 % contre 7,47 %.

VALEURS	Cours de 26 août	Cours de 27 août
Alcatel	84	84 1/2
AT&T	42 1/2	42 1/2
Bell	27 5/8	27 5/8
Chemical Bank	22 1/2	22 1/2
De Post de Roumanie	80 5/8	80 5/8
Eastern Kodak	44 1/8	44 1/8
Exxon	44	44
Ford	40 1/2	40 1/2
General Electric	74	74 3/4
General Motors	32 3/4	32 3/4
Goodyear	62 1/2	62 1/2
IBM	84	84 5/8
ITT	84	84 5/8
Motor Oil	84	84 5/8
Pepsi	84	84 5/8
Schering	84	84 5/8
Tempo	84	84 5/8
Union Carbide	84	84 5/8
United Tech	84	84 5/8
Walt Disney	84	84 5/8
Wm. Corp.	84	84 5/8

LONDRES, 26 août

Légère hausse

La première intervention de la Banque d'Angleterre pour soutenir une livre dérivée face au mark a provoqué des effets mercredi 26 août à la Bourse de Londres. La séance s'est terminée sur une note ferme dans un marché équilibré.

Le marché a brièvement fléchi après la publication d'un sondage IPSOS-Le Point prévoyant une majorité de «non» au référendum français sur Maastricht, mais il a été rapidement rebondi en l'absence de réaction de la livre et grâce à la fermeté de Wall Street.

Après avoir perdu sept points, l'indice Footsie a clôturé en hausse de 4 points à 2.285. Mais l'indice FT-Ordinary de contre valeurs a perdu 4,6 points à 1.675,2.

Les fonds d'Etat ont coté environ un tiers de leur valeur après une adjudication de 2,8 milliards de livres d'obligations.

TOKYO, 27 août

Envoies spectaculaires

La Bourse de Tokyo a vécu jeudi 27 août l'une des plus fortes hausses de son histoire en progressant de 6,1 % à la clôture, l'indice Nikkei de 17 555 yens. Il a clôturé à 17 555 yens.

Le volume des transactions a bondi à 270 millions de titres jeudi matin contre 160 millions mercredi matin et 326,8 millions pour l'ensemble de la journée de mercredi.

D'importants achats sur indices ont été à l'origine de la hausse des cours qui a été entretenue ensuite par le retour sur le marché d'investisseurs individuels qui s'étaient longtemps tenus à l'écart. La progression s'est étendue à l'ensemble des secteurs, quasiment tous en hausse.

VALEURS	Cours de 26 août	Cours de 27 août
Alcatel	1 260	1 220
Bridgman	1 140	1 130
Canon	1 260	1 260
Fuji Bank	1 650	1 700
Honda Motor	1 230	1 300
Hitachi	1 130	1 270
Hitachi Heavy	540	570
Sony Corp.	4 010	4 280
Toyota Motor	1 450	1 450

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	4248	4286	Immob. Habitat	1000	1000
Amstel Assoc.	181	181	Intram. Comput.	150	150
B.A.C.	23 70	23 70	P.B.M.	82 70	82 80
Banq. Vernet	678	688	Locam.	84	84
Boroni & Co.	456	467	Mesa Comm.	285 70	286 70
Boussier (Lyon)	211	211	Mobier	123	123
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	788	770	Publ. Rep.	438	428 10
Calson	257	257	Rhone-Alp. Exp. B.Y.	320	320
Carif	740	740	Sabat Invest. (L.)	84 40	87
C.E.G.E.P.	133	137 50	Selsa	228	237
C.F.P.I.	265 50	266 50	Selsa	228	237
C.N.I.M.	1005	1010	Selsa	228	237
Codex	283	283	Selsa	228	237
Conform.	1218	1218	Selsa	228	237
Crédit	81 80	88	Selsa	228	237
Dagblat	280	280	Selsa	228	237
Dalmeida	1010	1080	Selsa	228	237
Danachy Wm. Co.	249 80	249 80	Selsa	228	237
Danachy	1107	1118	Selsa	228	237
Devel	198	198	Selsa	228	237
Dobos	112	112	Selsa	228	237
Edison Belford	170	170	Selsa	228	237
Europ. Popul.	168	168	Selsa	228	237
Fraser	110	110	Selsa	228	237
G.F.F. (Imp. Ind.)	88	88 80	Selsa	228	237
G.L.M.	350	350	Selsa	228	237
Geograph	150	150	Selsa	228	237
Gratuit	780	780	Selsa	228	237
Isabelle	98	98	Selsa	228	237

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 26 août 1992

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	104,62	105,84	105,24
Précédent	104,26	104,62	105,16

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 92	Déc. 92	Sept. 92	Déc. 92
105	0,05	1,54	0,78	

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 679	1 684	1 710
Précédent	1 664	1 679	1 706

CHANGES

Dollar : 4,82 F ↑

Le dollar se représentait légèrement dans un marché toujours nerveux, mercredi 27 août. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,82 francs contre 4,7950 francs la veille au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCOFORT	26 août	27 août
Dollar (en 100)	1,408	1,417
Dollar (en 100)	1,408	1,417
Dollar (en 100)	1,408	1,417

MARCHÉ MONÉTAIRE	26 août	27 août
Paris (27 août)	10 - 10 1/8 %	
New-York (26 août)	3 9/16 %	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises : 26 août 92, 97,30
Valeurs étrangères : 26 août 92, 85,00
(BBF, base 100 : 31-12-91)
Indice global CAC : 409,55 404,90
(BBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1 667,72 1 667,90

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industriel : 3 252,33 3 246,76
LONDRES (Indice Financial Times) : 26 août 92, 1 679,20
100 valeurs : 2 286,80 2 285
30 valeurs : 1 681 1 676,20
Mines d'or : 88,30 78,78
Poids d'Or : 87,26 87,25

FRANCOFORT	26 août	27 août
Dollar	1 408,91	1 417,28
TOKYO	26 août	27 août
Nikkei Dow Jones	16 541,65	17 555
Indice global	1 277,38	

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	4,8140	4,8160	4,8997	4,9047
Yen (100)	3,8533	3,8535	3,9154	3,9214
Scd	6,8880	6,8994	6,8711	6,8818
Deutschmark	3,4943	3,4982	3,4994	3,5159
Franc suisse	3,8016	3,8063	3,8245	3,8325
Lire italienne (1000)	4,4586	4,4647	4,4661	4,4661
Livre sterling	9,5295	9,5343	9,5257	9,5438
Peseta (100)	5,2379	5,2438	5,2898	5,2183

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 7/8	4	3 13/16	3 13/16	3 11/16	3 11/16
Scd	11 1/8	11 1/4	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 5/16
Deutschmark	9 5/8	9 3/4	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8
Franc suisse	7 7/8	8	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16
Lire italienne (1000)	15 3/8	15 5/8	15 1/2	15 3/4	15 1/2	15 3/4
Livre sterling	10 1/4	10 3/8	10 1/2	10 5/8	10 1/2	10 5/8
Peseta (100)	13 1/16	13 5/16	13 1/4	13 1/2	13 7/16	13 1/2
Franc français	10 3/16	10 5/16	10 1/2	10 5/8	10 1/2	10 5/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Philippe envisage de vendre ses activités d'appareils de mesure à John Fluke. - Philips envisage de céder la grande partie de ses activités dans le domaine des appareils de test et de mesure à son partenaire américain depuis cinq ans, John Fluke, indique un communiqué publié par le groupe électronique néerlandais mercredi 26 août à Eindhoven (Pays-Bas).

Fluke est dans le domaine des appareils de tests électroniques et emploie mondialement 2 200 personnes. Installée à Everett (Etat Washington), Fluke réalise un chiffre d'affaires annuel d'environ 240 millions de dollars (1,2 milliard de francs environ). La reprise des activités Philips lui apporterait un volume d'affaires supplémentaire de 125 millions de dollars.

هكسان النحل

Cours relieves a 13 h 30			

— : coupon détaché - d : offert - : droit détaché - d : demande - ♦ : prix préférentiel - ■ : marche continue

CARNET DU Monde

Mariages

Isabelle BOURGET
et
Jean-Claude GOSSET

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le samedi 5 septembre 1992, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame, à Brix (Manche).

38, rue de l'Abbé-Carton,
75014 Paris.

Décès

M. et M^{me} Michel Bauduret et leurs enfants,
M. et M^{me} Michel Walrave, Florence et Patrick,
M. et M^{me} Thierry Walrave et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Désiré BAUDURET,
ingénieur ECL,

survenu le 21 août 1992, à Manosque, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mardi 23 août, en l'église Saint-Denis, à Bron, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Domaine les Queyrons,
04100 Manosque,
15, boulevard Diderot,
75012 Paris.

M^{me} Jean-Marie Cau,
son épouse,
M. et M^{me} Jean-Christophe Cau,
ses enfants,
Simon et Justine,
ses petits-enfants,
M. Léon Cau,
son père,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie CAU,
chirurgien-dentiste,

le 21 août 1992, à l'âge de soixante ans.

Ses obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en l'église de Lant (Nièvre).

2, rue Marcel-Sembat,
94270 La Kremlin-Bicêtre.

M^{me} Edmée Costa,
née Bismut,
son épouse,
M. Paul Costa,
Et M. Gilles Costa,
ses enfants,
Leurs familles,
font part du décès de

M. André COSTA,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

19, rue des Imberghes,
92330 Sceaux.

M. et M^{me} Michel de Guillemin,
M. et M^{me} Gilles de Guillemin,
Ariane et Maxime de Guillemin,
M. et M^{me} Alce de Guillemin,
Caroline, Valérie et Antoine de Guillemin,
SAS la princesse Gabriel Romanov,
la princesse Jean Ourousov,
ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Pierre de GUILLEMIN,
née princesse Hélène de Kourakine,

survenu le 23 août 1992.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Un office à sa mémoire sera célébré le lundi 31 août, à 19 heures, en la cathédrale orthodoxe russe de Paris, 12, rue Daru, Paris-8^e.

75, rue de Courcelles,
75008 Paris,
129, rue de Sévres,
75006 Paris.

Maison de retraite de la Croix-Rouge russe,
8, rue du Gendarme-Casternan,
77500 Chelles.

2, boulevard d'Italie,
principauté de Monaco.

Paris. Bischwiller.

Charles Henri Hermann,
ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri KARCHER,

artiste peintre,

survenu le 2 août 1992, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

Notre adresse : 40-45-29-94
Rue de la République, 75011 Paris.

هكذا من لامل

Centre
Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).
T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. Galerie de la BPL. Jusqu'au 28 septembre.

LA DATION PIERRE MATISSE. Salle d'art graphique MNAM. Jusqu'au 13 septembre.

ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4^e étage. Jusqu'au 28 septembre.

MANIFESTE. Trente ans de création en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (44-48-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAVE. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

CHRONIQUES ITALIENNES. Dessins d'ERNST HEBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

MASSONNET. AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

PHOTOGRAPHIE : ACQUISITIONS RÉCENTES (1990-1992). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - côté jardin des Tuileries (40-20-51-01). T.J. et mar. de 9 h à 18 h. Nocturne un lun. sur deux et le mar. jusqu'à 22 h.

L'ŒIL DU CONNAISSEUR : HOMMAGE À PHILIP POUNCEY. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 7 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (40-70-11-10). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30.

HOMMAGE À ANDRÉ CADÈRE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

BRUCE MARDEN. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

OPALKA. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

MICHEL VERJUX. Entrée : 20 F. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Sengier (44-78-12-33).

JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivega. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN. GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DU BARRON HANSEN. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-42-05-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 6 F (entrée du parc). Jusqu'au 3 octobre.

BRIGITTE NAHON, LEO DELARUE, BASSERODE, FREDERIC FENOLLAT, BATE, BRUNO, Carbonnet, Oleg Kovnev, Franck Péquignat, Brigitte Ziegler.

MOORE A BAGATELLE. Parc de Bagatelle, bois de Boulogne (40-47-37-00). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 6 F (entrée du parc). Jusqu'au 3 octobre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

LES JARDINS DE LA VILLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

EXPOSITIONS

ALECHINSKY. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 13 septembre.

L'ARCHITECTE FOU DE SUCRE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 26 août.

ARRÊT-RETOUR SUR IMAGES : LES CINÉMAS DE PICASSO. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thionville (42-71-25-21). T.J. et mar. de 9 h à 18 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 13 octobre.

LA MÉNAGÈRIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 13 octobre.

MODE ET LIBERTÉ. Musée des arts de la mode, 100, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne le mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 octobre.

GUSTAV-ADOLF MOSSA. L'œuvre symboliste : 1909-1916. Pavillon des arts, 101, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

PATRIMOINE MONDIAL. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 20 septembre.

PIER LUGI PIZZI. Bibliothèque du palais Garnier, Opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 18 octobre.

SPECTACLES DE CHINE. Bibliothèque nationale, galerie-vitrine passage Colbert, 6, rue des Petits-Champs et 2, rue Vivienne (47-43-81-28). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 26 septembre.

LES THÉÂTRES EN INDE. Musée Kwok-On, 41, rue des Francs-Bourgeois (42-72-98-42). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 avril 1993.

LE DESSIN ET L'ARCHITECTURE. Excursion dans les collections de l'Académie d'architecture, Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (47-03-81-10). T.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 6 septembre.

DU TAGE À LA MER DE CHINE. Une épopée portugaise. Musée national des arts asiatiques, Palais de l'Asie, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 32 F (compréhension la visite du musée). Jusqu'au 9 septembre.

GLOIRE AUX VIGNERONS. Musée Bourdier, 26, rue de l'Yvette (48-47-83-48). Mer. et sam. de 14 h à 18 h. Fermé les jours de fête de 10 h à 17 h. Groupes scolaires sur rendez-vous au 43.36.54.28. Entrée : 25 F. Jusqu'au 14 septembre.

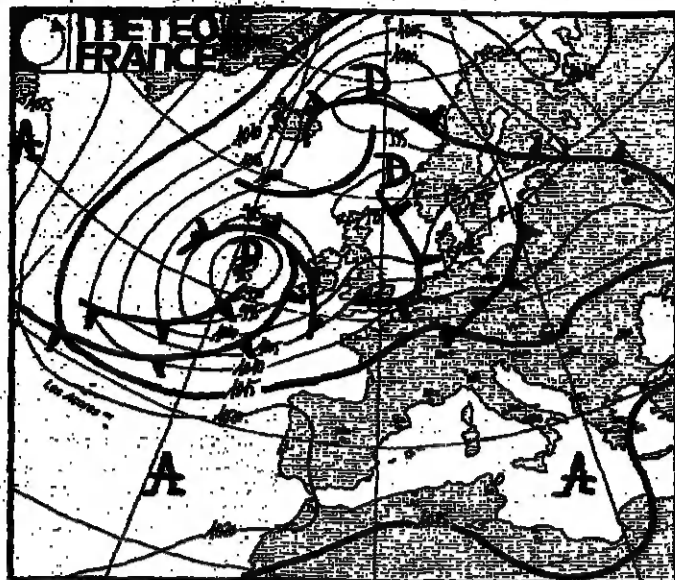
GUERIN ET DELACROIX. Musée national Eugène-Delacroix, 6, rue de Fontaineberg (43-64-04-87). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 22 septembre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN. GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-78-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 27 septembre.

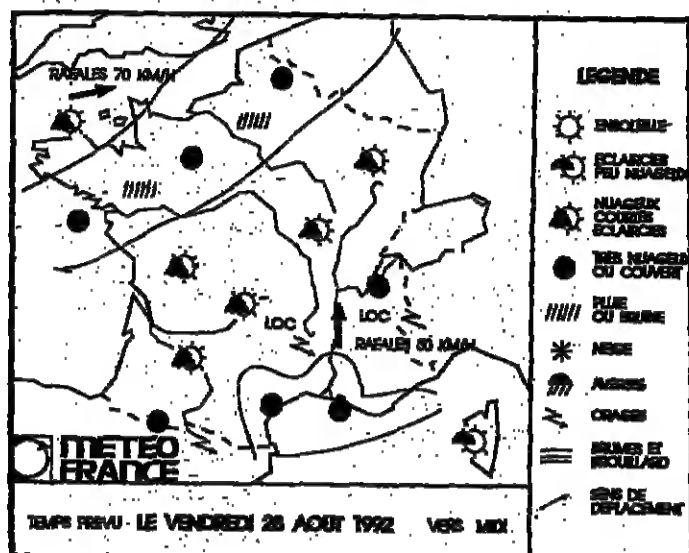
LES JARDINS DU BARRON HANSEN. Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-42-05-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 6 F (entrée du parc

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 28 AOÛT 1992



Vendredi : perturbation pluvio-orageuse sur le nord-ouest du pays. Le matin, le ciel sera couvert et pluvieux sur la Bretagne, les Pays de la Loire, la Normandie, le Nord et la Picardie. Cette zone pluvieuse progressera lentement vers l'est, en soirée les régions du nord de l'Aquitaine aux Ardennes. Elle précède un décalage orageux. Des éclaircies reviendront sur la Bretagne l'après-midi.

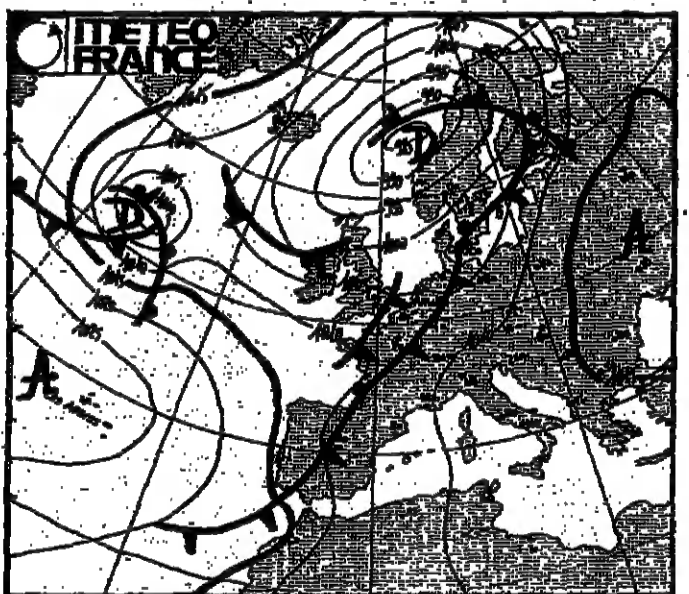
Sur le reste du pays, c'est-à-dire la moitié sud-est, la météo sera assez belle mais le temps deviendra lourd dès la nuit.

La nuit-journée et de nombreux orages éclateront. Ils pourront être violents sur les massifs. Sur le golfe du Lion, le vent de sud apportera un peu de grêle.

Les températures minimales seront comprises entre 15 et 21 degrés du nord au sud du pays.

Les températures maximales avoisineront 20 degrés sur les côtes de la Manche, 27 à 30 degrés de Midi-Pyrénées au Nord-Est, 30 à 32 degrés dans l'extrême Sud-Est et 23 à 28 degrés sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 29 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
le 27-8-92											
Valeurs estimées relevées entre le 28-8-1992 à 18 heures TUC et le 27-8-1992 à 6 heures TUC											
FRANCE				LUXEMBOURG				LUXEMBOURG			
ALGER	20	15	D	TOULOUSE	25	17	D	LUXEMBOURG	25	17	C
BARCELONE	24	15	D	TOURS	23	17	C	MADRID	25	15	D
BORDAUX	22	17	D	FOYAT-VITTEL	21	14	N	MARRAKECH	23	14	D
BRESCIA	24	16	D					MEXICO	28	13	D
CADIX	24	18	N	L'ÉTRANGER				MILAN	29	19	N
CHERBOURG	20	16	C	ALGER	26	19	D	MOSCOW	19	11	C
CLERMONT-FERRAND	23	15	D	AMSTERDAM	21	16	C	MOROCCO	19	11	C
DAKAR	30	15	D	ATHENS	24	18	D	NARBONNE	26	13	C
GENÈVE	23	15	D	BANGKOK	34	25	C	NEW-YORK	21	10	D
HAÏPHONG	23	17	C	BANGKOK	34	25	C	OSLO	19	11	C
LAGOS	22	15	D	BELGRADE	26	17	D	PALMA-DE-MAJORCA	26	14	N
LYON	21	15	D	BERLIN	25	17	P	PARIS	21	14	N
MARSEILLE	22	15	D	BRUXELLES	22	17	C	RO-DEZ	25	13	D
NANCY	20	17	N	COPENHAGUE	21	12	C	ROME	22	10	D
NANTES	20	15	N	DAKAR	31	18	C	SANTO-DOMINGO	23	10	C
NIZA	27	18	C	DELHI	34	26	P	STOCKHOLM	18	11	P
PARIS-MONTMARTRE	24	15	C	GENÈVE	23	15	D	SYDNEY	15	6	C
PAU	24	17	C	KONGONG	30	21	D	TOKYO	24	16	N
PERPIGNAN	20	15	D	NEW-YORK	20	12	D	YOKOHAMA	24	16	D
RENNES	20	15	D	JOHANNESBURG	26	17	D	YAROSLAV	22	16	D
ST-ETIENNE	22	17	N	LA CAIRE	35	22	N	YERUSALEM	20	11	D
STRASBOURG	22	17	N	LONDRES	19	15	C	YERUSALEM	20	11	D
				LOS ANGELES	23	18	D				
A	B	C	D	N	O	P	T				
averse	bruitant	nuage	pluie	nuage	orage	pluie	tempête				

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

La parole aux mêmes

SE rendent-ils compte, nos hommes politiques ? En quoi sont-ils en train de transformer le débat sur l'Europe ? Le chaotique dialogue Juppé-Chavènement, au « 20 heures » d'Antenne 2, sous le regard d'un Henri Sannier qui avait rendu les armes depuis longtemps, offrait un terrifiant échantillon des flots de vaine éloquence qui menacent de nous ensevelir pendant près d'un mois encore. Et Michel Delebarre, entré sur la même chaîne faisant l'article à un collègue de Dunkerque : « Avec Maastricht, tu auras des amis partout ! » Et des pains au chocolat gratuits ? Et la semaine des quatre jeudis, aussi ?

Les voilà donc, dix omniprésents d'un côté, cinq de l'autre le quinte Séguin-Pasqua-Garaud-Chavènement-Gallo, on se les arrache, avançant gonflés des mêmes arguments d'autorité ressassés jusqu'à la nausée, des mêmes dénégations solennelles. Prenez deux énarques, posez une question dont la réponse est par définition impossible - du genre : « Et avec Maastricht, serions-nous intervenus véritablement en Bosnie ? », et ils peuvent tenir une heure d'horloge. Parfois sort de l'imagination fertile d'une éminence grise un argument neuf : depuis quelques jours, on nous répète ainsi que Maastricht sonnerait « la fin des technocrates ». Ah bon, puisqu'on nous le dit... A subir ainsi cet oppressant spectacle d'échange de spéculations à propos d'un texte que nous sommes évidemment incapables de lire par nous-mêmes (mais l'ont-ils lu, eux ?), une question vient irrésistiblement à l'esprit : pourquoi les hommes politiques sont-ils les seuls, soit après soit, à nous parler de Maastricht ? Les patrons, les banquiers, les historiens, les géographes, n'ont-ils rien à dire sur le sujet ? On entendit, au « 19-20 » de FR 3, un banquier et un patron d'hypothèques, ils étaient plutôt pour. On entendit aussi la silhouette muette de Jacques Calver qui, lui, serait plutôt contre. Mais pourquoi ne pas leur offrir ne serait-ce que le quart du temps d'antenne qu'on offre aux rabâchages de MM. Juppé ou Chavènement ? Et à propos, comme il reste donc franco-français ce débat prétendument européen ! N'avons-nous rien envie d'apprendre des intellectuels, des industriels, des financiers allemands, dont nos pugilistes nationaux exploitent à longueur de journée les antres-pensées supposées ? Un journal télévisé en direct de Francfort serait-il plus compliqué à organiser que le Festival de Cannes ou de Roland-Garros ? La télé doit-elle fatalement fonctionner comme une machine à donner, éternellement, la parole aux mêmes ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans « le Monde radio-télévision » ; O Film à voir ; N On peut voir ; M Ne pas manquer ; M+ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 27 août

- TF 1**
- 20.45 **Téléfilm** : La Mort au bout des doigts. De François Solinas, avec Martin Sheen, Véronique Jannot.
 - 23.40 **Série** : Police 2000.
 - 0.35 Documentaire : Histoires naturelles.
 - 1.25 Journal et Météo.
 - 1.35 **Série** : Passions.
- A 2**
- 20.45 Documentaire : Des trains pas comme les autres. De François Gall et Bernard d'Abrego.
 - 21.45 **Série** : Histoires fantastiques. Papa monie, de William Dear, avec Tom Hanks, Billy Beck, A. 22.10, La Formule magique, de Tom Holland, avec Jon Cryer, Joann Willette.
 - 22.40 Drive In : Frankenstein s'est échappé. Film britannique de Terence Fisher (1957).
 - 0.10 Journal et Météo.
 - 0.25 Documentaire : Que deviendront-ils ? De Michel Fresnel (8 parties, rediff.).
- FR 3**
- 20.45 **Cinéma** : Alien. Film américain de Ridley Scott (1979).
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.05 **Cinéma** : Peggy Sue s'est mariée. Film américain de Francis Ford Coppola (1986).

Vendredi 28 août

- TF 1**
- 15.25 **Série** : Les Rues de San-Francisco.
 - 16.20 **Série** : Super Boy.
 - 17.05 Club Dorothée vacances.
 - 17.35 **Série** : Loin de ce monde.
 - 17.55 **Série** : Premiers baisers.
 - 18.30 **Jeu** : Une famille en or.
 - 18.55 **Féuilleton** : Santa Barbara.
 - 19.25 **Jeu** : La Roue de la fortune.
 - 19.55 **Divers** : Pas folles les bêtes.
 - 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
 - 20.40 **Divers** : Fous rires. Présenté par Thierry Lhermitte et Alexandre Debenne. Avec des sketches de Pierre Palmade, Jean Yvonne, Sméah, Alex Métayer, Guy Bedos, Coluche, Patrick Timet, Charlotte de Turckheim, Fernand Reyraud, Jean-Marie Tignat, Sylvie Joly.
 - 22.25 **Magazine** : De souvenirs en souvenirs. Invité : Michel Drucker.
 - 23.30 Documentaire : Seul. De Laurent de Bardin. Gérard d'Abbevill.
 - 0.30 Journal et Météo.
 - 0.40 **Série** : Mémoires.
- A 2**
- 18.30 **Série** : Magnum.
 - 19.15 **Jeu** : Que le meilleur gagne plus.
 - 19.50 **Météo**, Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.45 **Jeu** : Fort Boyard. Animé par Patrick Laffont et Valérie Pascale.
 - 22.15 **Féuilleton** : Marie Galante. De Jean-Pierre Richard, avec Florence Pernel, Michaël Merli (dernier épisode). Marie se réfugie dans une estancia près de Santa-Fé. Elle y trouve l'amour.
 - 23.40 Journal des courses, Journal et Météo.
 - 0.05 **Variétés** : Les Francorolles de La Rochelle 1992. Avec Nida Fernandez, Catherine Lora et les Romantiques, MC Solar, Renaud, Stephan Elcher, Jéré Bérin, Au p'tit bonheur, Maru Disingo, Bernard Lavilliers, Jean Leloup, Charlotte Couture, Jacques Higelin.
 - 1.10 **Téléfilm** : Mon fils ne sait pas lire (1^{re} partie).
- FR 3**
- 18.30 **Jeu** : Questions pour un champion. Animé par Julien Leprieux.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
 - 20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.
 - 20.15 **Divers** : La Classe.

- 0.05** Out One-Noi me tangere. 5^e épisode : De Colin à Pauline.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.55 Ici on parle français. 9. Les îles anglo-normandes.
 - 21.50 Leurs bibliothèques. 8. Françoise Groul.
 - 22.40 **Musique** : Nocturnes. Danses en Amérique latine. 4. Brésil.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Fond de cale, de Jean-Claude Pirotte (rediff.).
 - 0.50 **Musique** : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 Soirée concert. La soirée de Stéphane Goldet. Schicksalsspiel op. 54, Quintette à cordes op. 111, Rhapsodies pour piano op. 79, Ueber, de Brahms. A 21.00, Concert (donné le 25 mai à Lorient) : Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, Symphonie n° 2 en ré majeur op. 73, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski. A 22.45, Un requiem allemand, Sonate pour violoncelle et piano en mi mineur op. 38, Quintette pour clarinette et cordes op. 115, de Brahms.
 - 0.05 Bleu nuit. Duke Ellington, Horace Silver, Enrico Rava, Count Basie.

- ARTE**
- 17.00 **Téléfilm** : Café de l'Europe (rediff.). De Franz Xaver Bogner, avec Barbara Auer, Jacques Bruner.
 - 19.00 Documentaire : A la recherche de Chano Pozo. De Rebecca Cheval.
 - 19.25 Documentaire : Atlantide en Allgäu. De Reinhard Scheibele, Friedrich Hechtmann.
 - 20.10 **Magazine** : Peintures de guerre.
 - 20.30 8 1/2 Journal.
 - 20.40 **Magazine** : Transit. De Daniel Lacombe.
 - 22.10 **Téléfilm** : Zina. De Ken McMillan, avec Domiziana Giordano, Ian McKellen. La vie tourmentée de Sinéida Bronstein, dite Zina, fille de Trotski.
 - 23.40 **Magazine** : Mégamix. De Martin Meissonnier. Avec John Lydon, Hilary, Mari Boine, Pansy, Daddy Yod, Laurie Anderson, Erik Marchand et Yann Franck Kemener.
 - 22.55 Flash d'informations.
 - 23.00 **Cinéma** : Robocop 2. Film américain d'Irvin Kershner (1990). Avec Peter Weller.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.55 Ici on parle français. Algérie.
 - 21.50 Leurs bibliothèques. Jacques Le Goff, historien.
 - 22.40 **Musique** : Nocturnes. Danses en Amérique latine. 5. Chili, Pérou, Bolivie, Colombie.
 - 0.05 Du jour au lendemain. Ce que la nuit raconte au jour, de Hector Bianciotti (rediff.).
 - 0.50 **Musique** : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 19.08 Soirée concert. La soirée de Denise Bahous. Concerto pour piano et orchestre, Quintette à cordes n° 5, Marchenbilder pour alto et piano, de Schumann. A 21.00, Concert (donné le 17 juillet lors du Festival d'Aix-en-Provence) : Œuvres de Beethoven, Weber, Brahms, Schubert, par Christe Ludwig, mezzo-soprano, Françoise Tiliard, piano. A 22.15, Sonate pour piano de Liszt : Sonate pour piano, Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms ; Ballade pour piano n° 4, de Chopin.
 - 0.05 Bleu nuit. Duke Ellington, Bill Evans, Les Donald Brown, New Stars, La Gerry Mulligan Concert Jazz Band.

Protestant contre « l'absence de concertation »

Les publicitaires plaident pour un ajournement du projet de M. Sapin

M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, devrait présenter son projet de loi sur la publicité au conseil des ministres du 9 septembre et le soumettre à la prochaine session parlementaire. A moins que les protestations des publicitaires n'incitent à l'ajourner.

Le dossier a été mené tambour battant. En conseil des ministres du 29 juillet, le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, affiche sa volonté de réformer le secteur de la publicité. Le rapport de la commission de la prévention de la corruption, présidée par M. Robert Bouchery, indiquait que ce secteur, notamment celui de l'achat d'espaces publicitaires, comportait des « éléments d'obscurité, de complexité injustifiée, d'ambiguïté entretenue » en matière de pratiques tarifaires, pouvant prêter à des actes de corruption (le Monde daté 18 juillet). La présomption de

flux financiers aboutissant dans les « caisses noires » de partis ou dans la poche de particuliers, parce qu'ils échappent à tout contrat écrit et qu'ils dépendent de tarifs à géométrie variable, est à la source de cette réflexion.

Le 31 juillet, s'inspirant de ce rapport et des soixante-dix griefs exposés par le Conseil de la publicité, M. Michel Sapin adresse une lettre qui explique les grandes lignes de son projet aux publicitaires, via l'Association des agences-conseils en communication (AACC), ainsi qu'aux médias, via la Fédération nationale de la presse française (FNPF). Compte tenu des délais de « rédaction de ce texte, il ne me sera pas possible de rencontrer l'ensemble des professionnels intéressés », écrit le ministre à M. Claude Puhl, président de la FNPF, en lui demandant, « par écrit, observations et suggestions (...) si possible avant le 17 août ». Mais le bureau de la FNPF ne se réunit que le 16 août.

Les principales dispositions de son projet de loi tiennent en trois grands chapitres. Le premier veut « lever l'ambiguïté du statut et du rôle de l'acheteur d'espaces » en imposant un « contrat écrit » entre l'annonceur et lui et en indiquant s'il intervient comme mandataire de l'annonceur (la rémunération est alors versée par le seul annonceur et indiquée comme telle) ou comme grossiste (rémunéré par l'annonceur ou le média). Le cumul de ces deux fonctions est interdit. Le projet interdirait également aux agences de jouer à la fois le rôle de conseil en plan médias et d'acheteur d'espaces, afin d'éviter que les centrales recommandant tel média dont elles auraient obtenu des tarifs préférentiels.

Le second chapitre demande une clarification des conditions de vente (rabais, ristournes, etc.) tandis que le troisième chapitre traite de « la meilleure information de l'annonceur ». Le conseil en plan médias de ce dernier devra l'informer de ses liens financiers avec les régies ou médias et des achats préconisés dans ces médias. L'absence de contrat écrit comme la non-transparence des liens entre intermédiaires et régies seraient sanctionnées par des amendes de 200 000 à 2 millions de francs.

Le 17 août, l'AACC, par la voix de son président, M. François Tiger, s'est émue de la « procédure retenue », de « l'absence de concertation » et des délais menant à « un simulacre de dialogue ». Estimant que certaines affirmations constituent une « insulte » pour la profession publicitaire, il critique la séparation entre « conseil et achat » alors que les deux métiers sont liés : « Pour être efficace, le conseil doit intégrer toutes les données de négociation, donc d'achat ». L'AACC doit rencontrer M. Sapin jeudi 27 août et craint que le projet porte préjudice à la compétitivité des publicitaires français dans le monde et mette en péril les agences.

YVES-MARIE LABÉ

La lutte contre la criminalité dans l'île de Beauté

M. Zuccarelli ne croit pas à une « présence massive » de la Mafia en Corse

AJACCIO

de notre correspondant

A l'exception des nationalistes, toutes les formations politiques de Corse ont pris acte avec satisfaction du renforcement des effectifs policiers décidé par le comité interministériel du 19 août (le Monde des 20 et 21 août). Toutefois, la volonté affichée par le gouvernement d'accroître la lutte contre la criminalité a relancé le débat sur la nature de la délinquance dans l'île et, en particulier, sur ce que certains appellent une « dérive mafieuse ».

M. Alain Orsoni, leader du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), affirme ainsi qu'« une nouvelle image est donnée à la Corse, celle d'une société mafieuse », et que « la confusion entretenue à ce sujet n'est pas de nature à servir les intérêts de l'île ». M. Emilio Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, maire (MRC) de Bastia, estime pour sa part, dans une interview à Corse-Matin du 25 août, qu'en l'absence de « preuves » et d'« éléments précis » rien ne permet « d'évoquer la présence massive d'une organisation criminelle étrangère » mais rappelle qu'il dénonce depuis plusieurs années « le risque grave que fait courir à l'île le développement d'une criminalité multiforme où l'exercice de fonds sous des motifs divers tient une place importante », créant un « terrain idéal pour des activités et comportements du type de ceux qu'on impute à la Mafia ».

La prise de position la plus spectaculaire est venue de M. Pierre Foggioli, dirigeant de l'Association nationale corse (ANC) et conseiller à l'Assemblée de Corse élu sur la liste Corsica nazionale conduite par M. Edmond Siméoni. M. Foggioli a mis en question, en effet, la notion d'impôt révolutionnaire, défendue par les nationalistes, qu'il estime désormais « inopportune ». « La distinction entre le racket de droit commun et l'impôt révolutionnaire est de moins en moins claire dans l'opinion, qui ne sait plus qui est qui et qui fait quoi », a-t-il déclaré. Les truands n'hésitent pas

à utiliser souvent les sigles d'organisations politiques pour arriver à leurs fins. Ce trouble est aussi renforcé par le fait que les « riches colonialistes » ne sont plus les seuls à être visés, des « petits » en sont victimes et parmi eux des Corses. Selon l'ANC, « même utilisée par un militant sincère, cette pratique porte en elle le germe d'une possible dérive de la lutte ».

La déclaration de M. Foggioli n'a reçu qu'un faible écho : approuvée par M. Bernard Bonnet, préfet adjoint pour la sécurité, qui a dévoilé les codes d'identification du racket nationaliste, elle n'a suscité d'approbation qu'au Parti communiste et chez deux élus : MM. Nicolas Alfonsi, ancien député (app. PS), vice-président de l'Assemblée de Corse, et Vincent Carloti, maire d'Aléria (PS). Aucune organisation nationaliste, clandestine ou publique, ne l'a commentée.

L'appellation de « dérive mafieuse » peut-elle rendre compte

des statistiques qui dénombrent depuis le début de l'année cent soixante attentats (dont une vingtaine revendiqués), cent cinquante vols à main armée, vingt-huit meurtres ou assassinats (soit dix de plus qu'en 1991), mais aussi deux cent un délinquants écroués ? Ces chiffres inquiétants ne permettent pas de conclure que la délinquance et la criminalité dans l'île résultent de l'existence de bandes organisées qui mettraient le pays en coupe réglée. En réalité, les crimes de sang n'ont, le plus souvent, aucun lien entre eux, à l'exception des règlements de comptes entre voyous, que la police évalue à quatre sur cinq. La normalisation de la situation passe-t-elle par la répression sévère — comme en 1853 sous Napoléon III — du port et de la détention d'armes ? Beaucoup le pensent.

PAUL SILVANI

Les difficultés des assureurs scandinaves

Le Norvégien Uni Storebrand en cessation de paiements

Le premier assureur norvégien, Uni Storebrand, en proie à de graves difficultés (le Monde du 26 août), a été déclaré mardi 25 août en cessation de paiements en raison d'une situation financière négative. Cette décision revient à une mise sous administration de l'Etat, qui va nommer rapidement une équipe dirigeante. Elle fait suite au rejet par les autorités du crédit d'un plan de sauvetage présenté la veille par la société. Toutefois, la direction d'Uni Storebrand a précisé que les activités commerciales des filiales vont se poursuivre normalement et ne seront pas affectées par la cessation de paiements de la maison-mère.

Tout comme le danois Hafnia, également en cessation de paiements et dont il était l'allié pour tenter l'an dernier de s'emparer du premier

assureur suédois, Skandia, Uni Storebrand est victime de la chute des titres Skandia, achetés au prix fort en pleine bataille boursière.

Skandia, dont les cours se sont effondrés mercredi 26 août après l'annonce de la cessation de paiements d'Uni Storebrand, a pour actionnaire, outre ce groupe norvégien (28 %), les danois Hafnia (14 %) et Balica (environ 5 %). Des rumeurs évoquant mercredi 26 août une forte perte semestrielle de Balica (400 à 500 millions de couronnes, soit environ 350 à 440 millions de francs), en raison de la chute des cours de Skandia et d'investissements immobiliers. Les résultats de cette compagnie, filiale à 23 % du groupe français Victoire et actionnaire à 3 % de Suez, seront connus le 31 août.

D. G.

Une volonté politique existe de mettre fin à la chute du dollar

déclare le ministre de l'économie et des finances

« Je considère qu'une baisse de 10 % en un mois de la valeur du dollar constitue un phénomène hautement anormal (...). Ce phénomène justifierait une inquiétude profonde s'il n'y avait de la part des autorités des principaux pays industrialisés une volonté politique commune d'enrayer cette évolution... Aucun des pays du G7 ne souhaite que le dollar continue de baisser. » Les déclarations faites par M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, à la presse, jeudi 27 août, affirment pour la première fois la volonté du groupe des Sept de lutter contre la chute du dollar. Au cours des dernières semaines, les banques centrales ont intervenues sans succès sur les marchés, mais M. Sapin a

affirmé : « Les interventions coordonnées des banques centrales vont réussir. »

Réagissant aux tensions qui secouent actuellement le Système monétaire européen (SME), notamment en raison de la faiblesse de la livre sterling, M. Sapin a déclaré que tout serait fait pour conforter la stabilité des changes au sein du SME. « Il n'y aura pas de réalignement dans le SME », a-t-il ajouté. Mais s'il devait arriver quelque chose « c'est plutôt vers une appréciation qu'il irait le franc (...), qui fait et fera partie des monnaies fortes ».

« Il n'existe pas, il n'existe plus, ni à Bonn ni à Francfort, de volonté de voir monter le taux d'intérêt allemand », a encore assuré M. Sapin.

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

34. — Un homme en blanc à Czesochowsa..... 2

ÉTRANGER

La conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie : la Serbie a été condamnée par la plupart des orateurs..... 3
Turquie : la presse s'interroge sur les affrontements de Sinak..... 3
Tchécoslovaquie : la Fédération cessera d'exister le 31 décembre..... 4
Les négociations israélo-arabes à Washington..... 4
Irak : la zone d'exclusion a été mise en place par les alliés..... 5
Attentat meurtrier à l'aéroport d'Alger..... 5
Brésil : les militaires s'engagent à assurer la transition..... 6
Canada : le premier ministre fédéral propose un référendum sur la réforme constitutionnelle..... 6

POLITIQUE

La préparation du référendum du 20 septembre : un nouveau sondage donne la majorité au « non » ; M. Mitterrand déclare qu'il était urgent de faire de l'Europe une affaire populaire ; le « oui » de M. Chirac au traité de Maastricht ; M. Bérégovoy affirme que le chef de l'Etat restera « quoi qu'il arrive » ; Point de vue : A l'est de Maastricht, par Lionel Stoléru..... 7 et 8

SOCIÉTÉ

Médecine : un entretien avec le président de l'Association des hémophiles..... 9
Environnement : gazoduc contesté dans les Pyrénées..... 10
Sports : l'entrée ratée du nouveau sélectionneur de l'équipe de France de football..... 10

CULTURE

Architecture : le nouveau pont de Solferino dessiné par Marc Mimram..... 11
Cinéma : deux adaptations : *Ballad of the Sad Café*, de Simon Callow, d'après Carson McCullers ; *Le Peste*, de Luis Puenzo, d'après Camus..... 12

LE MONDE DES LIVRES

« Une esthétique du malaise » La rentrée littéraire : Sur fond de crise « Le feuillet de Michel Branda » « Histoires littéraires », par François Bort : Quel temps faisait-il ? « D'autres mondes », par Nicole Zand..... 13 à 18

ÉCONOMIE

Redressement confirmé du commerce extérieur..... 19
Les industriels de l'armement prévoient la perte de près de 130 000 emplois..... 19
Le bénéfice annuel de Toyota chute de 39,7 %..... 19
La candidature de Chili à l'ALENA est envisagée favorablement par les Etats-Unis..... 20

Services

Abonnements..... 8
Carnet..... 22
Loto..... 7
Marchés financiers..... 20 et 21
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 12
Radio-télévision..... 23
Spectacles..... 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 27 août 1992 a été tiré à 472 836 exemplaires.

L'issue d'un contentieux de plusieurs mois

La Grèce et la France mettent fin à leur différend sur le Mirage 2000

Au nom du consortium des trois groupes français (Dassault, Thomson et SNECMA) impliqués dans la vente à la Grèce de quarante avions de combat Mirage 2000, M. Serge Dassault a signé, mercredi 26 août, à Athènes, avec les autorités helléniques, un avenant qui met fin à un contentieux entre les deux pays depuis plusieurs mois. Au terme de ce nouvel accord, les Grecs prendront livraison de leurs douze derniers Mirage 2000 avant la fin de l'année et ils se sont engagés à régler la facture laissée en suspens.

C'est le 20 juillet 1985 que la Grèce avait acquis quarante Mirage 2000 équipés du radar RDM de Thomson. Ce client avait ensuite fait savoir que, de son point de vue, les performances du radar n'étaient pas contractuelles. Il avait choisi de cesser ses paiements en attendant, et douze

avions encore à livrer restaient bloqués dans les usines Dassault à Bordeaux.

L'avenant au contrat conclu à Athènes stipule que des modifications et des améliorations seront apportées au radar RDM, pour en accroître les capacités, et que des systèmes de contre-mesures électroniques lui seront associés. Les douze Mirage 2000 grecs entreposés à Bordeaux seront livrés et les autorités helléniques assureront le financement prévu.

Ce contentieux aéronautique a longtemps pesé sur les relations économiques et industrielles entre les deux pays. La crise yougoslave et, notamment, la crainte de troubles graves au Kosovo ou en Macédoine, ne semblent pas avoir été étrangers à la décision des Grecs d'apurer ce dossier au plus vite pour disposer d'une flotte opérationnelle de quarante Mirage.

A l'appel de Solidarité

Cinq mille grévistes manifestent à Varsovie

En grève depuis lundi 24 août à l'appel du syndicat Solidarité, 5 000 ouvriers de l'usine des tracteurs Ursus (dans la banlieue de Varsovie) ont manifesté mercredi 26 août devant le siège de conseil des ministres. Les travailleurs d'Ursus (7 600 employés) réclament des augmentations de salaires et un plan de sauvetage pour leur entreprise au bord de la faillite. Ils ont remis une pétition au ministre de l'Industrie.

Par ailleurs, le ministre des privatisations, M. Janusz Lewandowski, a annoncé que la grève qui paralyse depuis plus d'un mois l'usine automobile FSM de Tychy (7 000 employés), où est fabriquée la Cinquecento de Fiat, devra se terminer avant le vendredi 28 août, sous peine de licenciements. — (AFP)

Chic et mérite.

LES «PREMIERS PRIX» DE LA MODE SONT DES «PRIX D'EXCELLENCE»

Voilà les tissus «ultra géométriques» de qualité, de création et de goût. (depuis 30 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

SCIENCE & VIE MICRO

SVM
LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

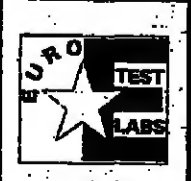
RENTREE MICRO

LE NOUVEAU VISAGE DE L'INFORMATIQUE

50 NOUVEAUTÉS

La tendance micro de la rentrée est à une informatique plus humaine. SVM annonce 50 bonnes nouvelles et dévoile tout ce qui change aujourd'hui.

CHOISIR UN 386 SX 25
Six modèles sélectionnés



3617 SVM2
Le texte intégral des 12 derniers numéros de SVM.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Hugo, l'homme-océan

La vie de Victor Hugo et de sa famille à Jersey puis Guernesey, dans cette maison nommée Hausville House, où l'océan — qui nous a donné : « Il y a des hommes-océans » en ouverture d'un ouvrage consacré à Shakespeare — ne se contentera pas d'affronter du regard cette immersion.